

LA VÉRITÉ

Revue de l'Organisation Communiste Internationaliste
et du Comité International pour la Reconstruction
de la IV^e Internationale

Rédaction et Administration :

39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10^e)

« Le prolétariat n'a pas d'autre arme dans sa lutte pour le pouvoir que l'organisation. Divisé par la concurrence anarchique qui règne dans le monde bourgeois, accablé sous un labeur servile par le capital, rejeté constamment dans les bas-fonds de la misère noire, d'une inculture sauvage et de la dégénérescence, le prolétariat peut devenir — et deviendra inévitablement — une force invincible pour cette seule raison que son union idéologique fondée sur les principes du marxisme est cimentée par l'unité matérielle d'une organisation qui groupe des millions de travailleurs en une armée de la classe ouvrière. »

LENINE.

D'OCTOBRE 1917

A LA LUTTE

DES CLASSES

AUJOURD'HUI

(2)

sommaire

Robert CLÉMENT

Le Bonapartisme gaulliste et les tâches de l'avant-garde.

Jean-Louis SIMON

La lutte de l'opposition de gauche et la proclamation de la IV^e Internationale.

Joseph DHÉRY

La lutte des classes et la répression bureaucratique en URSS.

Léon TROTSKY

A propos du bonapartisme.

Arthur BLISS

L'économie politique du rentier.

NOTES DE LECTURE

**(Lénine et Rosa Luxembourg ;
Duclos et la révolution d'Octobre ;
Le Spartakisme ; Que faire ?)**

Février-Mars 1968

N° 540 — 3 F.

LE BONAPARTISME GAULLISTE ET LES TACHES DE L'AVANT-GARDE

Dans la lutte de classe, les deux dernières années (grosso-modo de l'élection présidentielle aux ordonnances), au cours de laquelle la bourgeoisie n'a cessé d'avoir l'initiative, apparaissent cependant dominées par son impuissance — malgré les moyens de plus en plus importants mis en œuvre — à résoudre de manière durable les problèmes de son avenir économique et politique, de sa place dans le monde, de la stabilisation de son Etat.

A la base de cet état de choses, il y a son incapacité — il serait prématuré de parler d'échec — à maîtriser et à organiser ses relations avec la classe ouvrière, à l'expulser des positions qu'elle a acquises dans le passé, à domestiquer ses organisations, à briser son cadre militant.

Il faut certes chercher les raisons profondes de cette situation dans les faiblesses historiques de la bourgeoisie française, au nombre desquelles il faut compter bien sûr, le fait que seule en Europe avec la bourgeoisie anglaise — et c'est pourquoi il y a aujourd'hui, quelles que soient les singularités du passé récent, tant de traits communs dans les données de la lutte de classe dans ces deux pays déclinant sur l'arène internationale — elle ait dû, sans interruption depuis plus de trente ans, appuyer, sous des formes diverses, sa domination de classe sur l'existence d'organisations ouvrières contrôlées par des directions pro-bourgeoises (c'est-à-dire sélectionnées, éduquées, conditionnées par l'ordre bourgeois, incapables de concevoir que le prolétariat puisse lui substituer un ordre de classe différent, et prêtes, par conséquent à jeter tout leur poids dans la balance, si nécessaire, pour assurer sa survie).

Mais si, dans la période récente, bien que disposant de moyens et de garanties de durée précédents dans son histoire, la bourgeoisie française n'est pas parvenue à s'assurer l'avantage durable contre la

classe ouvrière qui lui est cependant nécessaire pour conserver ses positions face à ses rivales plus jeunes et plus vigoureuses, il serait insuffisant de mettre cet échec au seul compte de la capacité de résistance du prolétariat et du caractère de classe que conservent ses organisations. Le fait que, depuis 1958-1960, une avant-garde — certes très faible — ait constamment mené campagne dans le mouvement ouvrier sur les thèmes de l'indépendance de classe, de la lutte contre l'intégration à l'Etat, de la nécessaire rupture avec la bourgeoisie, du Front Unique, prenant appui sur la conscience des militants et sur le caractère de classe des organisations, a sans aucun doute été un élément important dans la maturation de la situation actuelle dont les données essentielles sont les suivantes :

— la bourgeoisie, pour aboutir dans son entreprise, ne peut faire l'économie d'un affrontement majeur avec la classe ouvrière ; à moins de se résigner à demeurer pour une longue période dans l'incertitude et l'instabilité à l'intérieur et à courir le risque très réel d'un retour offensif du prolétariat ;

— la classe ouvrière, dans son combat de résistance, ne peut manquer de se heurter à l'Etat ; l'affrontement direct avec l'Etat pose nécessairement le problème du pouvoir politique, donc celui du parti (ce qui ne signifie pas que le problème posé sera résolu).

Ainsi, sans aucunement surestimer notre poids réel dans la lutte de classe, nous ne pouvons nous livrer à l'examen de la situation française aujourd'hui sans faire en même temps le bilan de notre propre activité, pas plus que nous ne pouvons prévoir les développements de cette situation sans tenir compte de notre responsabilité et de nos tâches qui en sont l'une des « variables ».

I - Une bourgeoisie sénile - Un impérialisme décadent

Depuis l'arrivée au pouvoir de De Gaulle, et surtout depuis la fin de la guerre d'Algérie, la bourgeoisie a fait un effort « héroïque » pour tenter de remonter le courant qui, depuis un demi-siècle, de crise en crise et de guerre en guerre, use le prestige et l'autorité de l'impérialisme français et emporte l'une après l'autre ses positions internationales. « Hier l'une des premières puissances impérialistes, contrôlant le second empire colonial du monde, la France bourgeoise dégringole irrémédiablement la pente. Le capitalisme mondial en crise est une jungle cruelle : seuls y comptent la puissance économique, politique, militaire, les disponibilités en capital — les « grands » souvenirs historiques, une vieille « culture » ne font pas prime sur

le marché mondial » (La Vérité — n° spécial campagne électorale).

Après bientôt dix ans de pouvoir, De Gaulle peut certes se prévaloir à son droit contre son « opposition » parlementaire et contre les victimes bourgeoises de sa politique de l'ampleur de l'effort accompli pour tenter de rendre au capital français les moyens économiques, politiques, militaires, de reconquérir un rang international à la mesure de ses souvenirs sinon de ses ambitions (car, ambitieuse, la bourgeoisie française ne l'est pas !) ; effort sans précédent depuis la fin de la première guerre mondiale (on pourrait même dire depuis le second empire, la France du XX^e siècle comme celle du XIX^e ayant connu sa seule période « dynamique » sous

la fêrude d'un Bonaparte). Effectivement, le bilan est considérable, et, dans les secteurs « éclairés » de la bourgeoisie, encore profondément traumatisée par la grande peur de mai 1958, il n'est personne, de Lecanuet à Mitterrand, qui ne fasse sien l'acquis de dix ans de pouvoir fort : un Etat restauré et réorganisé (bien que fragilement et provisoirement) ; une constitution équivoque à souhait et qui se prête à tous les usages ; une armée, une magistrature, une police, un appareil de gouvernement renforcés et remis en ordre (dans les limites mises en lumière par l'affaire Ben Barka) ; l'ablation du cancer algérien réalisée, somme toute, aux moindres frais, opération extraordinairement délicate pour un impérialisme qui dépendait plus que d'autres (l'anglais par exemple) de ses positions coloniales ; les positions essentielles du capital français en Algérie conservées ; la crise de l'armée résorbée sans que De Gaulle ait hésité à utiliser, pour ce faire, tous les moyens policiers de l'Etat, donnant en cela à la peureuse bourgeoisie française une formidable leçon d'énergie ; et surtout un programme de combat dans la lutte de classe incarné dès la fin 1958 dans le rapport Rueff-Armand, et, par la suite transcrit dans le V^e plan. Il faut s'arrêter un instant sur ce dernier point.

Le plan Rueff-Armand de 1958 n'est pas resté sur le papier. Son objectif central, repris dans le V^e Plan était « d'asseoir sur des bases solides la capacité concurrentielle de l'économie... » par la constitution « d'un petit nombre d'entreprises ou de groupes de taille internationale, capables d'affronter les groupes étrangers », ces entreprises bénéficiant « de conditions de financement améliorées et d'incitations à constituer des unités bien équipées et de dimensions suffisantes ». Il s'agissait en somme de procéder à l'adaptation radicale de l'appareil de production français aux contraintes du marché mondial, duquel il avait été presque sans interruption isolé depuis 1914 (sauf pendant une courte période, dans les années 20, jusqu'à la crise mondiale). A partir de là, et depuis 1962, un très grand nombre de mesures d'application

ont été élaborées, toutes destinées à armer les entreprises françaises — ou, plus exactement, celles-là seules qui sont jugées viables — pour leur permettre d'affronter la concurrence internationale. Il n'est pas possible de faire ici brièvement le bilan de cet ensemble de mesures qui forment un tout cohérent et homogène depuis la dévaluation de décembre 1958 jusqu'aux ordonnances de l'été 1967 : emprunt d'état pour l'équipement des entreprises ; plans professionnels (sidérurgie, plan calcul, aéronautique) ; primes d'équipement ; aides à l'autofinancement (amortissement accéléré des matériels industriels) ; politique fiscale (avoir fiscal, réduisant l'impôt des sociétés qui investissent ; extension de la TVA, allégeant la charge fiscale supportée par les biens d'équipement et aggravant celle des biens de consommation) ; politique des prix (contrat de programme permettant aux sociétés qui investissent suivant un plan discuté avec le gouvernement d'augmenter leurs prix de vente) ; libération du crédit et réorganisation des marchés financiers (Banques, Bourse, marché hypothécaire et bientôt caisses de retraite et de prévoyance fonctionnant par capitalisation, pour drainer vers l'industrie toutes les ressources de l'épargne privée) ; stricte limitation du soutien à l'agriculture ; aides diverses à l'exportation (assurance crédit, garantie de change) ; innombrables encouragements aux fusions et aux concentrations d'entreprises ; commandes d'état aux industriels qui rationalisent (c'est-à-dire qui augmentent l'exploitation du travail, qui licencient le personnel « excédentaire », etc...) ; et, bien entendu, épargne forcée (intéressement) ; allègement des charges sociales des entreprises (démantèlement de la sécurité sociale) ; transfert à l'industrie privée de subventions, trop coûteuses aux services publics (d'où hausse des tarifs SNCF, RATP, EDF, etc...) etc, etc... L'effet direct de toutes ces mesures, c'est le mouvement accéléré de fusions, de concentrations et de regroupements qui a touché pratiquement toutes les branches de l'économie française.

LES RAPPORTS DE FORCE SUR L'ARÈNE INTERNATIONALE

L'ensemble est impressionnant... et pourtant rien n'est acquis, tout reste à faire. Dans le classement des 100 premières entreprises mondiales en fonction de leur chiffre d'affaires, seules figurent 3 sociétés françaises (dont 2 à capitaux d'Etat, CFP et Renault, et une privée Rhône-Poulenc), contre 64 américaines, 15 allemandes, 8 anglaises et 4 italiennes. Et encore la 1^{re} française n'est-elle que la 88^e mondiale, tandis que dans les 50 premières mondiales figurent 5 anglaises, 3 allemandes et 2 italiennes. Si les investissements industriels ont certes progressé rapidement entre 1966 et 1967 (+ 8 %), tous les observateurs bourgeois s'accordent pour dire qu'il n'en sera certainement pas ainsi en 1968. Autrement dit, les patrons français sont prêts à se baisser pour ramasser la manne que leur offre l'Etat (dégrèvements fiscaux, primes et aides diverses à l'investissement), mais, quelques rares exceptions mises à part, ils se révèlent impuissants à se forger par eux-mêmes un outil de production aux dimensions internationales et à aborder de manière combative et offensive les marchés extérieurs sur lesquels ils pourront, après la réalisation du Marché

Commun, intervenir librement. Le patronat français est organiquement (et historiquement) timoré et gâche-petit. La presse d'affaires est remplie de leurs gémissements et de leurs doléances sur le caractère soi-disant déloyal et illégal de la concurrence étrangère sur le marché français (par exemple électro-ménager italien, textiles synthétiques allemands...). Suffisants et chauvins comme personne, ils croient toujours pouvoir s'en tirer en mendiant à l'Etat et en pratiquant la combine sans envergure. En période de croissance impétueuse des échanges inter-impérialistes, leur capacité d'exporter stagne (le V^e Plan prévoit 9 à 9,5 % d'augmentation annuelle des exportations ; l'industrie française n'a réalisé que 2,8 % l'année dernière). Encore faut-il voir exactement ce que ces chiffres recouvrent : sur le marché américain qui joue le rôle de banc d'épreuve de la « compétitivité » et de la qualité technique, la France ne réalise que 5,8 % de ses exportations ; et ce chiffre a baissé de 0,5 % en 1967, alors que les exportations hollandaises progressaient de 16 %, les allemandes de 12 % et les italiennes de 17 %. De plus, selon la revue patronale « Entreprise »,

les produits pour lesquels « nous sommes les meilleurs du monde » sur le marché US sont... « la parfumerie, les vins, les dentelles, la confiserie, les fourrures, les fromages et les pneus » !!! (et encore, pour ce dernier produit, sont-ce les firmes US installées en France, Goodyear, Firestone qui ré-exportent vers les États-Unis, et non pas Michelin)... alors que l'Allemagne, l'Angleterre et même l'Italie ont, sur le marché US, des positions dominantes dans toute une série de produits techniquement élaborés. D'ailleurs, en Europe, ces trois pays et la Hollande sont en mesure d'exploiter la hausse des prix américains en réduisant leurs importations (3 % à 5 % en 1967), tandis que les importations françaises en provenance des USA augmentaient cette année de 4,9 %. Bien entendu, cela ne signifie pas que la force de pénétration du capital américain soit en quoi que ce soit entamée à l'égard des autres pays d'Europe (entre 1961 et 1967, la production nationale aux États-Unis, éperonnée par la guerre du Vietnam, a augmentée de 225 milliards de dollars — + 49 % — c'est-à-dire d'un montant équivalent à la somme des productions nationales totales de la France et de l'Allemagne ; tandis que les bénéfices des entreprises, qui mesurent leur capacité à investir, à mettre au point des produits nouveaux etc... passaient de 50 à 80 milliards de dollars, soit 80 % environ de la production nationale brute de la France) ; cela signifie seulement que, de toutes les bourgeoisies européennes, la française est la plus

vulnérable dans la lutte pour les marchés. Et cela est vrai non seulement à l'égard des USA, mais aussi à l'égard de l'Allemagne (qui réalise à elle seule plus de 40 % des investissements du Marché commun, alors que la France n'en fait que moins de 20 %) et l'Angleterre (dont les possibilités de pénétrer sur le marché français vont être multipliées par la dévaluation de la livre).

Ces quelques chiffres donnent une idée des rapports de force réels qui existent, sur l'arène mondiale entre l'impérialisme français, ses rivaux européens et l'américain. Il faudrait, bien sûr, aller plus au fond des choses. Les conclusions seraient aggravées si, dans la perspective d'un commerce mondial de marchandises et de capitaux (CEE, Kennedy Round etc...) libéré pour la première fois depuis trente ans, on tenait compte de données essentielles comme, notamment, le potentiel de recherche scientifique et technique. La campagne alarmiste entretenue par les milieux d'affaires à la veille du 1^{er} juillet 1968, date d'ouverture des frontières du marché commun, n'est pas seulement destinée à « mettre en condition » la classe ouvrière. Elle est l'expression d'une angoisse réelle. Chaban-Delmas n'exagère en rien l'inquiétude de la quasi-totalité du patronat lorsqu'il déclare : « Nous allons, en France, vers des années très dures ; et c'est peu dire si l'on pense aux branches d'industries et aux régions les moins favorisées ».

LES MYTHES PETITS-BOURGEOIS DU GAULLISME

Les petits-bourgeois bornés (pablistes et autres) voient dans la France de De Gaulle l'exemple le plus achevé du soi-disant « néo-capitalisme ». Ils sont incapables d'une évaluation scientifique des perspectives d'ensemble de l'impérialisme comme système mondial et de ses composantes nationales. Ils sont incapables d'une appréciation concrète, c'est-à-dire historique des données réelles de la situation du capitalisme français (certainement pas un néo, mais plutôt un archéo-capitalisme). Ils sont incapables de comprendre que le renforcement (beaucoup plus apparent que réel de sa position, comme on l'a vu plus haut), la bourgeoisie française le doit non pas à ses ressources propres et à son énergie interne, mais en totalité à De Gaulle, et au fait qu'elle a pu utiliser à son profit tous les moyens de l'État policier qu'il a édifié. Un journaliste américain (Mooney, N.Y. TIMES) caractérise avec beaucoup d'exactitude la situation française : « Il me semble évident que le poids des faiblesses, en France, est plus important que le poids des atouts. Je sais bien qu'il y a une tendance française à considérer comme étant des atouts certaines choses qui aux yeux des étrangers sont en réalité des faiblesses... Ceci dit, votre principal atout est aujourd'hui la priorité qui est maintenant donnée aux secteurs de pointe... On doit néanmoins constater que vous le devez davantage au général De Gaulle et au gouvernement qu'aux industriels... La volonté naturelle de réussir des industriels français est nettement moins forte que celle des industriels allemands ».

Or, De Gaulle n'est pas un élément parmi d'autres du personnel politique de la bourgeoisie française. Il a acquis sa stature de Bonaparte dans la dernière

grande crise de la bourgeoisie française (1940 et les années d'occupation), et il a été fait tel, en grande partie, par les dirigeants traîtres du mouvement ouvrier. De Gaulle est le produit des faiblesses de la classe dirigeante et non pas de ses forces. Bien qu'appartenant à sa classe et hautement conscient de ses intérêts, il s'est imposé à elle, et elle le subit. C'est là une faiblesse terrible de la bourgeoisie française : elle ne peut livrer son combat contre le prolétariat et contre ses rivales internationales que « corsetée par un état fort qui soumette toutes les couches sociales, mobilise toutes les ressources de l'économie, tende tous les ressorts de la société au profit exclusif du grand capital » (*La Vérité* n° spécial). Elle ne peut faire l'économie du bonapartisme, et pourtant, à moins d'assommer tout de suite et pour des années la classe ouvrière, elle ne peut espérer que les conditions de paix sociale relative des dernières années survivront à De Gaulle. Derrière la noble façade du gaullisme, l'édifice lézardé craque de toutes parts. Giscard-d'Estaing, Lecanuet, Pompidou, Debré, Faure, Mitterrand, chacun avance sa recette pour museler la classe ouvrière, tandis que les dirigeants réformistes et stalinien font leurs offres de service. Au cœur même de l'État, les clans et les factions s'agitent. Il en est, à l'évidence, directement encouragés par certaines féodalités du régime, qui préparent une issue ouvertement policière à une éventuelle crise de régime. La situation actuelle est essentiellement instable et transitoire. Le coup d'État de Grèce a dû faire réfléchir plus d'un.

Pour les petits-bourgeois, pablistes et autres, De Gaulle est un vestige anachronique du passé, un vieillard encombrant et pittoresque, au fond bien

gênant pour la « technocratie », couche de gestionnaires éclairés et efficaces du « néo-capitalisme » ; alors que c'est tout le contraire : l'édifice tout entier repose sur De Gaulle, et la soi-disant « technocratie » n'est que la clientèle bruyante et corrompue, coûteuse, improductive du bonapartisme. Tandis que pablistes, PSU et CFDT chantent les vertus « techniques » de la « planification française » tout en gémissant sur son caractère insuffisamment « démocratique », ladite planification, mise au contact des dures réalités de l'économie mondiale, apparaît chaque jour davantage, comme un ballon crevé (le V^e Plan « non démocratique » demeurant, quant à lui, la véritable charte d'action du bonapartisme). Et l'austère vertu des technocrates du Plan (les Bloch-Lainé, Massé et autres avec lesquels Mandel dialogue si volontiers) est fort bien résumée dans leur inimitable langage d'amateurs de gadgets par l'un des leurs (Ph. Bauchard, *Les Echos*, 14-11-1967) qui, commentant l'aggravation du chômage et le déficit croissant du commerce extérieur, non conforme aux « prévisions des experts du Plan », écrit : « Le simple fait que certains des clignotants sont déjà passés au rouge montre que la conception d'un plan rigide paraît actuellement dépassée » !! Admirables planificateurs français ! De par ses propres moyens, la bourgeoisie est incapable de mener (et même peut-être de concevoir) le combat pour sa

propre survie : c'est une classe sénile, impuissante, diminuée par la profondeur de sa crise récurrente (1940, 1958), dépourvue de confiance en elle-même, une bourgeoisie de notaires, de fonctionnaires, et de rentiers (800.000 entreprises privées en France !) ; c'est une bourgeoisie qui a été (au même titre que les directions du mouvement ouvrier — on reviendra sur ce point dans le chapitre II) éduquée dans le cadre douillet de la collaboration des classes, formée dans une conception et dans une pratique « pacifiste » du règlement des conflits de classe ; c'est une bourgeoisie profondément privée, comme ses agents dans le mouvement ouvrier, d'aptitude et de volonté pour le combat, et il y a beaucoup de vrai dans la remarque de De Gaulle qui la définit par son « goût de l'abaissement ». La bourgeoisie française peut néanmoins porter des coups très durs au prolétariat, mais, comme toujours dans le passé, elle doit alors avoir recours au bonapartisme sous une figure ou sous une autre (Clemenceau, Paul Reynaud, De Gaulle ; voir en revanche l'échec lamentable de la tentative de Laniel en 1953 qui s'est brisée sur la grève générale). Aujourd'hui, si elle veut frapper les travailleurs, elle ne peut le faire que par De Gaulle interposé, et c'est là (on y reviendra) l'une des données fondamentales de la situation.

POURQUOI BONAPARTE ?

Ce n'est pas de gaité de cœur qu'en mai 1958, face à l'impuissance totale de ses politiciens de métier, au grippage irrémédiable du parlement et aux menaces d'éclatement de l'Etat, la bourgeoisie a dû se résoudre à avoir recours à De Gaulle. L'inertie et le conservatisme traditionnel de la bourgeoisie française, facteur naturel de stabilité en période de paix sociale et en l'absence de pressions extérieures, économiques ou militaires, devenait une entrave insupportable dès lors que s'ouvrait une situation de crise (Algérie) qui exigeait des décisions rapides et une action énergique. Pour gouverner, De Gaulle devait s'affranchir du poids mort des institutions parlementaires, mais, ce faisant, il détruisait aussi le principal instrument de règlement « pacifique » des conflits de classe et de conciliation entre les intérêts divergents des différentes couches bourgeoises. Le congédiement massif du personnel politique traditionnel de la bourgeoisie, le renvoi des députés, sénateurs et autres conseillers généraux, laissait les différents groupes et couches de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie (et notamment la bureaucratie ouvrière) face à face sans intermédiaire avec l'appareil central de l'Etat. Perfectionné et stabilisé, en France, pendant des décennies, le système de domination de classe fondé sur les clientèles, les groupes de pression, les marchandages, la corruption, apparaissait brutalement désuet et inopérant pour résoudre l'opposition inconciliable entre les intérêts du grand capital obligés d'agir face à l'insurrection des ouvriers et paysans algériens, et ceux des secteurs de la bourgeoisie liés à la colonisation directe, appuyés sur une armée de métier bafouée et exaspérée. Seul De Gaulle pouvait trancher dans le vif, là où Mendès, Mollet, Gaillard, Faure avaient hésité, puis reculé. Mais, l'affaire algérienne réglée (à Evian, au mieux des intérêts du grand capital, Ben Bella assumant la

tâche d'étouffer la voix des travailleurs et du peuple de son pays), De Gaulle se révélait, plus que jamais, pièce maîtresse de l'ordre bourgeois en France. Pour cette bourgeoisie profondément déséquilibrée, mutilée par le règlement de la crise algérienne, privée de sa représentation politique traditionnelle, aucun retour au parlementarisme et, en général, à l'état de choses antérieur n'était possible. La tâche pressante qu'impliquait la nécessaire introduction du capitalisme français sur les marchés mondiaux exigeaient les moyens et les méthodes d'un « Etat fort ». Si De Gaulle n'avait pas existé, la bourgeoisie française aurait dû alors l'inventer. Giscard, Lecanuet, Mitterand, Waldeck-Rochet, le savaient parfaitement, et chacun, dans son domaine propre, a fait le nécessaire pour lui faciliter la tâche.

Mais De Gaulle, produit de la faiblesse de la bourgeoisie française, appelé à la tête de l'Etat pour faire prévaloir sur toute autre considération la défense des intérêts du grand capital, laisse derrière lui, après dix ans de pouvoir, une situation plus instable encore que par le passé. Le bonapartisme n'est pas une parenthèse sans conséquences entre deux périodes paisibles de démocratie parlementaire (IV^e République et « démocratie rénovée »). Les dirigeants de la FGDS et du PC qui font semblant d'y croire (et peut-être finissent-ils par s'en convaincre eux-mêmes) ne sont que des menteurs et des charlatans. Pour imposer, dans tous les domaines, la dictature du grand capital, De Gaulle a dû ébranler brutalement tout l'équilibre de la société française édifié au cours du XIX^e siècle et reconstruit fragilement avec l'aide directe des « chefs » du mouvement ouvrier pendant et après les première et deuxième guerres mondiales. Ce n'est pas là un effet des vices du « pouvoir personnel ». Après 40 ans d'isolement et de protection, la vieille France bourgeoise, ébranlée par l'amputation de son empire colo-

nisé, a été heurtée de plein fouet par l'irruption sur ses marchés traditionnels et jusqu'à l'intérieur de ses frontières, des marchandises, des capitaux et des techniques accumulés par des rivaux plus puissants et plus agressifs. Pour rester dans la course, au moins pour ce qui est de certaines productions et de certaines techniques décisives, elle a dû éperonnée par De Gaulle, bander toutes ses forces ; elle doit aujourd'hui se débarrasser de tous les poids morts. Le prix de Pierrelatte, du Concorde, du V^e plan, c'est la liquidation des charbonnages, de l'industrie textile, de la construction navale, de la petite agriculture traditionnelle. Cette évolution est à peine amorcée (la bourgeoisie avance avec prudence, car elle ne sait pas quelle résistance elle trouvera en face d'elle), mais elle est inéluctable. La classe ouvrière, bien entendu est gravement menacée ; mais de très larges couches bourgeoises et petites-bourgeoises, qui colmatent les interstices de la société française traditionnelle, en formaient le tissu conjonctif et en assuraient la stabilité seront, quant à elles, impitoyablement laminées.

La tâche assignée au bonapartisme c'est de comprimer au maximum les « frais généraux » du capitalisme français. Faure l'a dit : « L'économie française ne peut pas dépenser plus de 8 milliards par an pour supporter son agriculture ». Il en va de même pour l'enseignement, la sécurité sociale, la fonction publique, les petites entreprises, les retraités, le logement, etc... Considérons par exemple la question paysanne. Dès le second Empire (Marx l'a expliqué), la petite paysannerie constituait l'assise principale du bonapartisme. Consolidée jusqu'en 1914 par la politique protectionniste (dont le bénéfice principal allait à l'industrie, c'est-à-dire aux secteurs décisifs de la bourgeoisie) elle a été ménagée par les gouvernements bourgeois d'après-guerre, pour faire contrepoids à la poussée ouvrière, alors même qu'elle était déjà techniquement « en surnombre » (malgré la terrible saignée de la guerre) dès l'introduction en France du tracteur et des possibilités de mécaniser la production. Après la seconde guerre mondiale, l'augmentation rapide de l'emploi industriel a poussé vers les usines plus de la moitié (en vingt ans) de l'effectif des petits paysans — offrant ainsi une abondante main-d'œuvre bon marché aux patrons — mais sans améliorer sensiblement la productivité de l'autre moitié, fortement retranchée derrière de solides positions parlementaires et soutenue par un système très coûteux de subventions diverses et d'exemptions d'impôts. La bourgeoisie acceptait de payer ce prix (tout en le faisant supporter à la classe ouvrière) et renonçait à affronter les paysans tant qu'elle ne devait pas faire face par ailleurs à des échéances pressantes. Ce temps est révolu. Alors que le Marché commun ouvrait un débouché important aux grands agrariens (qui produisent à des coûts « compétitifs »), libérant l'Etat des lourdes charges qu'il devait supporter pour écouler les excédents au cours mondial sur les marchés extérieurs, il fallait en même temps accepter que certaines productions (viande, lait notamment) demeurent bloquées à des prix précipitant la ruine des petits exploitants ; tandis que, simultanément la politique De Gaulle-Pizani, conforme à l'orientation du V^e Plan, visait à accélérer l'élimination de dizaines de milliers de paysans petits et moyens qui, aujourd'hui combattent pour la vie et retrouvent dans la rue les méthodes mêmes de la lutte de classe.

Là comme ailleurs, les exigences du grand capital sont absolument incompatibles avec le maintien d'un ordre social stable préservant une marge suffisante pour la conciliation entre intérêts de classe opposés ou intérêts opposés à l'intérieur de la classes dirigeante et des couches sociales qui lui étaient traditionnellement subordonnées. Dans l'immédiat, le grand capital et son bras armé, De Gaulle, impose sa loi et parvient à piller des secteurs entiers de la petite bourgeoisie des campagnes en remettant en cause des avantages acquis depuis des générations. A terme, la prolétarianisation de la paysannerie laborieuse renforcera les positions de la classe ouvrière et aggravera les difficultés, pour la bourgeoisie, de retrouver une assise stable.

La classe ouvrière, quant à elle, n'est pas une entité abstraite définie une fois pour toutes en dehors du temps et de l'espace. Elle occupe, dans la société bourgeoise un ensemble de positions qu'elle a conquises par ses luttes. Elle entretient avec les autres classes et couches de la société une multitude de relations nouées et consolidées au cours de son histoire. Les « frais généraux » de la bourgeoisie, ce sont aussi des positions, des avantages, des droits et des garanties acquis par la classe ouvrière (et dont bénéficie, en retour, telle ou telle couche de la petite-bourgeoisie). En s'attaquant à cet ensemble complexe et fragile de positions et de relations qui arriment, pourrait-on dire, la classe ouvrière à la société bourgeoise, le grand capital crée les conditions d'affrontements infiniment plus brutaux que par le passé. Il place les couches petites-bourgeoises victimes de sa politique dans une situation telle que le prolétariat peut à son tour chercher à renouer sur le terrain du combat de classe les liens noués avec elles dans le passé, puis brisés, sur le terrain de la collaboration de classe. Au fur et à mesure que nous élaborons une ligne d'intervention dans le milieu étudiant, nous avons été amenés à préciser, dans le combat contre la réforme Fouchet, cet aspect des choses, qui n'est autre que la traduction dans ce milieu particulier, de la stratégie du Front Unique Ouvrier. Ce que nous avons réalisé — avec succès — chez les étudiants, nous pouvons le réaliser aussi avec les parents d'élèves. Ce qui est vrai sur la question (décisive) de l'enseignement, l'est aussi dans d'autres domaines. Précisons sur un exemple. L'une des mesures les plus sévères prises par De Gaulle contre la classe ouvrière (mais aussi contre de très larges couches petites-bourgeoises) a été le déblocage des loyers. Le blocage était l'un des acquis principaux de la grande peur bourgeoise de 1944-45. Le bénéfice des loyers bloqués était un élément essentiel du niveau de vie de plusieurs millions de locataires. Mais, alors que la propriété bâtie était l'un des pôles principaux d'accumulation du capital jusqu'en 1939 (pour une bourgeoisie peu soucieuse de courir des risques dans l'industrie) c'est l'Etat qui a dû se charger, à un coût très élevé, de la construction de logements après 1945 (HLM, etc...), alors que le capital privé se détournait de cet investissement devenu insuffisamment rentable. En débloquent les loyers, De Gaulle a libéré les milliards de l'Etat pour les programmes du grand capital jugés par lui plus urgents, tandis que les banques et la spéculation refluaient vers le secteur de la construction. C'est la classe ouvrière qui a imposé le blocage des loyers en 1945. C'est vers elle et ses organisations que se tournent aujourd'hui

les victimes de la politique des loyers écrasants. Le programme FGDS-PC qui place au-dessus de tout la revendication du « renforcement de l'industrie nationale » peut-il répondre à leurs besoins ? Non, car la seule voie pour tenter de « renforcer l'industrie nationale », c'est celle de De Gaulle. Seule l'avant-garde prolétarienne peut, aujourd'hui, offrir une orientation

de combat conséquente contre les loyers abusifs, contre la réforme réactionnaire de l'enseignement, et, pour les mêmes raisons, contre la hausse du coût de la vie. L'alliance révolutionnaire du prolétariat, des couches petites-bourgeoises des villes et des campagnes victimes de la politique du grand capital ne peut se faire que sur le programme de la révolution prolétarienne.

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU GAULLISME : UN ASPECT DE L'ORDRE BOURGEOIS EN EUROPE

La politique étrangère de De Gaulle reflète avec une parfaite netteté et les faiblesses historiques incurables de l'impérialisme français et l'effort désespéré du bonapartisme pour les surmonter.

De Gaulle a une conscience très exacte de sa propre position et de son rôle dans la lutte des classes en France. L'Etat qu'il a édifié est le corset de fer qui permet à une bourgeoisie sénile et impotente de se tenir sur ses jambes. L'affaîssement mortel de la bourgeoisie française qui suivrait inévitablement le relâchement des cadres de cet Etat ouvrirait une crise sociale d'une portée sans précédent dont les conséquences en Europe seraient incalculables. En ce sens, De Gaulle est une pièce maîtresse de l'ordre impérialiste en Europe. La France (comme d'ailleurs l'Angleterre) est l'homme malade de l'Europe. L'impérialisme américain le sait fort bien, ménage De Gaulle et lui abandonne une certaine possibilité de manœuvre sur l'arène internationale.

Par ailleurs, les effets combinés de la crise de l'impérialisme, de la capitulation sur tous les terrains de la bureaucratie russe, et de la politique nationale sans issue des dirigeants chinois, entraînent des reclassements dans le dispositif de l'impérialisme, les puissances mineures (France, Grande-Bretagne, Japon, autres Etats européens) s'efforçant, chacune pour son compte, de se poster de la manière la plus favorable en vue de profiter au maximum des modifications ultérieures. Il s'agit en d'autres termes, pour chacune de ces bourgeoisies d'être la mieux placée possible pour exploiter les possibilités qu'offriront les développements de la politique liquidatrice du Kremlin. La guerre du Vietnam, dans la mesure où elle retarde, pour la bureaucratie comme pour l'impérialisme, la conclusion d'un nouvel accord d'ensemble stabilisant pour un temps la situation, bénéficie à ces puissances mineures et leur ouvre de nouveaux délais. A cet égard les « grandes manœuvres » internationales de De Gaulle sont étroitement tributaires du prolongement de la résistance héroïque du peuple vietnamien. Il faut comprendre en même temps que si De Gaulle s'efforce d'exploiter cette situation au profit des intérêts particuliers de la bourgeoisie française, c'est néanmoins au compte des intérêts généraux de l'impérialisme qu'il travaille. Entre l'impérialisme US, De Gaulle, les impérialismes européens et le japonais, quels que soient les conflits limités sur la manière dont le gâteau sera partagé, la division du travail est parfaite. Nous avons relevé à plusieurs reprises comment les déclarations de De Gaulle sur le Vietnam (on ne peut vraiment pas parler d'une politique) ne sont en définitive que des sondages — sinon opérés directement pour le compte de l'impérialisme US —

qui illustrent au moins la « solution politique » (endiguement de la révolution en Asie) à laquelle Johnson essaie de son côté, par le napalm et les bombes, de contraindre le peuple vietnamien. Les déclarations de De Gaulle n'auraient aucun sens en dehors du contexte créé par l'offensive militaire US, de la même manière que la « solution politique » préconisée en d'autres temps par les Etats-Unis n'avaient de sens que dans le contexte créé par Dien-Bien-Phu et par la déroute militaire de l'impérialisme français. De Gaulle d'ailleurs n'insiste guère car il sait parfaitement que le préalable à toute solution (type conférence de Genève) assurant des garanties réelles à l'impérialisme, c'est un succès des troupes US sur le terrain. De plus, comme cela a été dit plus haut, il met à profit le délai que lui consentent les Etats-Unis, fixés pour leur part au Vietnam. L'« Ostpolitik » de De Gaulle, sa politique russe et chinoise participe des mêmes données. La reconnaissance de la Chine, l'Europe « de l'Atlantique à l'Oural » etc..., expriment la prétention de l'impérialisme français non pas de jouer sa propre carte — et à plus fortes raisons un jeu indépendant — à l'égard de la bureaucratie, mais de bénéficier au maximum des concessions que Kossyguine — Brejnev (et demain peut-être les Chinois) seront amenés à faire (si le prolétariat international ne combat pas) sous la pression des forces conjuguées de l'impérialisme mondial (le français étant partie prenante) organisé sous la direction des Etats-Unis. Là encore le jeu de De Gaulle est étroitement subordonné à la capacité de l'impérialisme US d'amener les bureaucrates russes et chinois à capituler complètement. Et, en revanche, le jour où Brejnev-Kossyguine négocieront, ce sera, comme par le passé (camp David, Glasboro) avec le chef de file de l'impérialisme mondial, les Etats-Unis. Cela ne signifie pas que — et surtout dans la période présente — la bourgeoisie française (comme d'ailleurs les autres bourgeoisies européennes, l'allemande notamment, qui est, pour le Kremlin, un interlocuteur autrement important) ne puisse aboutir à un certain nombre de résultats dans son effort pour pénétrer dans l'économie d'Europe Orientale et d'Union Soviétique. Cela signifie seulement que les accords et les compromis qui peuvent être signés dans ce cadre ne sont pour la bureaucratie qu'un pis-aller et peut-être un moyen de pression visant à amener l'impérialisme US à négocier à son tour. La politique de Gribouille des chefs du Kremlin trouve d'ailleurs là sa mesure : tout pas en avant du capital européen en Europe de l'Est et en URSS est un élément de crise potentielle supplémentaire pour la bureaucratie, et, par conséquent renforce les positions de l'impérialisme US. Rien n'indique que le capital américain s'inquiète en

quoi que ce soit de l'avance relative des capitalistes européens sur les « marchés » potentiels de l'URSS et de l'Europe de l'Est. La « pression » sur les Etats-Unis est parfaitement inopérante. Là encore la division du travail entre puissances impérialistes joue à plein. L'offensive vers l'Est du capital européen n'est que le pendant des efforts des Etats-Unis pour briser la révolution en Asie.

De Gaulle sait parfaitement qu'il n'a pas les moyens de sa politique, ou, plus exactement de la politique qu'il souhaiterait pour l'impérialisme français. Il comprend très bien que sa marge de manœuvre a des limites bien précises : celles qui sont données par la stratégie d'ensemble de l'impérialisme mondial. Dans toutes les circonstances où cette stratégie d'ensemble est en cause, chaque fois que les intérêts décisifs de l'impérialisme sont menacés, De Gaulle fait preuve d'une solidarité agissante. Dans la guerre du Moyen-Orient, il a parfaitement compris qu'il lui fallait intervenir pour soutenir Nasser, garant du statu-quo social (et des intérêts pétroliers de l'impérialisme) dans cette région du monde, dès lors que les liens particuliers que les impérialismes américains et britanniques entretenaient avec Israël leur rendaient cette tâche plus difficile. Lorsque les intérêts directs du capital anglais et français avaient été mis en cause en 1956 (nationalisation du canal), ce sont les Etats-Unis qui ont opéré le sauvetage de Nasser et ils s'en sont acquittés en ayant soin d'obtenir une indemnisation substantielle aux actionnaires anglais et français de la Compagnie du canal. C'est le même rôle

qu'a joué De Gaulle en 1967, tout en manœuvrant pour son propre compte (en vue par exemple de conserver les marchés des avions Dassault en Israël ; en vue aussi d'être à même de s'asseoir à la table de conférence le jour où les « grandes puissances » décideront de régler autour du tapis vert les différents problèmes posés par la défense de leurs intérêts dans cette région du monde, où l'impérialisme français a perdu ses dernières positions en 1956). Mais les manœuvres sont étroitement subordonnées aux objectifs généraux de l'impérialisme mondial et il est ridicule de penser qu'il puisse en aller autrement. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas effectivement un certain nombre de divergences d'intérêts et d'applications entre les différents impérialismes et même au sein de chaque impérialisme — par exemple aux Etats-Unis, sur la meilleure manière d'étouffer la révolution au Vietnam ; ou, en France, sur la meilleure manière de maintenir, après De Gaulle, l'Etat policier. Cela signifie seulement que la partie est subordonnée au tout et qu'il faut distinguer l'essentiel de l'accessoire.

Dans un autre domaine, par exemple, les liens de solidarité qui unissent De Gaulle aux grands impérialismes et le caractère limité de ses tentatives de leur imposer la France comme partenaire indépendant, apparaissent en toute clarté. Il est indiscutable que la politique monétaire de De Gaulle a gêné les Etats-Unis (achat d'or aux Etats-Unis contre dollars conservés par le passé dans les coffres de la Banque de France à titre de réserve garantissant la valeur du franc français). Mais, simultanément, l'Etat remboursait aux Etats-Unis ses dettes en dollars, réduisant d'autant les engagements extérieurs des Etats-Unis. De plus, chaque fois que nécessaire, la France intervient pour soutenir le dollar menacé. « Ainsi, à la veille du relèvement du taux d'escompte de la Banque d'Angleterre, l'institut (français) d'émission, aurait acheté quelque 50 millions de dollars pour éviter que le cours de la devise américaine tombe au-dessous de la limite d'intervention... » (*Les Echos*, 13-11-1967). Enfin, alors que l'objectif de la politique monétaire de De Gaulle-Giscard était, dès 1962, d'obliger les Etats-Unis à couvrir le déficit de la balance des paiements pour éviter de découvrir dangereusement leur monnaie, ceci en vue, notamment, de renforcer les obstacles opposés à l'intrusion des capitaux US, Debré, devenu ministre en 1965, décide en sens inverse, d'accueillir libéralement les investissements américains après avoir constaté que les trusts US allaient désormais tout simplement s'installer en Allemagne, en Italie ou ailleurs en Europe, sans que leurs possibilités de pénétrer sur le marché français s'en trouvent, grâce au Marché commun, en quoi que ce soit diminuées ; la farouche indépendance monétaire de De Gaulle devenant alors pour l'essentiel sans objet.

L'impotence fondamentale de l'impérialisme français ressort plus nettement peut-être encore que sur tout autre question à l'examen de sa politique monétaire. Si le dollar est faible (soi-disant d'ailleurs, car, gagé sur la plus puissante économie du monde, il est, en réalité la plus sûre des monnaies), si la balance des paiements US est en déficit, c'est en réalité parce que les Etats-Unis assument seuls la responsabilité du maintien de l'ordre impérialiste dans le monde. De Gaulle ne remet nullement en cause cette fonction de gendarme mondial qui revient aux USA. Il se contente de s'efforcer de tirer du feu de la contre-

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

BULLETIN DU COMITÉ INTERNATIONAL
DE LA IV^e INTERNATIONALE

ABONNEMENTS

Le numéro	1 Franc
10 numéros (1 an)	8 Francs
Soutien	à partir de 10 Francs
Sous pli clos	15 Francs
Abonnement annuel, couplé avec "LA VÉRITÉ"	18 Francs

A régler au C.C.P. de Gérard Bloch :
Paris 606-23

Rédaction - Administration :
39, rue du Faubourg-du-Temple
PARIS (10^e)

révolution quelques marrons pour la bourgeoisie française, tout en faisant face « responsablement » à ses proches tâches contre-révolutionnaires en France et en Europe. La sortie de l'OTAN, le retour à l'or, l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, et autres singeries gauliennes sont destinées à amuser la galerie... et à fourvoyer le prolétariat français (ou, plus exactement à acheter ses « chefs »). Quant aux quelques bourgeois illuminés qui ont fini par y croire, il faut qualifier leurs vaticinations comme Trotsky, parlant des projets « européens » des vieilles badernes françaises signataires du traité de Versailles : « Ce ne sont, disait-il, que les fantaisies délirantes de petits bourgeois parvenus ».

La seule réalité, en définitive, de la politique internationale de De Gaulle, ce sont ses prolongements dans le mouvement ouvrier français. De Gaulle aplanit, pour les dirigeants staliniens, les voies de la capitulation. Jouant sur les deux tactiques différentes de capitulation devant l'impérialisme qui divisent la bureaucratie ouvrière en France, celle de la FGDS

et celle du PCF, il pose intelligemment des obstacles au Front Unique, ou, plus exactement, il donne à Mollet et à Waldeck-Rochet des prétextes pour s'opposer au Front Unique (par exemple question de confiance sur la sortie de l'OTAN ; vote parlementaire sur la guerre du Moyen-Orient...). On ne peut sur ce point que reprendre la conclusion de *La Vérité* (n° spécial) : « Il n'y a pas d'impérialismes secondaires avec lesquels l'entente serait possible au détriment de la lutte de classe des prolétariats de ces pays, car, en dernière analyse, la survie de tous les impérialismes est subordonnée à la capacité globale de l'impérialisme en général d'imposer ses « solutions » à l'échelle du monde. Une telle politique est génératrice de défaites et renforce l'impérialisme. Tragique exemple : l'Indonésie. On ne peut s'appuyer sur l'impérialisme américain pour renverser De Gaulle, ainsi que le sous-entendent les « démocrates » de la FGDS. L'impérialisme américain sait fort bien qu'actuellement De Gaulle est une pièce principale du maintien de l'ordre bourgeois en Europe. Il s'accommode de sa politique « indépendante ».

II - Les organisations ouvrières support du bonapartisme

LE P. C. ET « LA PAIX »

En soutenant la politique extérieure « indépendante » de De Gaulle, le PC apporte au bonapartisme un appui décisif. En renonçant à se placer sur le terrain d'une politique de classe indépendante, en participant au tribunal Russel, en soutenant le « milliard pour le Vietnam » aux côtés des députés gaulistes, des pasteurs et des rabbins, suivant l'expression consacrée, les pablistes et leurs semblables apportent à leur tour un appui décisif, non pas à De Gaulle (il faut quand même garder le sens des proportions) mais au PC, car, ce faisant, ils renoncent aux tâches de la sélection, de l'éducation et de l'armement politique et théorique d'une avant-garde militante. Comment ne pas voir qu'en France, l'inoffensive agitation « contre la guerre au Vietnam » apporte en réalité de l'eau au moulin de De Gaulle ; comment ne pas voir qu'elle est une mascarade sans objet et sans portée tant que De Gaulle n'est pas visé ; comment ne pas voir que la condition *sine qua non* de la poursuite de la guerre au Vietnam, c'est la paix sociale en Europe et en Amérique, qui, en France, porte un nom : De Gaulle ?

Mais, sur ce point comme sur les autres, l'appareil s'est fait une règle de ne rien faire qui puisse en quoi que ce soit atteindre De Gaulle. Les bureaucrates ont accepté les cadres et les contraintes de l'Etat fort. L'Elysée est pour eux un sanctuaire inviolable où l'on se rend sur convocation (Frachon) et sur la pointe des pieds. De Gaulle est tabou pour Waldeck-Rochet, Mollet, Seguy, Bergeron, qui ne parlent d'ailleurs pas de le combattre, mais d'assurer sa « relève démocratique ». Mitterrand accepte la constitution de 1958, c'est-à-dire les formes et les méthodes du bonapartisme. Le « contre-ministre » Roland Dumas parle de

« l'élargissement du domaine de la loi » ; en d'autres termes il accepte les rapports définis par De Gaulle entre l'appareil central de l'Etat et son organe périphérique, le Parlement. Mitterrand présente le trait d'union entre l'appareil ouvrier et les cadres de l'Etat fort. Bien entendu, Mitterrand en lui-même n'est rien : il ne compte que par le soutien de la SFIO et du PC. Mais ce soutien à un homme d'Etat bourgeois carriériste et corrompu qui prétend lui-même au rôle de Bonaparte de rechange (quel que soit le caractère farfelu et irréal de cette prétention) est d'une grande importance politique. C'est, au-delà de Mitterrand, un acte d'allégeance à De Gaulle, une acceptation des cadres du bonapartisme. Le mouvement ouvrier a déjà dû payer ce soutien du demi-suicide politique de la SFIO.

Le parlementarisme traditionnel est révolu. Le parlement n'est plus qu'un organe postiche de l'Etat. La tradition parlementariste des bureaucrates du mouvement ouvrier français est morte avec le parlement lui-même. De Gaulle maintient une façade parlementaire essentiellement pour permettre aux dirigeants ouvriers d'entretenir les illusions électoralistes dans les masses. C'est à cela que se réduit, aujourd'hui, le « parlementarisme » de la SFIO et du PC. Les bureaucrates se prêtent au jeu, mais sans y croire eux-mêmes (sinon peut-être pour quelques rêveurs) : ce qui compte, c'est de maintenir un écran aussi épais que possible entre la classe ouvrière et l'Etat. Mais, au contraire de l'époque paisible de la collaboration de classe, cet écran ne peut plus servir à amortir les chocs. Or le choc est inévitable, et les « chefs » ouvriers le savent parfaitement.

Ce n'est pas là, dans la vie politique française en

général et dans celle du mouvement ouvrier en particulier un changement de peu d'importance. En acceptant le retour de De Gaulle au pouvoir en mai 1958 (et même, pour les réformistes, en allant eux-mêmes le chercher), les bureaucrates constataient la faillite de la démocratie parlementaire traditionnelle dans le cadre de laquelle, depuis des générations, la bourgeoisie négociant avec eux le maintien de l'ordre bourgeois, concédant plus ou moins suivant les flux et les reflux de la lutte de classe. Ce n'est certes pas d'aujourd'hui que la classe dominante a fait des organisations ouvrières contrôlées par des directions pro-bourgeoises la pièce maîtresse de son dispositif de domination de classe. Mais il y a une très grande différence entre le type de relation existant entre la bourgeoisie et l'Etat d'une part, les organisations ouvrières d'autre part, avant et après 1958 (cette date ne séparant pas, bien sûr, deux époques radicalement dissemblables sans qu'existe aucune transition de l'une à l'autre ; mais le retour de De Gaulle n'étant pas non plus un événement fortuit). Avant 1958, la bourgeoisie était en mesure de monnayer la collaboration des bureaucrates ouvriers (leur permettant à leur tour de la justifier aux yeux d'une partie des travailleurs) par des concessions réelles faites à la classe ouvrière, droits, garanties, libertés, autant de positions acquises et élargies par le prolétariat au sein de la démocratie bourgeoise. Le prix de la collaboration des dirigeants du PC et de la SFIO à la reconstruction de l'Etat bourgeois après 1944, a été, outre les fauteuils de députés et de ministres, la sécurité sociale, les nationalisations, le statut des fonctionnaires, le blocage des loyers, etc... Par la suite, et jusqu'en 1958, les dirigeants du PC et de la SFIO ont pu faire admettre dans la classe leur politique de

collaboration avec la bourgeoisie et avec l'Etat (directe pour les uns, indirecte pour les autres après 1947) grâce à l'augmentation de l'emploi et des salaires réels que, dans les circonstances particulières de cette période (cycle de reconstruction d'après guerre), la bourgeoisie parvenait bon an mal an à garantir aux travailleurs. Ce n'était pas les miettes de ses surprofits impérialistes (depuis longtemps engloutis) que la bourgeoisie utilisait pour ce faire, mais une partie de l'aide que l'impérialisme US lui avait dispensé sans compter pour l'aider après guerre à se remettre en selle, et, également une partie des gains de productivité qu'elle aurait pu réaliser pendant cette période et auxquelles elle renonçait pour maintenir la « paix sociale », c'est-à-dire pour ne pas avoir à affronter un prolétariat combatif et puissamment organisé. Si d'ailleurs, De Gaulle doit aujourd'hui frapper aussi fort, c'est en grande partie parce que le capital doit — comme les « chefs » réformistes et staliniens — payer la note de vingt années de collaboration de classe au cours desquelles le patronat a reculé devant la tâche — presque désespérée il est vrai, dans un pays comme le nôtre — de remettre les ouvriers français au travail. Il lui faut maintenant liquider les entreprises et les secteurs industriels qui ne sont pas au niveau de productivité exigé sur le marché mondial, il lui faut supprimer le personnel en surnombre, licencier des dizaines de milliers de travailleurs, bloquer les salaires, porter la hache dans le système trop coûteux de la sécurité sociale, importer par centaines de milliers une main-d'œuvre étrangère bon marché et résignée aux pires conditions de travail, il lui faut reconstituer une armée de réserve de 700 000 chômeurs. Oui, vraiment, les beaux jours du réformisme sont passés. Ils ne reviendront plus.

LA POLITIQUE D'INTÉGRATION

L'intégration à l'appareil d'Etat par le truchement des commissions du Plan, des CODER, des organes de la politique gaulliste de l'emploi, de la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, préalable à la participation des organisations syndicales à la gestion des fonds d'intéressement volés aux travailleurs, etc..., l'intégration n'a plus rien à voir avec la collaboration des classes de type classique qui supposait l'indépendance des organisations syndicales. Elle en est au contraire la négation. Les bureaucrates sont poussés à l'intégration dans l'Etat précisément parce que la collaboration de classe est désormais impossible. C'est pourquoi les réformistes, pour qui la collaboration était un principe et un programme, y vont en quelque sorte « malgré eux », même si, dans l'immédiat, ils capitulent devant le patronat et abdiquent devant l'Etat plus directement et plus rapidement que les staliniens (mais dans l'attitude de la confédération FO entraînent aussi d'autres données et notamment les rapports de force internes au mouvement ouvrier, qui conduisent les bureaucrates FO, en dehors de toute autre considération, à s'appuyer sur la bourgeoisie pour résister à la pression stalinienne). Pour les dirigeants staliniens, au contraire, dont les intérêts de fraction ne sont pas liés, historiquement, aux acquis et aux méthodes de la collaboration de classe, mais à la contre-révolution en URSS, et pour qui le réfor-

misme n'est pas un article de programme, l'intégration à l'Etat est beaucoup plus cyniquement acceptée, dans la mesure où telle est la condition de la survie de l'ordre bourgeois en France — et cela indépendamment du fait qu'ils tentent dans l'immédiat de faire payer plus cher à la bourgeoisie leur intégration à l'appareil d'Etat. La CGT est, d'ores et déjà, beaucoup plus « intégrée » que par exemple les syndicats américains qui pratiquent pourtant la collaboration de classe

STÉPHANE JUST

DÉFENSE DU TROTSKYSME

*(Le révisionnisme, liquidateur de la
IV^e Internationale - La lutte pour la
reconstruction de la IV^e Internationale)*

Numéro spécial de LA VÉRITÉ

Prix : 5 Francs

sous ses formes les plus extrêmes. L'accord CGT-CFDT s'est fait sur une plate-forme intégrationniste (c'est-à-dire sur les positions de la CFDT). Les sta-

liniens sont, dans le mouvement ouvrier français, les partisans les plus déterminés de l'intégration des syndicats à l'appareil d'Etat.

DE GAULLE FACE AU PROLÉTARIAT : L'ÉTAT POLICIER

De Gaulle n'aurait jamais été De Gaulle sans l'appui, dès 1941, des dirigeants du PCF. Il eut été balayé par la révolution. En cas de victoire contre-révolutionnaire, tout au plus serait-il devenu l'homme de la guerre civile en France, le Cavaignac ou le Gallifet de 1944-45. Mais les rapports entre le PC et De Gaulle sont, en 1958, bien différents de ce qu'ils étaient en 1945. Le bonapartisme repose, aujourd'hui comme hier, sur le support des organisations ouvrières. Privé de ce support, De Gaulle ne tiendrait pas un jour de plus. Mais la bourgeoisie ne peut plus aujourd'hui en aucune manière payer de retour les bureaucrates pour le soutien qu'ils lui apportent. Non seulement elle n'a plus les moyens de faire aucune concession nouvelle, mais encore elle doit reprendre celles qu'elle a faites dans le passé. Le bonapartisme ne peut plus, désormais, préserver le fragile équilibre entre les classes sur la base duquel s'était tant bien que mal reconstruit l'Etat bourgeois après 1945. Il doit aujourd'hui frapper le prolétariat, et frapper fort. La défaite sans combat qu'a subie la classe ouvrière en mai 1958 en laissant s'édifier en face d'elle un Etat fort (modifiant par cela même le rapport de force à l'avantage de la bourgeoisie), De Gaulle n'a pas encore pu vraiment l'exploiter. Pour régler l'affaire algérienne, il lui a fallu, contre une aile de la bourgeoisie, s'appuyer sur les organisations ouvrières, lesquelles ne lui ont pas marchandé leur soutien (grève générale d'un quart d'heure pendant la semaine des barricades en avril 1961, oui au referendum sur les accords d'Evian en octobre 1962, etc...). Le prolétariat a gagné un sursis de 4 ans, De Gaulle, en bon tacticien, sachant qu'on ne peut combattre sur deux fronts à la fois. Dès le premier mois de 1963, sans attendre, il cherche l'occasion de retourner ses armes (les moyens de l'Etat) contre la classe ouvrière, afin de réduire la puissance de ces alliés encombrants que sont pour lui les organisations. Début février, la grève de 24 heures dans les mines lui permet de monter la provocation recherchée. Contre l'ordre de réquisition, les 200 000 mineurs, dans l'un de ces prodigieux sursauts longuement et lentement mûris dans la conscience collective de la classe, imposent aux bureaucrates 5 semaines de grève générale de la corporation, au bout desquelles De Gaulle doit se replier. Si le bilan revendicatif de la grève des mineurs est médiocre, son bilan politique est d'une immense portée. Dans le premier choc avec la classe ouvrière. De Gaulle a subi un échec cuisant. Le prolétariat démontre qu'il est toujours debout et que, pour faire passer les plans du capital, il faudra tôt ou tard l'affronter. La hâte des bureaucrates à couper court à toute possibilité d'extension de la grève (affaire du dépôt de Clichy) indique à son tour que les « responsables » savaient bien qu'une fois le combat engagé sur tout le front, nul ne sait où, quand ni comment il serait possible d'y mettre fin (les leçons de la grève générale belge sont encore toutes fraîches). Enfin De Gaulle comprend que sa mise est trop faible.

La classe ouvrière a gagné un nouveau sursis de quatre ans.

Pendant cette période de quatre ans, les positions et les atouts respectifs des classes en présence ont sensiblement évolué. D'un côté De Gaulle a considérablement renforcé la structure policière de l'Etat et, par conséquent, son potentiel offensif contre la classe ouvrière. De l'autre, les relations internes à la classe (masses-appareil-militants) se sont modifiées dans le sens d'une différenciation croissante, au sein des organisations, entre l'appareil et une couche de militants décidés à demeurer sur le terrain de la lutte de classe.

On ne reviendra pas ici sur la manière dont De Gaulle a mis en place la lourde machine policière constituée par la réforme administrative (l'institution du service de défense, l'élargissement du réseau des organismes du plan (commissions professionnelles, CODER, etc...), le comité d'étude des coûts et des revenus, les organes Toutée-Grégoire dans le secteur nationalisé ; on ne reviendra pas non plus sur la manière dont s'intègrent à ce dispositif les lois sur la formation professionnelle ; sur la réforme des comités d'entreprise ; sur la réforme de l'enseignement (plan Fouchet) ; lois anti-grève de juillet 1963 ; ordonnances sur l'emploi et l'intéressement... (se reporter pour tout cela à *Informations Ouvrières*). Il faudrait d'ailleurs, pour brosser un tableau complet, prendre en considération bien d'autres éléments comme : la réorganisation de l'armée, qui institue, aux côtés de la force de frappe, une force mobile d'intervention à distance (parachutistes-blindés légers) rodée périodiquement au Niger et au Gabon, mais dont la destination ouvertement contre-révolutionnaire ne fait pas de doute, et une force de défense opérationnelle du territoire conçue directement en vue du quadrillage policier du pays ; le renforcement de l'appareil policier, CRS, polices urbaines, garde-mobiles ; et d'autres éléments encore que nous connaissons moins bien, comme la réorganisation de l'appareil préfectoral (important mouvement de personnel de ces derniers mois, nomination de Somveille, l'ancien bras droit de Papon, au cabinet de Pompidou, etc...) ; la réorganisation du ministère de l'intérieur ; la quasi-suppression de toute garantie d'indépendance pour les juges du parquet ; la réforme de la procédure de l'instruction (avec l'institution du secret) ; l'allongement du délai de garde à vue... etc. Le bonapartisme a, certes, maintenu toutes les apparences « quotidiennes » d'une vie démocratique normale, mais en réalité, il n'est pratiquement aucun domaine des libertés publiques et individuelles qui n'ait été gravement entamé dans la dernière période (avec le silence et dans l'indifférence bien sûr, des « juristes démocrates »).

Et, malgré tout, cet arsenal est pour De Gaulle, à l'étape présente, inutilisable. Il est un préalable absolu à la mobilisation, contre les ouvriers, les paysans, les jeunes de cette énorme machine policière :

c'est la dislocation politique du prolétariat. La situation est qualifiée très exactement dans *La Vérité* (n° spécial déjà cité) : « les droits démocratiques, droits syndicaux, droits de grève, droit de réunion, droits de manifestation, liberté de presse, ne sont maintenus que par crainte de la force potentielle de la classe ouvrière. Sa puissance est la seule garantie qui

protège les libertés démocratiques. Les « démocrates » de profession, les bavards de toutes sortes qui crient et s'agitent au théâtre des ombres n'ont rien à y voir. Ce qui subsiste des droits démocratiques subsiste uniquement parce que la classe ouvrière reste capable de combattre et de vaincre ».

LE DÉMANTÈLEMENT DU MOUVEMENT OUVRIER

Mais un autre aspect des choses doit ici être souligné. La consolidation policière de l'instable état de choses bonapartiste peut se faire suivant de multiples formules et de multiples gradations qui ne supposent pas toutes le déchaînement de la violence physique contre les travailleurs et les militants. De Gaulle laisse ouvertes plusieurs possibilités. Il utilisera l'une ou l'autre d'entre elles suivant ce que seront les développements ultérieurs de la lutte de classe. Son armée, sa police, de multiples moyens matériels et légaux lui permettant d'affronter directement la classe ouvrière, De Gaulle joue néanmoins sur les possibilités d'amener les appareils ouvriers à un stade plus élevé de collaboration dans la mise en place de l'Etat fort. La bourgeoisie, qui, comme les appareils, répugne profondément au combat (là encore jouent les traditions, les habitudes confortables de décennies de collaboration de classe pacifique) appelle une telle solution de ses vœux. Tout un aspect de la réforme gaulliste de l'appareil d'Etat est conçu pour « intégrer » les dirigeants ouvriers. Mais une telle perspective suppose que la classe ouvrière soit muselée dans le cadre même de ses organisations. Les appareils auront-ils la force d'y parvenir sans que, préalablement, le prolétariat ait été assommé dans une bataille de classe, privé de réactions face à l'agression généralisée déclenchée contre ses droits, ses garanties, l'emploi, les salaires ? C'est impossible, ou, du moins, tellement incertain qu'il est hautement improbable que De Gaulle veuille courir un tel risque. Là comme ailleurs, la grande inconnue, c'est la classe ouvrière. De Gaulle a échoué une première fois contre les mineurs. Un second échec lui serait fatal. L'enjeu est d'importance. De Gaulle hésite et tarde. De graves inconnues pèsent sur le développement du dialogue subtil, mais dangereux et fragile qu'il a noué avec les dirigeants ouvriers. Il a, certes, obtenu de sérieuses garanties quant à la loyauté de l'appareil à l'égard de l'Etat bourgeois. Mais l'appareil lui-même n'est pas homogène, et, surtout, les organisations indépendantes demeurent un cadre de mobilisation pour la classe. Les ordonnances sur la Sécurité Sociale et sur l'intéressement ont été conçues avec le souci de porter atteinte à l'indépen-

dance des organisations et de réduire le « domaine privé » des dirigeants (paritarisme, suppression des élections). Simultanément, des dispositions ouvertement provocatrices à l'égard de l'appareil (par exemple baisse obligatoire des prix des pharmacies mutualistes, congédiement de 30 à 50 % des administrateurs ouvriers des caisses de S.S.) étaient édictées pour tester sa volonté — et sa capacité — de capituler plus complètement encore. La réponse de l'appareil réformiste — « après tout, c'est un moindre mal » — et du stalinien — réaffirmant constamment depuis mai que la seule issue, c'est le regroupement des « forces démocratiques » en vue de l'après-gaullisme constituait un blanc-seing sans équivoque pour De Gaulle. Il attend maintenant des appareils qu'ils lui fournissent l'occasion de porter un coup décisif. Les appareils de leur côté hésitent à hâter l'heure de l'affrontement. Ils mesurent très exactement la signification du fait que les actions alibis qu'ils ont engagé depuis septembre pour lanterner travailleurs et militants aient suffi à provoquer les combats réels de Mulhouse-Le Mans. Ils comprennent que des grèves comme celles de Dassault, Rhodiaceta, mineurs de fer (et différemment, mensuels de Saint-Nazaire, voir sur ce point I.O.), grèves qui leur ont été imposées par les militants, signifient que la classe ouvrière n'est pas prête à « subir sans réagir » la mise en application des plans du capital, et que leur propre marge de manœuvre à l'égard de De Gaulle s'en trouve limitée d'autant.

Ainsi le développement des relations internes à la classe constitue aujourd'hui l'élément décisif de la situation : la nécessité, pour De Gaulle, de frapper plus ou moins vite et plus ou moins fort dépend en grande partie de la capacité de l'appareil de chloroformer plus ou moins efficacement la classe et de briser son cadre militant ; toutes les actions de résistance effective engagées, tous les succès, même locaux et limités, renforcent la classe, rendent confiance à son cadre militant, contribue malgré l'appareil, à la maintenir en état de combattre, alors même que le temps travaille pour elle et que le combat apparaît comme inévitable.

LES APPAREILS DÉMOBILISENT LA CLASSE OUVRIÈRE

Dans ce cadre on peut comprendre le sens de la journée du 13 décembre. Lorsque la proposition a été faite d'une « grève nationale de 24 heures », la possibilité de provoquer délibérément une débandade du type 30 novembre 1938 a été certainement envisagée. Mais les risques d'une telle opération inscrite pourtant dans le développement de la situation comme une

nécessité à la fois pour De Gaulle et pour les appareils, a été jugé trop grand par la FEN et par FO. En se repliant sur une « journée nationale d'action » CGT-CFDT, à laquelle ne participent pas FEN et FO, les appareils se divisent soigneusement le travail. Il ne s'agit même pas pour les staliniens « d'avertir » De Gaulle. Il s'agit en réalité d'approfondir encore

la démoralisation des militants, des cadres organisateurs de la classe. Il s'agit de contraindre ces militants et cadres du mouvement ouvrier à admettre que, « sans l'union de toutes les forces démocratiques », on ne peut rien faire. Le refus de la FEN et de FO de s'associer au 13 renforce les arguments des stalino-chrétiens. Les propositions de dialogue syndicats-partis « démocratique » vont dans le même sens. La stratégie contre-révolutionnaire qui sous-tend les accords CGT-CFDT et PC-FGDS apparaît en pleine lumière comme une machine de guerre montée pour étouffer la voix des couches militantes de la classe, et pour accélérer le démantèlement politique du mouvement ouvrier.

Démanteler politiquement le mouvement ouvrier, détruire et disperser les cadres organisateurs de la classe, tel est l'objectif conjoint de De Gaulle et des appareils (où plus exactement, la tâche que De Gaulle assigne aux appareils). D'un côté, le patronat annonce le licenciement de 2 000 travailleurs aux Usines Rhodiacta, qui ont été, dans la toute dernière période au centre de l'effort de la classe pour organiser la résistance. La chasse aux militants est engagée dans presque toutes les grandes entreprises. Les licenciements à la SOPAD (Ardennes), suite à la grève du 17 mai, indiquent à quel point le patronat se sent sûr de lui. La situation dans l'automobile est particulièrement significative, mais partout, moins ostensiblement, le patronat applique la même ligne ; Panhard-Berliet, ces deux bastions puissamment organisés du prolétariat de l'automobile détruits l'un après l'autre par le patron de combat de chez Citroën ; Renault-Billancourt démantelé par le transfert progressif en province ; les travailleurs de Peugeot-Sochaux réduits au silence par la grève trahie de mai 1965. De l'autre l'appareil organisa le 13 décembre, après trois mois de grèves tournantes et de journées d'actions démobilisatrices ou démoralisatrices. Nombre de militants et de cadres, écœurés, cessent toute activité ou quittent le syndicat du PC. La situation chez Renault, par exemple, est absolument claire à cet égard : sur 20 000 travailleurs à Billancourt, 200 membres du PC assistent à la reprise des cartes à laquelle participe Waldeck-Rochet ; 5 ou 6 seulement, et souvent moins, viennent à la réunion de militants organisée par le syndicat CGT à la veille d'échéances importantes comme le 17 mai ou le 13 décembre.

Il ne faut se faire aucune illusion : De Gaulle et le patronat ont marqué, dans la dernière période, un grand nombre de points. Certes, la classe demeure capable de réagir, et elle réagit effectivement — dans un certain nombre de secteurs importants au moins — dès que, concrètement, les mesures patronales passent dans les faits et que l'appareil lui donne l'occasion d'imposer le combat (fut-ce dans le cadre des grèves tournantes et des manifestations alibis). Certes, De Gaulle et le patronat doivent encore aller beaucoup plus loin. Il leur faut soit imposer une défaite physique à un secteur déterminé de la classe, soit (mais l'un n'exclut pas l'autre) parvenir, avec le concours des appareils, à disloquer complètement son cadre militant (l'interdiction ou la semi-interdiction d'une manifestation type 13 décembre ; une réglementation ultérieure du droit de grève pourrait en être l'occasion, combinée à une accentuation de la répression dans les entreprises). Mais nul ne peut évaluer avec précision ce que sont encore aujourd'hui les ressources

internes de la classe (le 7 décembre, à Rodhia-Vaisse lutte de nouveau spontanée pour combattre les licenciements annoncés). Un sursaut du type grève des mineurs demeure possible, et c'est précisément ce qui conduit De Gaulle et les appareils à avancer aussi prudemment. A la limite, d'ailleurs, cette position est sans objets, malgré son importance : il ne nous intéresse pas de « supputer » les chances de telle ou telle éventualité, mais d'intervenir et de regrouper une force de combat dans la lutte de classe.

On ne reprendra pas ici dans son ensemble l'analyse des relations entre l'appareil et les cadres organisateurs de la classe telle qu'elle est contenue dans la résolution de la Conférence Nationale de juillet (publiée dans *La Vérité*, n° 539). Il suffira de dire que la « contradiction » entre l'appareil et les cadres, qui sont à la fois « l'intermédiaire par lequel l'appareil — et principalement l'appareil stalinien — assure son contrôle sur la classe », et la couche militante par laquelle le prolétariat se constitue et s'organise en tant que classe, cette contradiction, pleinement confirmée par les faits, s'est rapidement approfondie au cours des derniers mois. L'appareil tentera bien évidemment de résoudre cette contradiction à sa manière et en fonction des exigences du maintien de l'ordre social en France : il n'est, pour lui, qu'une seule voie, celle de la terreur politique et de la répression contre les militants (pratiquée par les staliniens), qui ne fait qu'annoncer la liquidation et la destruction des organisations déjà à l'ordre du jour chez les réformistes : FGDS-Force Ouvrière.

Les problèmes ainsi posés au sein du mouvement ouvrier sont, par leur ampleur, sans précédent depuis le début des années 30, époque où le parti stalinien, fort des conséquences nationales et internationales de la défaite de la révolution en Europe, a pris le contrôle des forces décisives de la classe. Quelle que soit la violence des heurts qui aient pu se produire en telle ou telle circonstance (1936 - 1944 - 1947 - 1953, etc.),

A travers ses rubriques régulièrement tenues : Luites ouvrières et Syndicalisme, les Jeunes dans la société, Politique de l'Etat bourgeois, Capitalisme dans le monde, l'Amérique du Nord, l'Amérique Latine, l'Afrique, le Maghreb, l'U.R.S.S. et les Démocraties Populaires, l'Europe, l'Extrême-Orient, etc.

ANALYSES & DOCUMENTS

vous offre deux fois par mois une information documentée, classée et indexée sur l'évolution du capitalisme et de la lutte des classes dans le monde.

Spécimen gratuit sur demande

Abonnement annuel (20 numéros) : France, 30 F
Etranger, 40 F

C.C.P. : E.D.I. 18.462-71 PARIS
29, rue Descartes, V°

ces heurts sont demeurés limités et isolés. L'appareil a parfois dû affronter les militants, mais il a toujours pu résorber ces heurts (au besoin en renonçant à des positions importantes: grève Renault de 1947 et départ des ministres communistes du gouvernement), en s'appuyant sur les concessions de la bourgeoisie, qu'il utilisait comme monnaie d'échange pour conserver la confiance des couches militantes de la classe. Les racines profondes de la mutation des rapports entre l'appareil et les cadres organisateurs, cette couche limitée de 10 à 15 000 militants étroitement contrôlée et encadrée par le PC (et, dans une bien moindre mesure par le P.S. surtout après la guerre) presque sans discontinuité depuis 35 ans, plongent dans les développements de la situation internationale: en Europe Occidentale, comme en Europe Orientale et en URSS les délais ouverts à la bourgeoisie et à l'impérialisme d'une part, à la bureaucratie d'autre part, sont désormais expirés. La période de reclassement des forces en présence à l'échelle internationale qui s'ouvre aujourd'hui sera inévitablement aussi une période de

reclassement des forces en présence au sein du mouvement ouvrier. Le fait que l'appareil doive périr ou se résoudre à s'intégrer à l'Etat bourgeois et à devenir l'agent direct de l'exécution des plans meurtriers du bonapartisme, le fait que les cadres organisateurs, demeurant sur le terrain de la lutte de classe, tendent à « décoller » de la politique de l'appareil, le fait que la résistance des travailleurs doive nécessairement se traduire par un affrontement majeur avec l'Etat, tout cela est l'expression, en France, des développements de la « crise conjointe » de l'impérialisme et du stalinisme au même titre que la crise de direction du PC chinois, la « réforme » économique en URSS, l'agression sauvage des Etats-Unis au Viet-Nam. Nous ne pouvons, pour notre part, faire face à nos tâches « françaises », c'est-à-dire, pour beaucoup, opérer la jonction avec les « cadres organisateurs » qui commencent un long processus d'affranchissement politique à l'égard de l'appareil, qu'en assimilant complètement et la nécessité historique et les tâches de la reconstruction de la IV^e Internationale.

III - L'O.C.I. et les tâches du regroupement de l'avant-garde

Seule dans le mouvement ouvrier français, notre organisation s'est révélée capable d'analyser pas-à-pas les développements complexes et sans précédents intervenus depuis dix ans dans la lutte de classe, en France et à l'échelle internationale. Seule elle a été en mesure, dans la période ouverte en 1958, de définir les tâches de défense de la classe ouvrière et de la jeunesse, de défense des organisations du mouvement ouvrier. Seule elle a été capable de formuler les réponses pour la classe et pour son avant-garde. Seule, elle est aujourd'hui capable de poser en termes concrets, c'est-à-dire intégrés à la lutte de la classe et de ses éléments combattants, les problèmes de la construction du parti révolutionnaire, d'un véritable parti communiste digne de ce nom. C'est là un patrimoine politique inestimable.

Aucun des groupes non-marxistes qui ont prétendu, ces dernières années, jouer un rôle dans l'avant-garde ouvrière, n'a survécu politiquement à l'épreuve de la lutte de classe dans les conditions nouvelles et difficiles aujourd'hui. La Voix Communiste, regroupement de circonstance, a éclaté dès la fin de la guerre d'Algérie, et ses différentes composantes se sont reclassées en fonction de leurs origines respectives. Les anarchistes et anarcho-syndicalistes, liés au passé réformiste du mouvement ouvrier, se sont révélés absolument incapables de faire face aux tâches d'une période qui mettait à l'ordre du jour les problèmes de l'affrontement avec l'Etat et, par conséquent, les problèmes de l'organisation politique. La Voix Ouvrière, refusant de mener la bataille pour la défense du trotskysme et donc du programme, conservait une activité formelle dans un monde à elle, fait de proclamations et de formules désincarnées. Coupée des développements vivants de la lutte de classe, isolée du mouvement ouvrier, tournant sur elle-même sans jamais avancer, la VO présente un bilan de faillite qui ne vaudrait même pas qu'on en parle si ce n'était que l'appareil

a trouvé une cible facile contre le « trotskysme », que VO a, par ailleurs, contribué à discréditer aux yeux d'une couche non négligeable d'ouvriers avancés. Aujourd'hui, dans l'impasse, VO apporte de l'eau au moulin de la sainte-alliance anti-trotskyste animée par les pablistes.

Ces différentes variétés de centrisme sont donc en pleine décomposition. Mais il serait erroné de tirer la même conclusion à propos des pablistes. Quelles que soient leurs gesticulations du moment (Castro, Ben Bella, Carmichaël, etc...) les pablistes ne sont nullement une tendance comme les autres, condamnée parce qu'incapable de répondre aux développements de la situation. Bien qu'organisant principalement leur activité en direction du public petit-bourgeois plus ou moins gauchisant, les pablistes se placent sur un terrain qui, en partie, recoupe le nôtre : celui des militants libérés par la crise de l'appareil stalinien, et cela indépendamment du fait qu'ils parviennent ou non à organiser une partie de ces militants. Mais alors que, de notre côté, nous intervenons pour faire mûrir et éclater la contradiction objective qui oppose l'orientation pro-bourgeoise de l'appareil et la nécessité, pour ces militants, cadres organisateurs, de continuer à résister et à combattre avec leur classe, les pablistes, quant à eux, exploitent et entretiennent les illusions que peuvent avoir ces militants (et qu'ils ont effectivement) qu'après tout, « sans le parti, on ne peut rien », et que d'ailleurs, le cours droitier actuel pourrait être redressé, etc. Le combat politique impitoyable contre le pablisme est donc une nécessité absolue, aujourd'hui plus que jamais, pour détruire les illusions — qui inévitablement vont se développer dans la prochaine période, au fur et à mesure que la crise s'approfondira dans le PC, et surtout si la classe combat —, pour gagner les militants et cadres organisateurs de la classe à la nécessité de regrouper une avant-garde

combattant sur le terrain de la lutte de classe. La bataille qui a été menée sur le terrain étudiant contre le pablisme constitue, à cet égard, un acquis positif et une leçon. Il ne s'agit en rien de règlements de compte plus ou moins personnels entre « frères ennemis » de la « grande famille » trotskyste ; il s'agit d'une bataille nécessaire, indispensable pour détruire non pas seulement un groupe qui, en tant que tel n'a, à l'étape actuelle, aucune espèce d'importance ni d'influence dans la lutte de classe, mais, avec ce groupe tout un courant multiforme de conceptions et d'illusions au centre desquelles il y a l'adaptation aux appareils. Ces illusions, nous le savons, renaîtront inévitablement du développement de la crise du PC, que les pablistes en soient ou non (ce qui est plus probable) les animateurs directs. Combattre le pablisme aujourd'hui, c'est non seulement combattre pour la destruction d'un groupe anti-trotskyste ennemi de l'OCI, c'est aussi et surtout combattre pour détruire les illusions qui seront un obstacle entre les cadres organisateurs de la classe, militants du PC notamment, et le programme de la révolution.

**

Le problème central de la construction de l'OCI, à l'étape présente, a été défini comme suit par la Conférence Nationale de juillet : « L'OCI n'est pas le parti révolutionnaire, car notre organisation n'a pas encore constitué avec la classe et l'avant-garde le type de relations qui définit le parti révolutionnaire comme direction révolutionnaire de secteurs décisifs de la lutte de classe. Le combat pour l'OCI vise à constituer notre organisation comme direction. Mais, dans notre activité, nous sommes placés devant une contradiction :

— L'expérience démontre que notre politique rencontre le plus large écho dans la classe, dans la jeunesse et l'avant-garde ;

— des couches décisives de l'avant-garde adhèrent à nos mots d'ordre (appel de Nantes, comités intersyndicaux et interprofessionnels, assises, etc...)

Il nous faut néanmoins constater que ces couches ne sont pas encore en situation d'adhérer largement à l'OCI ».

C'est à partir de là qu'a été définie par la Conférence Nationale, sur la base de l'expérience acquise notamment dans le travail jeunes et dans le travail pour la constitution de comités (intersyndicaux et interprofessionnels de soutien à la candidature ouvrière, de préparation à l'action, d'initiative pour les assises ou pour la manifestation centrale de la jeunesse, etc...) une stratégie de pénétration dans les couches décisives de l'avant-garde ouvrière et jeune (et une perspective d'organisation pour cette avant-garde) orientée sur deux axes concrétisant, à une étape déterminée, la perspective de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire avancée au 14^e Congrès : l'activité, autour du journal « Révoltes », pour la constitution de groupes de jeunes révolutionnaires combattant effectivement sur le terrain de la lutte contre la déchéance de la jeunesse ; des Comités d'Alliance Ouvrière, ou regroupements de militants ouvriers d'avant-garde combattant dans la classe et dans les organisations sur une plateforme « lutte de classe » de défense du prolétariat et de ses organisations.

Le support de l'ensemble de ce travail, c'est l'orien-

tation de combat pour le Front Unique, définie et concrétisée par l'organisation dans quelque circonstance de la lutte de classe depuis 1958-1960. Lutte contre l'intégration, contre la participation aux organisations du Plan, pour la défense d'organisations indépendantes, lutte pour le « tous ensemble » dans la période qui a suivi la grève des mineurs, et jusqu'à la grève du 11 décembre 1964, orientation des « Conférences Ouvrières Démocratiques » à partir du mouvement démobilisateur des 27-28 janvier 1965, combat contre les grèves tournantes et pour l'unité du front de classes, comités intersyndicaux et interprofessionnels de préparation aux actions du 17 mai 1966, du 23 novembre 1966, du 1^{er} février 1967, du 17 mai 1967, candidature OCI aux élections législatives sur un programme de défense de la classe, telles ont été les moments de la définition et de la concrétisation du Front Unique, comme orientation de combat et comme plateforme de regroupement d'une avant-garde militante, parfaitement claire y compris dans ses lacunes.

Le fait que cette orientation ait été défendue de façon organisée et sans interruption depuis plusieurs années dans les entreprises et les syndicats a eu des conséquences qui ne peuvent être sous-estimées. L'intervention de l'OCI a été un élément important dans le développement de la discussion interne aux organisations syndicales ; les problèmes que nous avons posés avant tout le monde (par exemple indépendance à l'égard de l'Etat) se sont rapidement trouvés placés au centre des débats dans le mouvement ouvrier ; notre intervention à indiscutablement perturbé l'application sans histoires et à l'insu des militants de l'orientation capitularde et intégrationniste des appareils (il suffit de réfléchir à ce qu'a signifié, par exemple, le refus de la fédération FO des cheminots de collaborer à la commission Toutée-Grégoire) ; enfin, notre intervention a contribué à la différenciation interne au sein des organisations et à la maturation de la contradiction actuelle entre l'appareil et les cadres organisateurs de la classe.

Il faut souligner l'apport important qu'a été, dans la définition de la plateforme du Front Unique, le travail accompli pour la candidature Just aux élections législatives, et notamment, la rédaction d'une première ébauche de « programme de défense » intégrant des

Aux Editions EDI :

POLOGNE-HONGRIE 1956

*Recueil de documents choisis,
traduits et présentés par*

**PIERRE BROUÉ - JEAN-JACQUES MARIE
BALAZS NAGY**

Prix : 24,50 F

Passez vos commandes
à la Librairie d'« Informations Ouvrières »
39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10^e)

mots d'ordre portant sur le logement, l'école et la culture, la Sécurité Sociale, les travailleurs immigrés, le service militaire, les libertés démocratiques, la revendication d'une convention collective nationale, interprofessionnelle garantissant à tous l'emploi et la qualification, tous terrains sur lesquels l'avant-garde révolutionnaire doit être capable de définir une orientation de combat contre le capital et l'Etat bourgeois. Ebauche seulement, en effet, parce que le programme du Front Unique ne peut prendre chair et sang que lorsqu'il sera fait sien, refondu et ré-élaboré dans l'action par l'avant-garde des cadres organisateurs et de la jeunesse, combattant et s'organisant sur ce terrain, illustrant et donnant leur relief à des mots d'ordre qui n'ont de signification que comme mots d'ordre de combat. Le problème se pose par exemple, en ces termes en ce qui concerne par exemple la lutte contre la vie chère. Le mot d'ordre de « prime de vie chère : 200 F pour tous » doit passer dans la vie et nourrir le travail de regroupement d'une avant-garde militante.

Il serait absurde (et radicalement faux du point de vue de la méthode) de considérer ces questions comme secondaires et méprisables. Ce sont les problèmes les plus élevés de la traduction dans l'action du programme de transition qui sont posés là. Comme le déclare

le document de la campagne d'élections législatives : « Au siècle de l'automatisation, ces revendications sont élémentaires. Elles sont irrecevables pour le régime capitaliste ? C'est précisément la preuve de sa faillite... »

Dans la jeunesse, la plateforme de combat contre la déchéance de la jeunesse, pour l'emploi, pour le droit au métier, les revendications avancées pour la défense des étudiants, contre le démantèlement de l'enseignement universitaire, etc., sont la traduction exacte, dans ce milieu, du programme du Front Unique Ouvrier. Mais là encore, seul le combat, et l'organisation dans ce combat d'une avant-garde militante de la jeunesse, peut permettre de faire passer cette plateforme dans la vie.

Tel est le sens fondamental de la campagne lancée par les militants révolutionnaires pour rassembler 3500 jeunes à la Mutualité : rassembler et organiser la jeunesse travailleuse, menacée, plus que toute autre couche de travailleurs, par le chômage et la déchéance, c'est avec le combat théorique pour gagner au trotskysme tout une génération d'intellectuels révolutionnaires, un pas décisif dans la construction d'un parti nécessaire pour entraîner le prolétariat à l'assaut du pouvoir.

Robert CLEMENT.

MICHEL VARGA

O U V A L ' U . R . S . S . ?

(Aux sources du conflit sino-russe)

Numéro spécial de LA VÉRITÉ

Prix : 3,50 F

BALASZ NAGY

**LA FORMATION DU CONSEIL
CENTRAL OUVRIER DE BUDAPEST
EN 1956**

Edité par les Correspondances Socialistes

Prix : 1,50 F

mots d'ordre portant sur le logement, l'école et la culture, la Sécurité Sociale, les travailleurs immigrés, le service militaire, les libertés démocratiques, la revendication d'une convention collective nationale, inter-professionnelle garantissant à tous l'emploi et la qualification, tous terrains sur lesquels l'avant-garde révolutionnaire doit être capable de définir une orientation de combat contre le capital et l'Etat bourgeois. Ebauche seulement, en effet, parce que le programme du Front Unique ne peut prendre chair et sang que lorsqu'il sera fait sien, refondu et ré-élaboré dans l'action par l'avant-garde des cadres organisateurs et de la jeunesse, combattant et s'organisant sur ce terrain, illustrant et donnant leur relief à des mots d'ordre qui n'ont de signification que comme mots d'ordre de combat. Le problème se pose par exemple, en ces termes en ce qui concerne par exemple la lutte contre la vie chère. Le mot d'ordre de « prime de vie chère : 200 F pour tous » doit passer dans la vie et nourrir le travail de regroupement d'une avant-garde militante.

Il serait absurde (et radicalement faux du point de vue de la méthode) de considérer ces questions comme secondaires et méprisables. Ce sont les problèmes les plus élevés de la traduction dans l'action du programme de transition qui sont posés là. Comme le déclare

le document de la campagne d'élections législatives : « Au siècle de l'automation, ces revendications sont élémentaires. Elles sont irrecevables pour le régime capitaliste ? C'est précisément la preuve de sa faillite... »

Dans la jeunesse, la plateforme de combat contre la déchéance de la jeunesse, pour l'emploi, pour le droit au métier, les revendications avancées pour la défense des étudiants, contre le démantèlement de l'enseignement universitaire, etc., sont la traduction exacte, dans ce milieu, du programme du Front Unique Ouvrier. Mais là encore, seul le combat, et l'organisation dans ce combat d'une avant-garde militante de la jeunesse, peut permettre de faire passer cette plateforme dans la vie.

Tel est le sens fondamental de la campagne lancée par les militants révolutionnaires pour rassembler 3500 jeunes à la Mutualité : rassembler et organiser la jeunesse travailleuse, menacée, plus que toute autre couche de travailleurs, par le chômage et la déchéance, c'est avec le combat théorique pour gagner au trotskysme tout une génération d'intellectuels révolutionnaires, un pas décisif dans la construction d'un parti nécessaire pour entraîner le prolétariat à l'assaut du pouvoir.

Robert CLEMENT.

MICHEL VARGA

OU VA L'U. R. S. S. ?

(Aux sources du conflit sino-russe)

Numéro spécial de LA VÉRITÉ

Prix : 3,50 F

BALASZ NAGY

**LA FORMATION DU CONSEIL
CENTRAL OUVRIER DE BUDAPEST
EN 1956**

Édité par les Correspondances Socialistes

Prix : 1,50 F

LA LUTTE DE L'OPPOSITION DE GAUCHE ET LA PROCLAMATION DE LA IV^e INTERNATIONALE

I. - LES ORIGINES : LA LUTTE POUR LA PROCLAMATION DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

Le 1^{er} août 1914, la guerre impérialiste éclate : les partis de la deuxième Internationale se rangent chacun du côté de sa propre bourgeoisie. Seul, en Russie, le parti bolchévique résiste à la tourmente qui l'ébranle, l'affaiblit, l'isole un moment, mais ne le fait pas capituler et ne le brise pas. L'effondrement du mouvement ouvrier officiel est si total et si inattendu que Lénine crut que le numéro du *Vorwärts*, indiquant le vote unanime des crédits de guerre par les députés social-démocrates allemands, était un faux... Seule une poignée de bolchéviques résiste, à part quelques individus isolés dans les autres pays. Lénine dégage très vite la leçon essentielle de la capitulation de la social-démocratie internationale devant l'impérialisme. Partant du postulat de l'unité mondiale de la lutte des classes, il affirme dès le 28 septembre 1914, au nom du Comité Central du parti bolchévique : « En dépit des obstacles, les masses ouvrières créeront une nouvelle Internationale », et, le 1^{er} novembre 1914, il déclare : « La II^e Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme. A bas l'opportunisme, et vive la III^e Internationale ! (...) A la III^e Internationale revient la tâche d'organiser les forces du prolétariat en vue de l'assaut révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes, de la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays pour le pouvoir politique, pour la victoire du socialisme. »

Ainsi, au creux même de la vague, Lénine définit comme perspective essentielle la reconstruction de l'Internationale Ouvrière. On pourrait croire, en se fiant à une conception légendaire de la vie du parti bolchévique, que Lénine pouvait déjà lancer la perspective d'une Troisième Internationale parce qu'il s'adossait à un bastion national inébranlable : son parti. Ce n'est, au mieux, qu'à demi-vrai. Ce parti est d'abord isolé des masses, entraîné un moment par la vague chauvine ; le chauvinisme y fait d'ailleurs quelques ravages : Chliapnikov, son futur dirigeant clandestin, déclare alors : « Si j'étais en France, je m'engagerais dans la Légion Etrangère. » La cohésion politique de l'organisation dans cette passe difficile n'est pas absolue. Au procès des députés bolchéviques de la Douma, en février 1915, Kamenev renie publiquement le « défaitisme révolutionnaire » proclamé par le Comité Central (c'est-à-dire Lénine, Kroupskaïa et Zinoviev), ligne du parti. La répression frappe lourdement les bolchéviques dont tous les dirigeants restés en Russie sont déportés les uns après les autres à de rares exceptions près. Dès le déclenchement de la guerre, le Bureau russe du Comité Central est arrêté et déporté ; reconstitué à la fin de 1915 avec de jeunes militants (Zaleski, Fokine, Ossipov, Chliapnikov, Eremeiev), il est vite démantelé : en 1915 et 1916, Lénine ne peut correspondre avec la Russie que par l'intermédiaire de Chliapnikov qui remet sur pied, à la fin de 1916, le Bureau russe du CC, composé, outre lui-même, de Zaloutski et de Molotov, militants peu expérimentés.

Pendant ce temps, Lénine fait passer dans les faits la lutte pour la construction de la III^e Internationale en animant la conférence de Zimmerwald (septembre 1915) et de Kienthal (avril 1916) qui rassemblent les dirigeants socialistes hostiles à la guerre impérialiste, quelques poignées d'hommes, qui ne représentent que quelques centaines de militants organisés, et pour l'essentiel en Russie. Ces rassemblements s'effectuent dans le cadre de regroupements préliminaires et transitoires nécessaires à la lutte pour la construction d'une Internationale Communiste ; les conférences de Zimmerwald et de Kienthal sont, en effet, des regroupements où voisinent partisans et adversaires d'une nouvelle Internationale ; mais au sein de

ces regroupements, Lénine constitue un noyau homogène, la gauche de Zimmerwald. Le regroupement n'est pas conçu comme un moyen abstrait et mécanique mais comme un moment lié à des circonstances historiques déterminées.

Lénine ne traduisait là ni les aspirations immédiates ni la tactique des cadres du parti bolchévique : le premier tract bolchévique distribué au cours de la révolution de février se terminait par *Vive l'Internationale Socialiste !* et lorsqu'à la conférence d'avril du parti Lénine posa le problème du changement de nom du parti, qu'il voulait appeler communiste pour traduire la rupture avec le social-patriotisme et la nécessité d'une nouvelle Internationale, il ne recueillit qu'une seule voix : la sienne. Ainsi, s'il avait su rallier la majorité des cadres bolchéviques à la politique qu'il définissait face au Gouvernement Provisoire et aux Soviets, Lénine fut-il alors incapable de faire adopter par son parti le point X des *Thèses d'Avril* (« Prendre l'initiative de la création d'une Internationale révolutionnaire, d'une Internationale contre les social-chauvins et contre le centre. ») C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles, après avoir agité l'ombre de la scission dans les *Thèses d'Avril* (« Camarades, vous faites confiance à ce gouvernement. S'il en est ainsi, nous ne marcherons pas ensemble »), il écrivait le 9 avril, dans la *Pravda* : « Fondons un parti communiste prolétarien ; les meilleurs éléments du bolchévisme en ont déjà créé les éléments », soulignant par là que le parti bolchévique, tel qu'il se définissait politiquement en avril 1917, n'était pas encore ce parti communiste prolétarien qu'il fallait créer.

La proclamation de la Troisième Internationale ne fut pourtant pas retardée à cause des résistances intérieures qui se manifestaient au sein du parti bolchévique, mais à cause du décalage énorme qu'il y eut entre le mouvement révolutionnaire en Russie et dans les autres pays d'Europe : si violente qu'y fut la lutte du prolétariat dans ces pays, elle se produisit sans la direction d'un parti communiste que la classe ouvrière dut, désespérément, tenter de créer au cours même de son combat : le P.C. allemand n'est constitué que dans les derniers jours de décembre 1918 et il est aussitôt démantelé par la répression de l'insurrection de janvier 1919 ; en 1920, le Parti Socialiste Espagnol et Italien adhèrent en bloc à la III^e Internationale, proclamée — mais en fait seulement proclamée seulement — en mars 1919 et ce n'est qu'en janvier 1921 que se fondent dans une grande confusion politique les P.C. italien et français, un mois après la fusion entre le P.C. allemand et le Parti social-démocrate indépendant. Aucun de ces partis n'a de tradition bolchévique et, en dehors du parti russe, seuls les P.C. allemand et bulgare sont les héritiers d'une lutte menée depuis de longues années au sein du mouvement ouvrier de leur pays.

Le nom même du premier organisme international bâti par les bolchéviques en décembre 1917, la Section de propagande révolutionnaire internationale, souligne le décalage entre la réalité objective de la lutte du prolétariat européen et sa réalité subjective (c'est-à-dire son niveau d'organisation). La première conférence internationale réunie par les bolchéviques, en janvier 1918, ne rassemblait guère que des représentants d'organisations ou de pays marginaux : la gauche socialiste suédoise, norvégienne, polonaise, roumaine, yougoslave, américaine, anglaise plus les S-R de gauche. Les premiers P.C. créés au cours de l'année 1918 n'avaient, eux aussi, qu'un poids minime dans la lutte des classes mondiale : P.C. finlandais, letton, hongrois, autrichien, polonais : la III^e Internationale qui s'ébauchait apparaissait ainsi comme la projection

internationale de sa seule « section » nationale décisive : le parti bolchévique. Mais c'était là un handicap historique, l'héritage négatif du passé et nullement une méthode et un choix

conscients : les bolchéviks firent de nécessité vertu. Il serait évidemment absurde de tirer de cette nécessité une quelconque « loi » sur la construction d'une Internationale ouvrière.

II. - LE REFLUX DE LA RÉVOLUTION EUROPÉENNE

Le Manifeste adopté par l'Internationale Communiste lors de son congrès de formation en mars 1919 se terminait par ces mots : « Ses ennemis mortels imposent à la classe ouvrière la guerre civile. Si elle ne veut pas se suicider et renoncer à son avenir qui est l'avenir de l'humanité tout entière, la classe ouvrière ne peut éviter de répondre aux coups de ses agresseurs par des coups (...). La critique socialiste a suffisamment flagellé l'ordre bourgeois. La tâche du parti communiste international est de renverser cet ordre de choses et d'édifier à sa place le régime socialiste. » L'Internationale proclamée naissait pourtant dans des conditions difficiles, alors que les contacts entre les bolchéviks et le mouvement ouvrier d'Europe Occidentale étaient extrêmement ténus, et surtout alors qu'elle venait de subir sa première défaite dans la citadelle de l'ordre bourgeois : l'écrasement de la révolution allemande en janvier 1919, et l'assassinat des chefs les plus capables du jeune P.C. allemand, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, suivi, au lendemain du premier congrès, de l'assassinat de Léo Jogischès (Tychko). Quelques semaines plus tard, la république des conseils de Bavière puis de Hongrie était noyée dans le sang ; les mouvements qui secouent la classe ouvrière française et italienne en 1919 et 1920, privés de direction, se résorbent comme des convulsions sans lendemain.

L'écrasement de la grève générale insurrectionnelle maladroïtement déclenchée par Bela Kun en Allemagne, en mars 1921, exprime le reflux de la vague révolutionnaire engendrée par la boucharie impérialiste en Europe, reflux dû à l'absence de partis bolchéviks capables d'arracher la direction de la classe aux directions traîtres issues ou rescapées de la guerre. En août 1922, la grève générale échoue en Italie et, en octobre, Mussolini y prend le pouvoir. La stabilisation momentanée du capitalisme assurée par ce reflux isole l'Union Soviétique en même temps qu'elle y a des répercussions profondes. Dans ce pays affaibli, ruiné, exsangue, où la destruction des forces productives par la guerre civile a atteint des proportions gigantesques, l'isolement renforce considérablement l'appareil de l'état et du parti : ces deux appareils, du parti et de l'état, se sont constitués et confondus pendant la guerre civile pour répondre aux nécessités militaires et se sont multipliés pour organiser le « communisme de guerre » imposé par la lutte contre la contre-révolution ; ils se sont enfin consolidés pour orienter le libéralisme économique de la NEP tout en s'imprégnant d'éléments bourgeois et petits-bourgeois à qui le recul stratégique nécessaire qu'est la NEP offre un vaste terrain d'action : en 1923, un tiers des adhérents du parti bolchévique sont propriétaires d'une boutique ou d'une ferme...

De l'appareil d'état soviétique, Lénine écrit en décembre 1922 : « Nous appelons nôtre un appareil qui nous reste, en fait, totalement étranger, un fatras bourgeois et tsariste qu'il nous était absolument impossible de transformer en cinq ans alors que nous étions privés de l'aide des autres pays et que nos "préoccupations" essentielles étaient la guerre et la lutte contre la faim. » Pour faire pendant à cet appareil, prêt de par sa nature et son rôle, à exprimer les intérêts de toutes les couches hostiles au prolétariat, Lénine a d'abord, dès 1919, imaginé un certain nombre d'organismes de contrôle dont le plus important est l'Inspection Ouvrière et Paysanne, dirigée par Staline, puis il a soutenu le renforcement de l'appareil du parti à travers son secrétariat chargé de le régenter et de l'épurer, secrétariat dont, depuis le 4 avril 1922, le dirigeant est Staline.

Lorsque, inquiet de la bureaucratiation croissante du parti et du chauvinisme grand-russe — première émanation du « socialisme dans un seul pays » — qu'il étale, Lénine décide d'engager le combat ; il saisit quels en sont les objectifs sans pouvoir d'abord deviner où frapper. Ainsi le premier

combat de la future opposition de gauche s'engage par les seuls efforts d'un homme à demi-paralysé et écarté de la vie politique qui, à chaque pas qu'il entreprend, se heurte à Staline : constitution de l'URSS, monopole du commerce extérieur, affaire géorgienne, recensement des fonctionnaires soviétiques, transformation de l'Inspection Ouvrière et Paysanne..., l'adversaire prend toujours le même visage, celui de Staline qui écrit alors à Kamenev : « La fermeté est nécessaire contre Lénine. »

Lénine est foudroyé par une dernière attaque et de l'alliance qu'il avait nouée par intermédiaires avec Trotsky ne reste que ce dernier, qui hésite à engager un combat dont l'enjeu historique ne peut alors apparaître à personne : à peine six ans après Octobre, deux ans après Cronstadt, engager la lutte contre l'appareil n'est-ce pas mettre en cause l'unité du parti qui vient de faire Octobre puis de gagner la guerre civile et qui tient l'URSS à bouts de bras ? La politique de chien crevé au fil de l'eau suivie par la direction empiriste (Staline-Zinoviev-Kamenev) qui suscite une grande vague de grèves ouvrières en URSS au cours de l'été 1923, et surtout la montée révolutionnaire en Allemagne à partir du printemps 1923, donnent forme et contenu à l'opposition de gauche qui engage le combat en Octobre 1923. Comme dans toute les luttes de tendances au sein du parti bolchévique, l'Opposition de gauche propose une politique de rechange à la direction : à savoir la planification, mais en plus elle met en cause le régime du parti et un certain nombre de méthodes dans la vie du parti. Les 46 écrivent : « Le régime établi dans le parti est parfaitement intolérable ; il détruit l'indépendance du parti en remplaçant ce dernier par un appareil bureaucratique sélectionné. » Le *Cours Nouveau* proclamé vise à redresser le parti sans proposer une direction de rechange. Trotsky résume l'enjeu de la lutte en écrivant : « Le parti doit se subordonner son propre appareil, sans cesser d'être une organisation centralisée. »

Ainsi s'explique l'attitude apparemment ambiguë de Trotsky, qui vote le 5 décembre la résolution unanime du Bureau Politique et, le 8 décembre, écrit sa lettre sur le *Cours Nouveau*. Ainsi s'explique aussi la contradiction entre les succès politiques de l'Opposition de gauche, qui n'est pas organisée en fraction, face à un appareil tout-puissant, et son écrasement organisationnel à la XIII^e Conférence en janvier 1924.

Dès sa naissance, l'Opposition de gauche est déchirée dans une contradiction qui reflète à un degré plus dramatique encore l'isolement du parti bolchévique russe dans l'Internationale Communiste en construction : son combat est, à chacun de ses stades, étroitement dépendant de la lutte des classes internationale, à chacun de ses moments, et ce combat s'engage au sein du *seul* parti russe, seul dépositaire de l'acquis historique de la révolution d'Octobre. Le problème n'est pas essentiellement que le parti bolchévique soit le seul parti communiste au pouvoir et donc que s'y engage une lutte « pour le pouvoir ». Il repose dans tout ce qui constitue l'originalité et la richesse historiques prodigieuses du parti russe : construit à l'issue d'une lutte longue et implacable contre l'opportunisme et le social-patriotisme, victorieux en Octobre, le parti bolchévique a créé et assimilé une expérience historique révolutionnaire sans précédent et sans équivalent. En revanche, le reflux de la révolution européenne et mondiale frappe plus que tous les autres le parti communiste qui est à la tête du seul état ouvrier existant.

Les limites dans lesquelles s'enferme le combat de l'Opposition de gauche sont dictées par la situation ; la lutte contre la direction et contre l'appareil ne pouvait prendre forme qu'au moment où cette direction et cet appareil apparaîtraient comme menant une politique contraire aux intérêts

fondamentaux du prolétariat, puis comme représentants des intérêts hostiles à ceux du prolétariat.

La lutte de l'Opposition de gauche s'est modelée sur cette évolution historique dont elle n'était pas la maîtresse. Malgré les succès qu'elle remporte — jusque dans la Guépéou — et qui prouvent que le parti n'a subi aucune transformation qualitative fondamentale depuis octobre 1917, elle était condamnée à l'enlèvement dès que l'écrasement définitif de la révolution allemande en octobre 1923 verrouillait l'URSS. Lénine déclarait, en 1918, lors des débats sur Brest-Litovsk : « Si nous croyons que le mouvement allemand pourrait se développer immédiatement en cas de rupture des pourparlers de paix, nous devons nous sacrifier, car la révolution allemande serait d'une force supérieure à la nôtre. » L'écrasement de la révolution allemande a des effets inverses et proportionnels... La bourgeoisie allemande vient de triompher du prolétariat le plus puissant et le plus mûr d'Europe dont la

défaite annonce le fascisme, qui va étrangler plus encore l'Union Soviétique.

Les conséquences n'en sont pas immédiatement sensibles en URSS — en dehors d'une démolition profonde qui multiplie les suicides chez de vieux révolutionnaires pris à la gorge —; ainsi s'explique que l'opposition de gauche, battue lors de la XIII^e conférence du parti en janvier 1924, s'assoupisse. La conscience la plus aiguë ne peut saisir sur le champ les bouleversements de l'histoire. La seule forme sous laquelle l'opposition continue alors sa lutte — la publication des *Ecrits de Trotsky* — suscite pourtant une réponse brutale de la direction : la parution en octobre 1924 des *Leçons d'Octobre* de Trotsky entraîne une « campagne littéraire » de l'appareil infiniment plus violente que lors de la lutte organisée de l'Opposition de gauche un an plus tôt. L'appareil prend lentement conscience de l'enjeu de la lutte.

III. - LA LUTTE CONTRE LE « SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS »

L'enjeu, Staline l'exprime en décembre 1924 par une formule dont le sens apparaîtra clairement au cours des mois qui suivent : l'édification du « socialisme dans un seul pays ». L'adoption de cette utopie réactionnaire par la direction centriste du parti bolchévique puis, dès avril 1925, par l'Exécutif de l'Internationale communiste, tend à modifier la nature de la lutte interne du parti. Les conséquences pratiques immédiates en sont la proclamation du « socialisme à pas de tortue » et les efforts pour séduire la paysannerie, qui constitue l'immense majorité du pays, à laquelle Boukharine, l'idéologue de Staline, lance alors le cri : ENRICHISSEZ-VOUS ! L'orientation vers le paysan, puis bientôt vers le koulak — puisque seul ce dernier produit un surplus sérieux — lèse les ouvriers. L'appareil du parti se fissure : la machine de Leningrad, la vieille capitale prolétarienne, se dresse contre la machine nationale, est écrasée en décembre 1925. La jonction de l'Opposition de gauche et de cette nouvelle opposition (Zinoviev-Kamenev) donne naissance, en avril 1926, à l'Opposition Unifiée.

L'Opposition Unifiée repose sur un compromis entre les deux tendances originelles : l'une des bases du compromis, par exemple, est qu'elle ne reprend pas à son compte la révolution permanente. Ce compromis n'a de sens que par rapport aux conditions dans lesquelles se définit l'Opposition Unifiée, qui se place sur le terrain de la réforme du parti et de sa politique. Au Comité Central de juin 1926, ses 13 représentants lisent une déclaration proposant une plateforme politique. S'il n'y a pas d'accord entre nous et la direction, disent les 13, pour une lutte commune, l'Opposition Unifiée luttera pour devenir majoritaire et devenir une direction. L'ambiguïté de cette attitude, c'est que pour redresser le parti (ce qui suppose gagner une partie au moins de la direction), l'Opposition doit fonctionner comme une tendance, alors qu'elle se bat contre la direction d'un parti dont la nature sociale et la fonction politique se transforment peu à peu et qui, à cause de cette modification qualitative en cours, empêche la discussion politique par des méthodes de gangsters : mobilisation d'équipes de braillards et de forts en muscle qui sabotent toute tentative d'expression de l'Opposition dans les réunions du parti en sifflant, en braillant, en tapant du pied et du poing et dont Staline, qui organise leurs déplacements, dit : « C'est la voix du parti. »

Aussi, le 16 octobre 1926, l'Opposition recule-t-elle pour éviter la scission. Ce recul cristallise d'ailleurs les tendances internes à la désagrégation. Le combat de l'Opposition Unifiée se déroule en effet dans des conditions très difficiles : l'absence de perspectives internationales depuis l'écrasement de la révolution allemande y engendre à elle seule le double danger du sectarisme (créer un deuxième parti) et de l'opportunisme (capituler devant la direction). La montée de la Révolution chinoise et la politique criminelle de la direction (Staline-Boukarine) ressoude une opposition que son isolement menaçait de démoralisation. Le lien apparaît clai-

rement entre la politique pro-koulak de Staline en URSS et sa politique de subordination du mouvement ouvrier chinois à la bourgeoisie nationale à travers le Kouomintang et Tchang-Kaï-Tchek. En mai 1927, Tchang-Kaï-Tchek écrase les communistes chinois à Shanghaï. L'opposition tente de mobiliser le parti contre sa direction faillie. En mai 1927, elle lance l'appel des 83, en septembre elle rédige une plateforme définissant une politique de rechange à celle du « groupe Staline ». Elle appelle le parti à se grouper autour d'elle pour faire triompher une politique qui repose sur l'industrialisation, la Planification et la Collectivisation. Toute son action vise toujours à redresser un parti qui n'a encore subi aucune transformation qualitative décisive (1). La plateforme de l'Opposition définit ainsi ses tâches : « Nous condamnons sans équivoque toute tentative de créer un second parti. (...) Notre tâche n'est pas de créer un second parti mais de redresser l'orientation du PC russe soviétique. La révolution prolétarienne ne peut assurer son triomphe en Union Soviétique qu'à travers un parti bolchévique uni. (...) En ce dixième anniversaire de la Révolution d'Octobre nous exprimons notre conviction profonde que la classe ouvrière n'a pas fait d'innombrables sacrifices et renversé le capitalisme pour apparaître incapable de diriger les fautes de ses dirigeants en portant la révolution en avant d'une main ferme et en défendant l'Union Soviétique qui est le centre de la révolution mondiale. » La minceur des perspectives internationales dans la plateforme traduit la réalité et les limites objectives de l'Opposition.

L'écrasement de la révolution chinoise garanti par la politique du groupe Staline-Boukharine condamnait l'Opposition qui, battue, éclate. Mais la politique dans laquelle s'engage le groupe de Staline, confronté à la résistance koulak, prouve la justesse de la ligne du noyau de l'opposition : la direction centriste du parti, contrainte et forcée, s'engage sur la voie de la collectivisation, de l'industrialisation, de la planification, tout en frappant à coups redoublés sur les opposants qui ne cèdent pas. Les capitulations se multiplient d'ailleurs, toutes dues au même phénomène : les opposants qui se rallient à Staline se placent dans le seul cadre de l'Union Soviétique et rayent d'un trait de plume la lutte des classes mondiale et le prolétariat international. La « démocratie » mise à part, Staline leur paraît reprendre en gros le programme de la gauche, d'autant qu'au même moment, sur l'arène internationale, la clique de Staline proclame venue la « Troisième période », celle de la « révolutionnarisation des masses », qui se traduit par le slogan « Social-démocratie et fascisme sont deux frères jumeaux. »

(1) Cela se marque par le fait que l'Opposition n'a aucune activité fractionnelle et n'édite, par exemple, pas le moindre bulletin.

IV. - L'OPPOSITION INTERNATIONALE S'ORGANISE

L'expulsion de Trotsky d'URSS au début de 1929 va changer les dimensions du combat de l'Opposition. Par la force des choses, et ce fut là l'une de ses faiblesses irrémédiables, l'Opposition se définissait par rapport au parti russe, elle n'avait d'existence politique que dans le parti russe. Ses liens internationaux étaient très ténus et souvent artificiels : tel ou tel dirigeant étranger se ralliait à l'Opposition parce qu'il considérait que Trotsky avait raison sur les questions russes (1). Cette tare initiale était un héritage historique : le seul parti communiste dans le monde avait été le parti bolchévik russe. Les autres partis qui se paraient de ce nom n'étaient que des partis social-démocrates de gauche, parés d'une phraséologie révolutionnaire, ou au mieux des partis de masse révolutionnaires dont les dirigeants n'avaient pas assimilé les leçons du bolchévisme et qui s'étaient donc tous, les uns et les autres, par nécessité subordonnés au parti russe dans l'Internationale, et s'étaient peu à peu habitués à agir sous sa direction. Direction nécessaire puisque dans l'exécutif de une réelle expérience révolutionnaire, les dirigeants véritablement communistes des autres partis y étaient ou très minoritaires ou des intellectuels sans prise réelle sur la machine du parti.

La première tâche que se fixe Trotsky à peine arrivé à Prinkipo c'est de construire l'Opposition à l'échelle internationale et dès juillet 1929 il édite le n° 1 du *Bulletin de l'Opposition*. Après les diverses défaites du mouvement ouvrier dans le monde, il ne se fait aucune illusion : « Nous allons vers des temps tellement difficiles que tout ami d'idée, et même tout ami d'idée possible doit nous être précieux. Ce serait commettre une erreur impardonnable que d'en rebuter un, et à plus forte raison tout un groupe, par une estimation imprudente, une critique partielle ou une exagération des divergences de vue », écrit-il le 31 mars 1929. Mais il faut que les idées soient claires.

La première des idées claires c'est que la dégénérescence thermidorienne de l'URSS n'est pas achevée et donc que l'Internationale Communiste est toujours l'instrument de la révolution prolétarienne, contrôlé par une direction dont l'orientation politique la mène à la faillite. En mars 1930 Trotsky écrit : « La conception de Staline mène à la liquidation de l'Internationale communiste » (qui devait être dissoute par Staline en 1943), mais les innombrables erreurs politiques du groupe Staline ne représentant encore qu'une ligne politique fautive qui tend à représenter de plus en plus les intérêts spécifiques d'une caste privilégiée, la bureaucratie, réfraction de l'impérialisme au sein de l'état ouvrier en voie de dégénérescence. Aussi longtemps que la tendance n'est que tendance, quelle que soit la férocité de la répression contre l'opposition de gauche en URSS, le rôle de l'Opposition est de tenter de redresser le parti et l'Internationale.

Dès cette époque, Trotsky doit mener un combat permanent contre l'impressionnisme vulgaire, c'est-à-dire la détermination d'une politique en fonction de critères subjectifs remplaçant l'analyse des forces en lutte et de leur contenu social : l'Opposition ne doit pas déterminer son attitude à l'égard des partis staliniens et de l'Internationale Communiste par rapport à la vigueur de la répression déclenchée en URSS et dans le monde entier contre ses militants mais par rapport au contenu de sa politique et à l'évolution sociale qu'il reflète. Des premiers jours de son exil jusqu'à la scission dans le Socialist Workers Party la lutte contre les ravages de l'impressionnisme vulgaire dû à la pression de la petite-bourgeoisie sur l'orga-

nisation révolutionnaire sera l'un des traits permanents de l'activité de Trotsky et c'est ce qui lui vaudra de la part des folliculaires bourgeois l'accusation de sectarisme.

L'opposition internationale se forme très lentement : l'opposition américaine se forme en 1928, à la même date les oppositions françaises s'entre-battent, l'opposition italienne s'organise en 1930.

Les conditions dans lesquelles se construit l'opposition internationale à partir de 1929 représentent une nouvelle étape du reflux de la vague révolutionnaire, qui a porté au pouvoir Primo de Rivera, Mussolini, Staline, Pilduski et qui fait proliférer le fascisme au cœur de l'Allemagne, en Europe : si l'opposition est née de l'activité de la seule opposition de gauche en Russie, aujourd'hui le seul représentant actif du bolchévisme, son seul héritier militant, le seul lien avec ses traditions et ses leçons c'est Trotsky, seul rescapé de la répression qui s'accroît. La contradiction entre les tâches historiques de l'avant-garde révolutionnaire et la minceur extrême de ce lien réduit à un individu est à la source de la faiblesse et des échecs de l'opposition de gauche sur le plan international comme sur le plan national.

Luttant pour le redressement des partis communistes et de l'Internationale — ce qui se traduit par la rupture avec tous les partisans de la création d'un second parti communiste — l'Opposition propose aux militants de ces partis une autre politique comme alternative à ce que Trotsky définit comme la « troisième période des erreurs du Komintern. » Cette politique c'est celle du Front Unique Ouvrier, sous la direction du P.C. Trotsky est à ce point désireux d'exploiter jusqu'au bout toute possibilité de redresser les partis communistes qu'en avril 1931 il propose une conférence de réunification des divers groupes communistes espagnols.

En avril 1930 une conférence préparatoire de l'Opposition de gauche internationale réunit la Ligue Communiste de France, la Ligue Communiste d'Amérique, l'Opposition Unifiée Allemande, le Groupe Oppositionnel Communiste de Belgique, l'Opposition espagnole, l'Opposition de gauche tchèque, l'Opposition communiste hongroise et un Groupe d'Opposition juive, et nomme un Secréariat international provisoire (Rosemer, Kurt Landau, Markine (L. Sedov).

Dans les mois qui suivent, toute l'activité internationale de l'Opposition repose sur la lutte pour imposer aux partis de l'Internationale Communiste enserrée dans le carcan des mots d'ordre de la troisième période (« La social-démocratie » est l'ennemi principal) l'orientation du Front Unique Ouvrier face à la menace fasciste qui monte en Allemagne. Inlassablement pendant deux ans, alors que l'Opposition allemande est extrêmement faible et déchirée par la présence de provocateurs staliniens, Trotsky lutte pour faire triompher une orientation que l'Internationale qualifie de « capitulation devant le social-fascisme ». Au début de 1933 Hitler arrive au pouvoir par les voies légales ; le fascisme triomphe sans résistance. La classe ouvrière et le parti communiste les plus puissants d'Europe sont balayés d'un coup comme fétus de paille.

LÉON TROTSKY

LE PROGRAMME DE TRANSITION

(L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale)

Édité par LA VÉRITÉ

Prix : 2 Francs

(1) Exclut du P.C. à la fin de 1924, Rosmer et Monatte, qui ont mené le combat sur les méthodes courtisanes qu'impose la « bolchévisation » de l'I.C. au parti français, écrivent dans une lettre ouverte aux militants du parti : « Nous pensons que c'est Trotsky qui, à l'heure actuelle, pense et agit vraiment dans l'esprit de Lénine et non ceux qui le poursuivent de leurs attaques tout en se drapant dans le manteau du léninisme. »

V. - VERS LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

Trotsky déclare alors : « Le stalinisme en Allemagne a eu son 4 août. (...) Le prolétariat allemand se relèvera, le stalinisme jamais. Sous les coups terribles de l'ennemi, les ouvriers avancés allemands auront à construire un nouveau parti. Les bolchéviks-léninistes donneront toutes leurs forces pour ce travail. » Il n'en dégage pas immédiatement la nécessité d'engager la lutte pour une nouvelle internationale puisqu'il écrit alors : « Dans quelle mesure l'expérience tragique de l'Allemagne servira-t-elle d'impulsion à la renaissance des autres sections de l'Internationale Communiste, l'avenir le dira. »

Cette hésitation devant un pas historique à franchir ne dure guère : réunis les 27 et 28 août quatre organisations, l'Opposition de gauche russe, le SAP (parti social-démocrate de gauche allemand) et deux partis hollandais, le RSP et l'OSP, appellent à la construction d'une nouvelle internationale, la Quatrième. 14 organisations et groupes avaient participé à la réunion qui avait décidé le principe de ce regroupement. L'Opposition de gauche concevait donc la lutte pour la Quatrième Internationale, sous la forme d'un regroupement, ce qui ne signifiait pas qu'elle concevait la Quatrième Internationale comme un large regroupement. Le 13 septembre 1933 un communiqué du Plenum de l'Opposition Internationale de gauche salue en la déclaration du 28 août « un premier pas en avant sur la voie de la reconstruction d'une nouvelle Internationale fondée sur les principes de Marx et de Lénine. » Elle salue « le seul fait de la conférence de 14 partis, organisations et groupes d'un caractère et de tendances extrêmement variés » puis définit le rapport entre ce premier regroupement et la lutte des bolchéviks en son sein : « Il est, bien entendu hors de question que la nouvelle Internationale soit construite par des organisations, reposant sur des fondements principaux profondément différents et même contradictoires. L'Opposition de gauche a pris part à la conférence sous son propre drapeau dans le but d'aider à la délimitation principale avec les réformistes et les centristes et au rapprochement des organisations réellement révolutionnaires de même nature. » Ainsi le travail des révolutionnaires dans ce regroupement avec des centristes de tous bords est conçu comme une lutte fractionnelle pour hâter l'évolution de centristes en rupture avec la social-démocratie et le stalinisme. Cette déclaration souligne deux points essentiels : la prise de conscience de la nécessité d'une nouvelle Internationale ne saurait signifier la création d'une nouvelle Internationale : ce serait confondre deux étapes historiques différentes et nier toute la tactique de reconstruction d'une Internationale ici définie ; la nouvelle Internationale ne saurait être un rassemblement hétérogène, mais elle passe par la lutte fractionnelle au sein d'un rassemblement hétérogène dans sa nature (mais reposant sur une communauté d'origine : la rupture avec la social-démocratie et le stalinisme).

Dans le même numéro du *Bulletin de l'Opposition* (36-37) qui publie cette déclaration, Trotsky commente : « Le problème n'est pas de proclamer immédiatement de nouveaux partis et une Internationale indépendante, mais de les préparer. La nouvelle perspective signifie avant tout que les discussions sur la « réforme » et l'exigence du rétablissement des oppositionnels dans les partis officiels sont utopiques et réactionnaires. (...) L'opposition de gauche cesse définitivement de se sentir et d'agir comme une opposition. » Trotsky définit ainsi une perspective dont les étapes et les formes d'organisation ne dépendent pas d'un décret de la volonté mais de l'évolution entre les masses et les organisations bureaucratiques.

Ne pas le comprendre c'est réduire la lutte pour la IV^e Internationale et ses diverses phases à une gesticulation vaine et grotesque, qui conduit les militants trotskistes à sortir des organisations traditionnelles de la classe pour y rentrer à nouveau. Cette incompréhension qui mène à tourner le dos aux tâches réelles de construction de la IV^e Internationale pour se satisfaire d'en porter le nom et de réclamer le copyright sur l'étiquette s'exprime par exemple dans cette phrase de Joseph Hansen le pabliste, préfaçant *In defence of marxism* : « Quant la Troisième Internationale capitula devant le fascisme

sans combat en Allemagne en 1933, Trotsky fonda la Quatrième Internationale pour continuer la lutte pour le socialisme ». Une incompréhension pire encore s'étale, bien entendu, dans Deutscher qui ne consacre qu'une demi-page à la conférence dans son *Trotsky* si fertile en détails familiaux et suggère que ce sont les réticences des co-signataires qui empêchèrent Trotsky de proclamer aussitôt SON Internationale : « Même les trois partis qui se joignirent à lui le firent avec des réserves ; ils ne constituèrent pas une Internationale, mais une simple organisation préliminaire. » Et Deutscher pour qui la IV^e n'est que la caricature de la III^e, Internationale-jouet entre les mains d'un prophète sénile, ajoute perfidement : « Ce début plut en apparence à Trotsky et il y vit un événement aussi significatif de Zimmerwald ne l'avait été en son temps ». Le lecteur qui connaît la « suite » (ce que donna Zimmerwald et ce qu'a donné à ce jour cette conférence) et qui sait bien que l'histoire se répète deux fois, la deuxième fois en farce, en tirera toutes conclusions utiles...

Nous ne pouvons ici relater dans leur détail les événements qui marquèrent les cinq années qui séparent la conférence préliminaire de la Conférence qui proclama, en pleine débâche, la Quatrième Internationale. Chaque moment de cette histoire suffirait à contredire les affirmations des petits-bourgeois sur le « sectarisme » de Trotsky, toujours aussi empressé à scissionner par on ne sait quel étrange purisme, qu'acharné à créer son Internationale-fantôme... Le seul exemple américain dément à l'envi ces ritournelles : renforcée par la direction qu'elle venait d'assumer de la grève des camionneurs de Minneapolis, l'organisation trotskyste américaine est poussée par Trotsky à fusionner avec l'American Workers Party d'A.J. Muste, qui, bien que centriste de nature, venait de montrer dans quel sens elle évoluait en dirigeant une grande grève. Trotsky pousse aussitôt le parti unifié à entrer dans le Parti Socialiste, qui, en liaison avec l'aggravation de la lutte des classes et le développement du C.I.O. se gonfle, organise des milliers d'ouvriers et évolue à gauche. En 1935, la fusion est faite, contre l'opposition d'une fraction ultra-gauche d'Oehler qui s'en va. Trotsky explique cette double fusion par la nécessité de passer d'un travail de propagande à un travail dans la classe. Or, le développement du Parti Socialiste se prêtait alors à ce passage ; lorsque sous la pression des défaites ouvrières, le processus se renverse et que la démoralisation qui gagne le Parti Socialiste menace les trotskystes, Trotsky les pousse à sortir en 1938 et à proclamer le Socialist Workers Party ! ni gesticulation, ni recette mécanique, mais la volonté de saisir les phénomènes et les rapports de forces dans leur évolution.

Que la IV^e Internationale ne soit pas une idée artificielle l'histoire en offre alors mille confirmations, même si la construction de la IV^e signifie alors nager contre le courant, et contre un courant de plus en plus fort (tout comme lutter pour la Troisième Internationale en 1914 ou en 1915). Tarov, fuyant l'URSS en 1935 écrit qu'à Verkhné Oural'sk se trouvait un communiste tchèque, ancien membre du Comité Exécutif de l'Internationale, « partisan acharné de la création d'une IV^e Internationale » ; bien que décimé par la répression et la capitulation — dont les deux dernières, celle de Racovski et de Sonovski en 1934, semblaient l'avoir liquidé, le trotskysme en URSS ne cesse de se développer sous les coups les plus effrayants. Le 11 janvier 1936 Trotsky écrit : « La IV^e Internationale a dès aujourd'hui en URSS sa section la plus forte ; la plus nombreuse et la mieux trempée ». Le père jésuite Isaac Deutscher affirme dans son *Staline* que c'était là pur bluff : « Cette affirmation de Trotsky était en partie pure vantardise car, au cours des sept années de son exil, il avait perdu tout contact personnel avec la Russie. » (p. 384) Mais dans son *Trotsky* (autre temps... autres vérités !) il reprend cette déclaration, confirmée par mille témoignages : « Dès 1934, il semblait bien que le trotskysme eût définitivement été rayé de la carte. Et cependant deux ou trois années plus tard, Staline le craignait plus que jamais. Paradoxalement, les grandes purges et les déportations massives,

qui avaient suivi l'assassinat de Kirov, donnèrent une vie nouvelle au trotskysme. Les trotskystes, avec autour d'eux des dizaines et même des centaines de milliers de gens récemment bannis, ne se sentirent plus désormais isolés. Ils furent rejoints par la masse des capitulateurs, qui songeaient lugubrement que les choses n'en seraient jamais venues à ce point s'ils avaient tenu bon aux côtés des trotskystes. Oppositionnels, appartenant à des groupes d'âge plus jeunes, Komsomolsty qui s'étaient pour la première fois opposés au stalinisme bien longtemps après la défaite du trotskysme, déviationnistes en tous genres, simples travailleurs déportés pour des peccadilles contre la discipline du travail, mécontents et rouspéteurs qui ne commençaient à penser en termes politiques que lorsqu'ils se trouvaient derrière les barbelés, tous ces gens formaient un nouveau public immense pour les vétérans trotskystes (T. IV, p. 552). De fait en 1937, « l'année noire », des centaines de jeunes communistes de Léningrad, fusillés, meurent en criant « Vive Trotsky ! ». En 1937, Staline décide d'engager la liquidation physique définitive des trotskystes menaçant politiquement : dans le seul camp de Vorkouta, plusieurs centaines de trotskystes (se reconnaissant comme tels) sont abattus à la mitrailleuse. Depuis bien longtemps aucun autre courant politique ne subsistait plus en URSS et particulièrement dans les camps : seul, le trotskysme présentait et représentait une *politique* ; et de nombreux boukhariniens s'étaient ralliés au trotskysme dans les camps. La liquidation massive entreprise par Staline n'est donc nullement le produit d'un quelconque sadisme, mais d'une nécessité vitale pour la bureaucratie et pour son pouvoir bonapartiste, qui souligne la vitalité du trotskysme et l'actualité de la perspective de la IV^e Internationale.

VI. - LA PROCLAMATION DE LA IV^e ET SON ÉCHEC MOMENTANÉ

La contradiction entre la *nécessité politique* de la IV^e Internationale et les conditions dans lesquelles s'effectua la *construction* de la IV^e était immense et ne cessait de s'accroître à chaque nouveau coup porté au noyau et au cœur du trotskysme en Union Soviétique (de la capitulation à la liquidation physique de TOUS SES DIRIGEANTS SANS EXCEPTION...), une contradiction infiniment plus grave que celle dans laquelle se trouvaient les bolchéviks lorsque éclata la première guerre mondiale : en 1914-1915-1916-1917, que ce fut en Sibérie, en Suisse ou aux USA, le noyau du parti était intact... En 1937, Trotsky est le SEUL rescapé, le SEUL représentant des centaines de cadres bolchéviks qui avaient constitué l'Opposition de gauche et incarnaient toute la prodigieuse expérience bolchévique. De plus, le rapport des forces à l'échelle internationale se modifiait sans cesse plus en faveur de la contre-révolution, et chaque défaite du prolétariat portait un coup à la construction de la IV^e. 1933 : le fascisme l'emporte en Allemagne ; 1934 : le fascisme l'emporte en Autriche ; 1937 : coup de force stalinien à Barcelone contre les révolutionnaires espagnols, qui prélude à la victoire de Franco en 1939 ; 1938 : prise du pouvoir par le dictateur Metaxas en Grèce ; l'échec de la grève générale du 30 novembre 1938 en France met la classe ouvrière à genoux...

Cette contradiction non résolue engendra des phénomènes de démoralisation, tous liés à la recherche de *trucs* pour éviter de se poser le problème de la construction du parti révolutionnaire en liaison avec la IV^e Internationale : le cas le plus typique est la construction du POUM en Espagne par l'unification du Bloc Ouvrier et Paysan (Boukharinien) et de la Gauche Communiste (Trotskyste) après le refus sectaire des trotskystes espagnols d'entrer dans le parti de masses qu'était le Parti Socialiste en voie de radicalisation, où une organisation de jeunesse de 200 000 membres cherchait confusément les voies de la révolution...

Trotsky définit lui-même très clairement la nature de cette contradiction lorsqu'il explique en avril 1939 à des trotskystes américains : « Nous ne progressons pas politiquement. Ce fait est l'expression du recul général du mouvement ouvrier

Ainsi nul volontarisme dans la décision de *lutter pour* une nouvelle Internationale : livrant le plus puissant prolétariat d'Europe, pieds et poings liés, au nazisme, le stalinisme apparaissait par là même comme un garant de l'ordre bourgeois, et ce sous ses formes les plus barbares. Que ce passage du stalinisme du côté de l'ordre bourgeois fût définitif, la politique du Front Populaire en France et en Espagne qui alignera sur les positions de la bourgeoisie le prolétariat engagé sur la voie de la révolution le confirmera avec une rapidité foudroyante.

Nul volontarisme non plus dans les cinq années de lutte pour construire la Quatrième Internationale et dans sa proclamation publique lors de sa conférence de fondation le 3 septembre 1938. Parmi les problèmes auxquels Trotsky eut à faire face au cours de ce combat, et le plus grave fut la démoralisation de militants révolutionnaires, laminés entre le stalinisme et le fascisme montants, démoralisation qui se traduisit entre autres par la floraison des courants ou organisations centristes (POUM, ILP, PSOP, RSP de Sneevliet, etc.) A chaque défaite du prolétariat qui renforce et sur lui et sur son avant-garde la pression physique et morale de la bourgeoisie, Trotsky conçoit de plus en plus le combat pour la IV^e Internationale comme étant *son combat* pour former une poignée de cadres, imprégnés des leçons du bolchevisme dont il est le dernier représentant, capables de traverser la période de réaction qui s'ouvre pour défendre demain, au moment où montera la vague révolutionnaire suscitée par l'inévitable deuxième guerre mondiale, le programme bolchévik, à travers une avant-garde bolchévique.

dans les quinze dernières années. Quand le mouvement révolutionnaire décline de façon générale, quand une défaite suit une autre défaite, quand le fascisme s'étend sur le monde entier. Quand le marxisme officiel s'incarne dans la plus formidable machine à duper les travailleurs, il va de soi que les révolutionnaires ne peuvent travailler que contre le courant historique général. Et cela quand bien même leurs idées sont aussi intelligentes et exactes qu'on peut le souhaiter (...). L'étranglement de la révolution chinoise était mille fois plus important pour les masses que toutes nos prédictions. Nos prédictions pouvaient convaincre une poignée d'intellectuels, qui s'intéressaient à ces problèmes, mais pas les masses (...). Depuis 1917, nous avons connu une longue suite de défaites. Nous sommes comme des gens qui tenteraient d'escalader une montagne et qui recevraient toujours et toujours des avalanches de pierres et de neige. (...) Il faut ajouter la dégénérescence de l'Internationale Communiste, d'un côté et, de l'autre, la terrible défaite de l'opposition de gauche en Russie, suivie de son extermination. Ces faits-là sont mille fois plus convaincants pour la classe ouvrière que notre pauvre petit journal, même quand il atteint le tirage fantastique de 5 000 exemplaires de notre *Socialist Appeal*. Nous sommes sur un frêle esquif au milieu d'un courant terrible. Sur cinq ou six bateaux, l'un coule, et l'on dit tout de suite que c'est la faute du pilote. Mais la véritable raison n'est pas là. La vérité c'est que le courant était trop fort.»

C'est dans ce cadre que se justifie et s'explique la proclamation de la Quatrième Internationale deux mois avant l'écrasement de la grève générale du 30 novembre 1938 en France, alors que le sort du prolétariat espagnol était déjà scellé... Apparemment la tentative de regroupement ébauchée en 1933 a échoué en 1938. Pourquoi alors, proclamer le 6 septembre 1938 la IV^e ? Est-ce comme le dit Deutscher — en qui les pablistes voient « un pont » vers le trotskysme ! — « un geste vide de signification » et une « folie » ? Face à la guerre qui vient, après vingt ans de défaites successives du prolétariat qui engendrent cette nouvelle guerre impérialiste, il est nécessaire de prendre toutes les mesures qui, par-delà

la liquidation physique que Trotsky sait prochaine, permettront de transmettre à travers une avant-garde, si limitée soit-elle, l'héritage politique du bolchevisme. La conférence, qui ne dure qu'une journée, doit adopter un programme (le programme de transition) et jeter les bases d'une organisation, fondée sur ce programme, et capable de résister à la tempête contre-révolutionnaire qui s'annonce. D'ailleurs, à partir de novembre 1938, Trotsky se consacre essentiellement à la clarification des idées. Bien que le titre ne soit pas de lui, il est tout à fait significatif que son dernier ouvrage s'intitule *In defence of marxism*, ce qui indique l'essence de son ultime combat.

Les défaitistes et les capitulards opposèrent alors à la fondation de la IV^e Internationale un argument d'apparence « marxiste » : une Internationale ne peut être proclamée que lorsqu'elle représente de larges masses, sinon elle apparaît comme un décret de la volonté. Argument qui consiste à subordonner la proclamation de l'Internationale à la création, *d'abord*, de fortes sections nationale qui, se constituant en préalable à l'Internationale, dans le cadre de limites nationales dépassées par l'unification du marché mondial, réalisée par le capitalisme, dégénèrent inévitablement en organisations centristes. L'exemple du POUM — doublement caricatural puisque, en outre, le POUM, parti essentiellement catalan, se modelait sur des structures régionales en Espagne même ! — en est un exemple que n'infirme l'évolution d'aucune des organisations qui ont choisi de se construire d'abord pour examiner ensuite le problème de leur « affiliation » Internationale. Pour l'essentiel, les ruptures et les scissions qui encombrèrent la voie de la lutte pour la IV^e et sa courte vie jusqu'à la guerre, eurent deux sources :

1° la quête de « trucs » pour remplacer la sélection de

cadres sur un programme en parti à quatre points, Groupes d'Action Révolutionnaires, Partis larges du type du POUM, Ultimatums à la classe (Bâtis ton soviét !), etc...

2° La substitution de critères moraux et subjectifs aux critères de l'analyse sociale et politique.

Dans sa lutte de 1933 à 1940, Trotsky a, en fait, œuvré pour les générations futures. Il a voulu léguer aux jeunes générations tout l'essentiel des leçons du bolchevisme sous la forme d'un programme et d'une organisation. Le décalage entre le subjectif et l'objectif, la contradiction entre les tâches énormes de la IV^e Internationale et la faiblesse numérique d'une organisation prise entre l'état du stalinisme et du fascisme, sainte-alliance de la contre-révolution ont pu engendrer des phénomènes parfois aberrants. L'essentiel n'est pas là. Les avatars vécus par la IV^e depuis la mort de Trotsky n'empêchent pas qu'elle ait survécu politiquement à travers son programme dont le cadre définit l'activité des révolutionnaires (« La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat. ») et par la lutte des sections du Comité International pour défendre ce programme. Lorsque les pablistes au nom de la « guerre qui vient », en 1952, engagent la liquidation de la IV^e dans les partis de masse staliniens, supposés prêts à effectuer un grand virage à gauche, la méthode des liquidateurs est rigoureusement inverse de celle de Trotsky, parce qu'elle traduit un contenu rigoureusement inverse. La lutte des sections du Comité International n'a pas suffi à maintenir une IV^e Internationale vivante en tant qu'organisation, mais en perpétuant son programme et sa politique, elle a maintenu les cadres de sa reconstruction, qui est aujourd'hui à l'ordre du jour.

Jean-Louis SIMON.

Numéro spécial de LA VÉRITÉ :
LA GRÈVE GÉNÉRALE DES MINEURS

(PRINTEMPS 1963)

Prix : 2 Francs

Passer les commandes
à la Librairie d'« Informations Ouvrières »
39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10°)

**LA LIBRAIRIE
D'INFORMATIONS OUVRIÈRES**

39, rue du Faubourg-du-Temple
(Métro Goncourt ou République)

EST OUVERTE TOUS LES JOURS

De 16 heures à 20 heures
Et le samedi de 15 heures à 20 heures

LA LUTTE DES CLASSES ET LA REPRESSION BUREAUCRATIQUE EN U.R.S.S.

I. - RÉFORME ÉCONOMIQUE ET HOOLIGANISME...

1. Les jeunes face à la déchéance.

La réforme économique actuelle qui vise à rendre rentable l'économie soviétique afin de lui permettre de s'insérer sans trop de dommages dans le marché mondial, menace la classe ouvrière et essentiellement la jeunesse. L'un des points primordiaux de la réforme est le droit plus ou moins clairement accordé au directeur d'une entreprise de supprimer les postes jugés inutiles et superflus, c'est-à-dire de comprimer le personnel : ainsi dans la mesure où la bureaucratie veut insérer dans le marché mondial capitaliste une économie qui étouffe dans le cadre trop étroit du « socialisme » dans un seul pays » et qui ne peut développer en même temps et harmonieusement toutes ses branches, dans cette mesure, la bureaucratie pour soutenir la concurrence doit elle aussi accélérer les cadences de travail, accroître la productivité, casser les prix de revient. Les capitalistes savent le faire mieux que quiconque : c'est pourquoi par exemple la bureaucratie confie à Renault la modernisation des chaînes de montage de l'usine de voitures Moskvitch...

Le licenciement pour raisons économiques et le chômage réapparaissent donc dans l'économie soviétique et les jeunes sont visés au premier chef parce qu'ils ont à la fois moins de qualification et moins de droits acquis. Ils représentent aussi une masse trop nombreuse dans une économie à rentabiliser puisque en ce moment la génération d'après la saignée de 1941-1945 envahit un marché du travail qui commence à se rétrécir. Or UN jeune soviétique sur DEUX ou presque est un jeune paysan, et les jeunes paysans veulent quitter

2. La « foule » avec les hooligans.

Face à l'arsenal de répression mis en place en juillet 1966 par la bureaucratie, la classe tend d'ailleurs à renouer ses liens de solidarité. Il arrive même que les sections syndicales — des sections de syndicats intégrés à l'appareil d'état — tentent de protéger les jeunes ouvriers en butte à la répression policière. Les *Izvestia* du 21 avril 1966 citaient le cas d'une usine où « le chef d'atelier, le secrétaire du comité d'atelier et le secrétaire des J.C. » s'étaient solidarisés avec un « hooligan ». Dans un article de la « Pravda » du 9 août 1966 et portant à peu près le même titre que le précédent : « Il n'y aura pas de grâce pour les hooligans », on pouvait lire l'aveu camouflé suivant :

« Il n'y a pas à le cacher, ces derniers temps dans certaines entreprises, une atmosphère d'indulgence s'est établie à l'égard des fauteurs de troubles. Comment expliquer autrement par exemple que l'administration de l'usine DYNAMO n'ait pas répondu depuis le début de l'année à 48 lettres émanant de la police sur la conduite indigne de certains travailleurs de l'entreprise. A l'usine les hooligans et les ivrognes sont traités de manière libérale... »

Dans un article publié dans le n° 6 de 1966 de la revue officielle *L'Etat Soviétique et le droit* un certain Golovchenko

leur campagne souvent encore très arriérée, dont près de la moitié n'est pas encore électrifiée...

Le système d'enseignement soviétique exclut déjà à peu près totalement la jeunesse ouvrière et paysanne de l'enseignement secondaire et supérieur. Les statistiques officielles sont difficiles à manier puisque n'importe quel permanent se voit baptiser d'ouvrier, mais on peut calculer que 85 % des étudiants appartiennent à l'intelligentsia et à la bureaucratie... et le pourcentage croît. La rentabilisation ne peut qu'accélérer ce processus et imposer à l'enseignement soviétique les exigences auxquelles répond la réforme Fouchet : former les cadres et le personnel presse-bouton de l'économie automatisée de demain, seule capable de faire face à la concurrence internationale.

Ainsi la déqualification et le chômage guettent la jeunesse de l'URSS comme la jeunesse des pays capitalistes, sous la pression des exigences du système capitaliste (ce qui prouve l'absurdité du « socialisme » dans un seul pays).

Menacée dans sa volonté d'accéder à la culture, promenée aux quatre coins de l'URSS pour répondre aux campagnes décrétées d'en-haut, guettée par le chômage, la jeunesse soviétique est ravagée par une inquiétude d'autant plus profonde qu'elle n'a pas et ne peut encore avoir d'expression politique. Cette inquiétude se traduit par des réactions individuelles brutales, qui vont de l'alcoolisme systématique jusqu'aux bagarres avec la police. C'est tout cela que la bureaucratie appelle hooliganisme — en y comprenant surtout les manifestations d'opposition politique.

affirmait : « Les services de police de Lvov, après avoir examiné sérieusement les cas de hooliganisme provenant d'alcoolisme, ont établi qu'une grande partie d'entre ces infractions étaient commises par des ouvriers d'une usine d'automobiles, d'une usine de machines agricoles, etc. » Il est clair que ce fait est lié à cet autre fait signalé par le ministre de l'ordre public Tikounov dans les *Izvestia* du 21 avril 1966 sous le titre *Il n'y aura pas d'indulgence pour les hooligans* : « Dans plusieurs endroits, il y a plus de défenseurs que d'accusateurs sociaux contre les hooligans. » Si divers — et souvent si primitifs — que soient les actes de protestation auxquels la police donne le qualificatif commun de « hooliganisme », ils traduisent un refus de l'ordre bureaucratique qui suscite une solidarité primaire de classe. Tikounov précise encore, dans le même sens : « Lorsqu'un hooligan est arrêté, les protestations de la foule empêchent souvent la police de faire son travail. » A qui fera-t-on croire que la foule proteste contre l'arrestation d'un voleur à la tire, d'un dangereux ivrogne, d'un voyou aviné ou d'un jeune truand ?

L'arsenal répressif mis en place en juillet 1966, par le canal d'un décret du Presidium du Soviet Suprême du 26 juillet sur le hooliganisme, a donc un caractère essentiel-

lement politique et s'articule avec la réforme économique. C'est l'autre face de ce que les économistes bourgeois appellent la libéralisation, le libermanisme, etc. L'exemple de l'Allemagne de l'Est, qui vient de modifier son Code pénal en ALLEGEANT les peines pour les délits de droit commun mais en AGGRAVANT les peines pour les délits politiques, n'en est qu'une confirmation supplémentaire. Le décret du 26 juillet précise : « Le hooliganisme, c'est-à-dire des actes qui violent grossièrement l'ordre public et témoignent d'un mépris évident à l'égard de la société, de même que le hooliganisme mineur commis par une personne ayant fait l'objet au cours de l'année d'une mesure de pression administrative pour hooliganisme mineur sont punis de la privation

3. La pression des forces pro-capitalistes en U.R.S.S.

Il faut mettre ces mesures en parallèle avec un certain nombre de mesures ou de déclarations qui soulignent la pression de la petite-bourgeoisie et des forces restaurationnistes pour en comprendre le sens : quinze jours après la liquidation de Krouchtchev la première mesure économique d'importance prise par Kossyguine et Brejnev consistait à abroger les « limitations injustifiées » à la possession du bétail à titre privé par les paysans. A vrai dire la décision prise le 6 novembre 1964 ne concernait que les républiques d'Ukraine et d'Estonie, mais elle fut vite étendue aux autres ; puis la nouvelle direction annonça la préparation d'un nouveau Statut des kolkhoses pour remplacer celui en vigueur qui date de février 1935 ; dans quel sens ? On peut en avoir sans doute une idée par les déclarations de l'agronome Jouline, complaisamment reproduites par la *Komsomolskaïa Pravda*, organe des Jeunesses Communistes, du 7 août 1965. Jouline y explique la nécessité de rendre au paysan « le sens de la propriété » et propose pour ce faire de confier des lots de terres « juridiquement » et pour une longue période à des groupes très restreints de paysans, jouissant d'une autonomie financière et juridique totale. Au cas où ce ne serait pas assez clair, Jouline qui déclare qu'aujourd'hui la terre soviétique est « orpheline » affirme : « la propriété du peuple doit avoir des représentants concrets » et définit sa proposition ci-dessus

de liberté pour une durée de six mois à un an ou d'une peine de travaux correctifs de même durée ou d'une amende de trente à cinquante roubles (...)

« Le hooliganisme commis avec préméditation, c'est-à-dire les actes qui se distinguent dans leur contenu par un cynisme extrême ou par une audace particulière qui font preuve d'une opposition à l'égard du représentant du pouvoir ou du représentant d'une organisation sociale qui remplit ses fonctions de maintien de l'ordre public ou à l'égard d'autres citoyens qui répriment les actes de hooliganisme, de même que les actes commis par un individu ayant déjà fait l'objet d'une condamnation pour hooliganisme, sont punis de privation de liberté pour une durée de un à cinq ans. » (Art. 9.)

résumée de façon à éclairer ce principe : « ne pourrait-on confier la terre à un groupe de gens, avec le droit d'en être maîtres, au nom et à la requête du peuple ? » ...Jouline reprend ainsi, sans le savoir, la proposition faite par Staline à l'époque de sa politique pro-koulak d'affermir la terre aux paysans pour des périodes pouvant aller jusqu'à quarante ans... Dans les deux cas c'est la classe ouvrière qui est visée, comme elle était visée, au bénéfice de la paysannerie lorsque Krouchtchev augmentait de 30 % le prix de la viande... Dans le cadre des nouvelles normes qui tendent à régir les rapports entre ouvriers et directeur à l'intérieur de l'usine ou de celles qui tendent à s'instaurer à la campagne, l'arsenal de répression contre le hooliganisme, c'est un arsenal de répression contre la classe ouvrière qui ne peut pas ne pas réagir.

Mais ces réactions ne peuvent aujourd'hui être que des réactions « hooliganes », des réactions sauvages et brutales, désespérées et féroces mais privées de cadre et d'orientation politique. Privée d'organisation et de conscience la classe ouvrière soviétique tire sa substance et sa force des conquêtes d'Octobre que la bureaucratie a expropriées et qu'elle est en train de démanteler, avec prudence et circonspection, car l'URSS n'est pas la Yougoslavie, mais d'une façon sans doute infiniment plus décisive...

II. - OPPOSITION ET ORGANISATION

1. Avant 1956.

Le massacre par Staline de tous les vieux bolchéviks avait, en autres, pour but de briser toute possibilité pour les jeunes générations soviétiques de retrouver le fil de l'histoire du bolchévisme : sans conscience politique le refus ou la révolte ne peuvent jamais donner naissance à un mouvement révolutionnaire : ils ne peuvent mener qu'aux explosions sans lendemain ou à la lassitude et à la capitulation. La conscience ne peut être le produit d'une génération spontanée : l'expérience des luttes passées du prolétariat et surtout de la lutte victorieuse puis vaincue du parti bolchévik en est un élément essentiel.

Après la guerre apparurent de petits groupes essentiellement étudiants : « L'opposition ouvrière », « l'œuvre véritable de Lénine » dont les membres furent tous arrêtés et condamnés à 25 ans de travaux forcés. Pendant de longues années on perd la trace de toute activité clandestine en dehors des groupes de partisans ukrainiens et lithuaniens, formés le plus souvent de jeunes paysans, et d'un nationalisme exacerbé.

En 1952 se créa à Moscou un groupe d'une trentaine de jeunes, composé surtout d'étudiants. Ce groupe publia des tracts antistaliniens. Au bout de six mois d'existence il comptait une trentaine de membres qui furent tous arrêtés

à la fin de 1952 et condamnés à des peines de travaux forcés allant de 10 à 25 ans. En 1956 huit d'entre eux furent libérés : on ne sait ce que sont devenus les autres.

En 1953 la nouvelle de la mort de Staline agita un certain nombre de camps de concentration : en mai une grève éclata dans le camp de Norilsk près de Krasnoïarsk, en juillet, le camp de Vorkouta se mit en grève. Dans les deux cas, le mouvement était dirigé par des groupes clandestins, parmi lesquels à Vorkouta un groupe d'étudiants « léninistes ». La même année la police découvrit une organisation clandestine ...d'un seul homme : étudiant de la faculté de médecine d'une ville de province non identifiée avait construit une ronéo, rédigeait des tracts qu'il envoyait à des adresses prises au hasard, ou qu'il collait sur les murs. Il fut arrêté.

Les groupes clandestins continuèrent sans doute à exister, à se développer même après la mort de Staline, mais on n'a aucun témoignage de leur existence jusqu'en 1956. Les brutalités de la répression contre toute tentative de ce genre ne pouvaient que pousser à la discrétion d'autant que la vie devenait un peu plus supportable.

La révolution polonaise avortée, la révolution hongroise écrasée donnèrent une puissante impulsion à l'opposition lar-

vée. Il sembla d'abord que la révolution hongroise n'eût d'écho que chez les soldats ou officiers russes qui se suicidèrent lorsqu'ils découvrirent qu'on ne leur donnait pas l'ordre de

tirer sur des fascistes allemands mais sur des ouvriers révoltés ; ceux mêmes qui firent leur travail durent avoir souvent l'amertume au cœur.

2. La révolte des étudiants.

Le 30 novembre 1956, la révolution hongroise était déjà étouffée. Ce fut pourtant ce jour-là qu'elle vint frapper brutalement une partie de la jeunesse soviétique : le professeur B.E. Siroietchkovitch venait d'achever son cours rituel de marxisme-léninisme à l'Université Lomonossov de Moscou. Un étudiant se leva alors et déclara : Lénine a justement déclaré que la grève générale est l'arme du prolétariat, qu'elle ne peut jamais être l'arme de la bourgeoisie. Comment se fait-il donc que dans un pays socialiste, c'est-à-dire la Hongrie, la grève générale a pu éclater, alors qu'il est impossible qu'elle soit dirigée contre un gouvernement ouvrier et paysan ?

Le professeur répondit en bafouillant sur les officiers hor-thystes, les agents de l'impérialisme occidental. Les étudiants dans la salle se mirent à hurler et à lui lancer au visage des citations de Lénine et lui démontrèrent qu'il n'avait pas abordé le fond du problème. Un parti communiste, dirent-ils, n'a pas le droit de combattre la grève par des armes et de dissoudre les conseils ouvriers. Le professeur s'enfuit.

Le soir les étudiants se répandirent dans l'Université, allèrent tirer de leurs lits les étudiants hongrois pour avoir des renseignements sur le programme de la révolution hongroise. Le lendemain, sur les panneaux d'affichage des komsomols apparurent des feuilles manuscrites exigeant un compte rendu véridique sur la révolution hongroise et un débat public sur son sens. Les feuilles furent vite arrachées, mais toute l'Université savait. Bientôt fut placardée une convocation de militants du Komsomol pour le soir même. Ordre du jour : la discussion des « incidents honteux » de la veille.

Le secrétaire des komsomols, Linkov, ouvrit le débat violemment en stigmatisant « les excès déshonorants pour l'Université ». L'assistance réagit vigoureusement et vota un ordre du jour exigeant la seule « discussion du problème hongrois à la lumière du marxisme-léninisme ». Un étudiant se leva alors et parla de « l'appareil bureaucratique hypertrophié » étranger aux masses qui existait en Hongrie. Puis il continua brusquement : « Il y a lieu de se demander... SI UNE EVOLUTION SEMBLABLE NE SE PRODUIRA PAS UN JOUR CHEZ NOUS ET SI NOS TRAVAILLEURS NE VONT PAS UN JOUR SE SOULEVER ? EN INVOQUANT L'ENSEIGNEMENT DE LENINE, CONTRE LEURS EXPLOITEURS EMBOURGEOISES ET BUREAUCRATISES. » Linkov voulut alors retirer la parole à l'orateur. L'assistance protesta. Suivi de ses collaborateurs il quitta alors dignement la salle. Le débat continua.

Il fut repris le soir de ce 1^{er} décembre à la Maison des Lettres par un cercle d'écrivains et d'étudiants. La discussion partie de la Hongrie s'étendit à l'URSS et la plupart des participants déclarèrent qu'il existait toujours en URSS des exploités et des exploités.

Le lendemain, le Comité des Komsomols de Moscou conseilla au recteur d'expulser un certain nombre d'étudiants indésirables. Le 3, le recteur fit annoncer à la fois l'expulsion de 150 étudiants pour « hooliganisme » et la suspension temporaire des cours de marxisme-léninisme. Aussitôt des groupes de discussions entre étudiants fleurissent partout. Certains d'entre eux aboutissent à mettre en avant le mot d'ordre : REVOLUTION SOCIALISTE CONTRE L'ETAT PSEUDO-SOCIALISTE. Les bases idéologiques et les méthodes de ce combat devaient être étudiées chez Lénine. La discussion s'étendit rapidement puisque à la mi-décembre les militants du Komsomol du district militaire de Moscou, inquiets des discussions dans les casernes furent réunis et votèrent une résolution condamnant les « mots d'ordre ultra-révolutionnaires ». Le mouvement s'étendit à Leningrad où les étudiants rebelles publièrent un journal ronéotypé « *Le Bourdon bleu* », violemment attaqué par les komsomols, mais que la

police n'interdit qu'après la fin de l'année scolaire 1956-1957, au cours de l'été 1957, lorsque les vacances eurent dispersés les étudiants aux quatre coins du pays : on put dès lors arrêter les dirigeants du journal sans craindre de déclencher une grève générale de solidarité à l'Université de Leningrad. Les discussions animèrent les universités de Kiev, Kharkhov, Sverdlovsk, Novosibirsk, Tachkent, Vilno. A Vilno circula un journal clandestin « *Voix Fraîches* », à Leningrad, outre le « *Bourdon bleu* » à l'Université Jdanov, circula quelques mois un petit journal ronéotypé « *L'hérétique* ». Le trait commun de toutes ces publications ? D'après la presse soviétique, qui s'abstient d'en citer la moindre ligne, ce qu'elle ferait s'il s'y étalait des points de vue probougeois, les rédacteurs sont « DES ULTRA-REVOLUTIONNAIRES-DEMAGOGUES ».

En même temps une certaine agitation régnait chez les écrivains dont un groupe dirigé par les écrivains Paoustovski et Kaverine, chercha à créer un syndicat autonome des écrivains opposé au syndicat officiel. Le groupe eut son organe officieux : l'almanach « *Moscou littéraire* », dont le numéro deux, donné à l'imprimeur au moment où éclatait la révolution hongroise contenait quelques linéaments d'une plateforme politique : essentiellement, la dénonciation de la politique bureaucratique, surtout à la campagne, la misère des kolkhoziens, choisis comme symbole des masses soviétiques. Plus tard, le romancier stalinien Kotchetov devait dénoncer cette tentative de jouer au cercle Pétöfi. Dans un roman « *Les Frères Erchov* », il stigmatisa les jeunes opposants en mettant dans la bouche d'un jeune étudiant de vingt-deux ans des idées, venues, dit l'auteur, de « *La Voix de l'Amérique* ». Popov dénonce « toute cette bureaucratie, tous ces nouveaux dignitaires, toute cette saloperie » et dit : « Nous ne pourrions jamais extirper les conséquences du culte de la personnalité si nous ne NOUS ATTAQUONS PAS AU VIEIL APPAREIL. — Quel appareil ? lui demande un interlocuteur. — L'APPAREIL BUREAUCRATIQUE ». Deux staliniens contre-attaquent et accablent le jeune Popov :

— Il veut nous détourner du chemin révolutionnaire. Il est pourri, complètement pourri. »

Quelqu'un s'étonne :

— Pourri à 22 ans ?

— Il y en a qui naissent pourris, dit André.

— Surtout quand il fait mauvais temps, qu'il pleut et qu'il y a de la boue, plaisanta quelqu'un. Bref, pendant la période du dégel. »

Un groupe d'étudiants moscovites avait créé une organisation « néo-léninistes ». Des groupes qui avaient alors fleuri, pour se dissoudre en 1957 sous la répression policière, D. Burg, émigré soviétique de droite, écrit qu'ils avaient « d'ordinaire un programme néo-léniniste et s'occupaient de propagande antistalinienne ».

L'agitation débordait sans le moindre doute le milieu étudiant. Le 3 janvier 1957, le journal des Komsomols qui s'adresse aux dix-neuf millions d'adhérents des jeunes communistes écrivait : « Des agents envoyés en URSS publient des tracts, où ils présentent les sales idées qui y sont contenues comme la voix des citoyens soviétiques (...) Nous ne pouvons pas permettre à qui que ce soit de dénigrer notre système sous prétexte, disons, d'une lutte contre les éléments de la bureaucratie, de parler de la *dégénérescence du socialisme* ». Ces mystérieux agents ne servent, bien entendu, qu'à masquer la réalité politique d'une opposition intérieure larvée et diffuse mais très vaste. Les tracts diffusés en URSS (par ballons) par les diverses organisations fascistes ou manœuvrées par le CIA (comme le NTS) ne parlent, en effet, jamais de la « *dégénérescence du socialisme* ». Cela c'est le souci des ouvriers et des

intellectuels soviétiques plus ou moins confusément révolutionnaires.

Au printemps 1957 se constitue à Moscou, en liaison avec le journal polonais *Po Prostu* un groupe de neuf jeunes révolutionnaires qui prend étrangement le nom d'*Union des Patriotes*. Parmi ces neuf, le fils d'un trotskyste ukrainien fusillé en 1939 ; ce jeune homme se dit trotskyste sans savoir clairement ce que cela signifie mais pour donner un sens à

3. La retombée.

Le mouvement retombe, la répression s'amplifie. En 1958, l'affaire Pasternak qui mènera des bureaucrates à traiter de « porc » le grand poète parce qu'il reçut le prix Nobel, sept ans avant le docile Cholkhov, permit de terroriser les milieux de l'intelligentsia.

En 1958 pourtant, on a encore des témoignages de luttes clandestines :

Au printemps 1958, les étudiants de l'internat Strominka de l'Université de Moscou décidèrent de boycotter leur restaurant universitaire qu'ils jugeaient particulièrement infect. Le komsomol fut court-circuité, des piquets de grève furent organisés. Le pouvoir donna aussitôt satisfaction aux revendications, puis chercha les « meneurs » qui avaient manifestement dirigé le mouvement. Jamais il ne put les découvrir.

La même année la *« Pravda de Léninegrad »* annonça l'arrestation de militants clandestins, l'un un certain « Ins-ki », ingénieur, qui avait des contacts avec des « agents » russes d'on ne sait quelle organisation capable de lui fournir par deux fois des « valises pleines d'une littérature contenant de sales calomnies contre l'URSS ». Le journal poursuit : « Ces torchons étaient imprimés à l'étranger et contenaient nombre d'inventions haineuses contre l'Union Soviétique ». Imprimés à l'étranger ? Il est étrange que la *« Pravda de Léninegrad »* n'en cite ni le titre ni la moindre ligne qui discréditerait le Ins-ki s'il s'agissait de journaux fascistes. Il est possible que la mention « imprimé à l'étranger » ait pour fonction de détourner les lecteurs soviétiques de l'idée qu'on peut quelque part en URSS ronéotyper ou imprimer des documents hostiles au pouvoir.

Quelques jours plus tard, le même journal annonçait l'arrestation d'un ouvrier imprimeur qui « tard le soir, en jetant furtivement des regards de tous côtés et en choisissant des rues désertes et des portes cochères non éclairées mettait dans les boîtes aux lettres par paquets entiers des ignobles missives pleines d'inventions haineuses », c'est-à-dire des tracts. Quelques mois plus tard, un groupe d'étudiants était arrêté, jugé et, chose étonnante pour le juge, un certain nombre de leurs condisciples se solidarisaient publiquement avec eux en envoyant au tribunal une protestation. Il s'agissait donc de politique. Inutile d'insister sur ces exemples d'opposition

4. La classe ouvrière en lutte.

Tous ces mouvements estudiantins, spontanés ou organisés autour d'un petit journal ronéotypé, ont comme faiblesse principale d'être totalement coupés de la jeunesse ouvrière et paysanne. Comment réagit cette dernière qui subit dans la chair les conséquences du parasitisme bureaucratique ? Elle réagit d'abord par un scepticisme profond qui ravage même ceux qui partent, pleins d'espoir et de vigueur, pour les terres vierges de Sibérie. Engouement pour le sport, le cinéma, la danse, ou la vodka, ainsi se traduit le refus de croire à la farce que l'on décore du nom de jeunesse communistes. Parfois les réactions sont plus brutales : les zones de certaines villes ne l'envient en rien, pour la criminalité juvénile, aux bas-fonds les plus noirs de Détroit, de Chicago ou de New-

York. Dépolitisés, les jeunes trouvent parfois le chemin de la lutte directe.

Ainsi en octobre 1959 une grève insurrectionnelle aurait éclaté au Kazakhstan. Trois mille jeunes « volontaires » étaient installés dans un camp de tentes près du centre sidérurgique de Tamir-Taou, ville de 45 000 habitants en plein développement. Mécontents des conditions de vie et de nourriture, une

brutale mais éparpillée au régime bureaucratique. Ils ne cessent de se manifester et leur faiblesse n'empêche pas la répression. Il est significatif que la presse ne donne jamais la moindre citation des « tracts » saisis (elle n'utilise même pas le mot « tract » trop évocateur d'une activité politique).

Ces manifestations ne pouvant mener à rien, les jeunes étudiants se sont orientés soit vers l'organisation de groupes clandestins clos, souvent truffés de provocateurs, dont certains sont plus littéraires que politiques (comme le groupe SMOG qui a organisé en avril 1965 une petite manifestation pour Brodski et en novembre 1965, une nouvelle manifestation de près de deux cents étudiants réclamant l'élargissement de Siniavski et de Daniel), ou de cercles purement littéraires éditant des revues comme « *Phenix* » ou « *Syntaxis* », dont les rédacteurs en chef Guinsbourg et Galanskov viennent d'être condamnés à de lourdes peines de prison), soit enfin vers des manifestations plus souples de mécontentement sans organisation déterminée risquant d'attirer la répression. C'est ainsi que pendant quelque temps à Moscou autour de la statue de Maïakovski, sur la place du même nom, des centaines de jeunes étudiants se rassemblaient pour écouter certains d'entre eux lire des poèmes dont le contenu d'abord fort orthodoxe se transformait vite en critique du régime dès que les miliciens avaient le dos tourné. En janvier 1962, la « *Komsomolskaïa Pravda* » attaque un certain nombre d'étudiants dont elle déclare que ces « soi-disant progressistes sont utilisés par des renégats de tout acabit ». Progressistes, même soi-disant, cela indique vaguement mais sans doute possible, dans quel sens s'exerce leur critique. Le journal nommait deux d'entre eux : Galanskov, qui « lui, ne haranguait personne au pied du monument, préférant rester dans l'ombre... farcisait les cerveaux rachitiques de ses amis et les incitait aux manifestations scandaleuses. » ; l'autre, B. Boukovski, alors âgé de dix-neuf ans, exclu de l'Université, depuis arrêté en novembre 1965 avec deux autres jeunes étudiants pour avoir manifesté en faveur de Siniavski et Daniel et condamné en septembre 1967 à de lourdes années de prison, « était considéré dans la bande comme un géant de l'esprit théorique. » Que lui reproche le torchon du komsomol ? « Boukovski avait écrit un traité dans lequel il démontre que le Komsomol n'existe plus... », preuve sans doute qu'il aurait souhaité l'existence de véritables *jeunesses communistes...*

York. Dépolitisés, les jeunes trouvent parfois le chemin de la lutte directe.

Ainsi en octobre 1959 une grève insurrectionnelle aurait éclaté au Kazakhstan. Trois mille jeunes « volontaires » étaient installés dans un camp de tentes près du centre sidérurgique de Tamir-Taou, ville de 45 000 habitants en plein développement. Mécontents des conditions de vie et de nourriture, une

(1) Le camarade polonais qui nous a écrit sur ce groupe a passé volontairement sous silence le nom des neuf jeunes révolutionnaires.

cinquante de jeunes travailleurs commencent à manifester le 3 octobre, errent dans la ville, s'attaquent aux magasins. Lorsque la milice essaya de mettre fin au pillage des magasins, de cinquante les manifestants étaient devenus quinze cents : ils dressèrent des barricades, firent prisonnier le chef de la milice et le pendirent, envahirent les locaux de la direction du chantier, prirent le directeur au collet et le jetèrent par la fenêtre du haut de son quatrième étage. Le 4, des troupes arrivèrent, envoyées de Karaganda ; elles furent désarmées par les émeutiers, sans doute après fraternisation entre les soldats et eux. Finalement, de nouveaux renforts de troupes enlevèrent le 5 au soir les bâtiments où les manifestants s'étaient réfugiés après une dure bataille. Les meneurs furent jugés : deux furent condamnés à mort, cinq furent condamnés aux travaux forcés (de cinq à dix ans).

Au congrès du PC du Kazakhstan, tenu en mars 1960, où le problème fut évoqué, le nouveau secrétaire du PC du Kazakhstan, Kounaïev, remplaçant de Belaïev, limogé le 20 janvier, rendit responsable de cette grève insurrectionnelle « l'attitude méprisante du directeur des chantiers à l'égard des conditions de vie des travailleurs ».

On n'a pas de témoignage d'autres mouvements de cette envergure en URSS bien qu'il s'en produise sans doute souvent : on sait qu'il y eut des grèves du bâtiment à Moscou en 1960, une grève à Odessa à la fin de 1961, une quasi-émeute à Novotcherkassk, ville d'Ukraine, après les augmentations de prix massives décidées par Krouchtchev. On n'a sur l'événement que des renseignements vagues : un soir, les jeunes gens qui dansaient dans le parc de la culture et du repos s'agitèrent, discutèrent, s'enflammèrent, le lendemain une colonne de manifestants se forma dans la ville pour protester contre le prix de la viande et du pain. La milice tira pour ramener le calme. Brejnev prit l'avion aussitôt pour aller contrôler la situation sans aucun doute sérieuse.

Ces mouvements de protestation brutale, d'autres encore comme les attaques de commissariats de police dont la presse fait parfois mention, montrent la tension extraordinaire qui existe en URSS entre la bureaucratie d'un côté et les jeunes ouvriers, étudiants et paysans de l'autre : ce sont en effet toujours des jeunes qui sont à la pointe du mouvement, qui sont arrêtés, jugés, déportés. Ces mouvements spontanés ne sont encore que des explosions isolées, mais qui annoncent déjà la révolution de demain.

Ces cas ne sont pas, bien sûr, isolés. Ils témoignent de l'acuité de la crise qui commence à secouer la classe ouvrière et la jeunesse soviétique à l'heure où l'économie planifiée en s'intégrant dans le marché mondial capitaliste tend à obéir plus que jamais à ses exigences.

La bureaucratie tente de rassurer en même temps qu'elle frappe. Ainsi dans la « Pravda » du 23 octobre 1966, le procureur du tribunal de Moscou, Malkov, s'élevait contre les licenciements abusifs... preuve qu'ils devenaient déjà une pratique courante. Le report récent du congrès des syndicats à cause des dissensions graves qui divisent le Conseil Central des Syndicats indique que le désarroi s'instaure dans les couches de la bureaucratie les plus directement liées à la classe ouvrière.

A la veille du cinquantenaire la bureaucratie doit frapper sauvagement. Mais en ouvrant ses frontières aux machines-outils, la bureaucratie ne peut les fermer à l'expérience historique de la classe qui les fabrique. La lutte pour l'organisation de la jeunesse révolutionnaire en Europe est donc un élément essentiel du combat de la jeunesse soviétique ; seule elle peut permettre à ce combat de se préparer à travers un début d'organisation et de ne pas s'exprimer en une explosion aveugle « dans un seul pays » que la bureaucratie pourrait casser pour le plus grand bénéfice des forces favorables à la restauration du capitalisme en URSS.

La brutalité dont la bureaucratie fait preuve lorsqu'elle arrête et déporte aussitôt quarante-et-un étudiants léningradois coupables d'avoir édité un deuxième numéro de la revue d'opposition « Kolokol » (juillet 1967), lorsqu'elle condamne à de lourdes peines de prison les jeunes écrivains Delaunay, Boukovski et Kouchev (septembre 1967) puis les jeunes écrivains Guinszourg, Galanskov et Dobrovolski (décembre 1967).

cette brutalité est à la mesure de la peur que la bureaucratie a du prolétariat et — si confuses que soient les idées de ceux qui sont condamnés — de toute jonction possible entre ce prolétariat et une fraction de l'intelligentsia. Les raisons immédiates de cette peur, le juriste soviétique Karinski les indique lorsque, étudiant *La réforme économique et les questions de rémunération du travail*, il écrit à propos des liquidations massives de primes que la réforme entraîne : « Il faut d'abord établir des règles précises reconnaissant aux organismes syndicaux et judiciaires ainsi qu'aux organismes de conciliation la possibilité d'effectuer un contrôle sur le fondement de la suppression ou de la réduction des primes. DANS LA VIE COURANTE, DES CONFLITS SURGISSENT ASSEZ SOUVENT A CE PROPOS. L'ABSENCE POUR LES TRAVAILLEURS DE TOUTE POSSIBILITE DE RESOUDRE CES CONFLITS SUSCITE UN MECONTENTEMENT NATUREL DANS LA MESURE OU DANS TOUTE UNE SERIE DE CAS LEURS INTERETS ONT PU ETRE INJUSTEMENT LESES. » (*L'Etat soviétique et le droit*, 1967, n° 7.) Ainsi, au début de l'automne de cette année, une grève pour résister aux suppressions de primes entraîna près de 100.000 ouvriers à Karkhov. Devant la grève, la bureaucratie capitula aussitôt et céda aux revendications des grévistes.

Cette analyse définit les tâches des révolutionnaires : trouver la liaison avec les ouvriers et les intellectuels soviétiques les plus avancés, les aider à retrouver l'héritage théorique et politique du bolchévisme, maintenu par la IV^e Internationale, les aider à s'organiser pour la défense des conquêtes d'Octobre et la défense de leurs propres possibilités de survivre, ce qui signifie la lutte pour exproprier la bureaucratie. Etant donné l'importance énorme du prolétariat soviétique aujourd'hui dans la lutte des classes, étant donné la gravité de la menace que l'impérialisme et la bureaucratie font peser sur les conquêtes d'Octobre, étant donné le processus de désintégration engagé dans les pays qui ont échappé au contrôle de l'impérialisme sous la pression des besoins de ce dernier, la reconstruction d'une section soviétique de la IV^e Internationale est aujourd'hui à l'ordre du jour. Tout pas en avant vers la réalisation de cet objectif, c'est un pas en avant formidable vers la reconstruction de la IV^e Internationale et la révolution socialiste.

Joseph DHERY.

Pour le regroupement de l'avant-garde,
Pour œuvrer à la construction de l'organisation
révolutionnaire, une arme :

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Paraît tous les mois sur 16 pages
(accompagné d'un supplément hebdomadaire
ronéotypé)

ABONNEMENTS :

(Bulletin mensuel imprimé incluant le supplément
ronéotypé hebdomadaire) :

12 numéros : 9 Francs

AUX ORIGINES DU TROTSKYSME

Léon TROTSKY

A PROPOS DU BONAPARTISME

(QUESTIONS DE TERMINOLOGIE MARXISTE)

Certains critiques nous font grief de faire du terme de BONAPARTISME un emploi trop large et trop divers. Ces critiques ne remarquent pas qu'il en est de même avec l'emploi d'autres termes du vocabulaire politique, tels que « démocratie », « dictature », sans même parler d'« Etat », de « société », de « gouvernement », etc... On parle de la démocratie antique (qui reposait sur l'esclavage), de la démocratie des corporations médiévales, de la démocratie bourgeoise, de la démocratie prolétarienne (au sens d'Etat), et aussi de la démocratie à l'intérieur des partis, des syndicats, des coopératives, etc. Le marxisme ne peut renoncer à de telles notions stables, conservatrices, et ne peut se refuser à les appliquer à des phénomènes nouveaux : sans cela la transmission de la pensée humaine serait en général impossible. Mais le marxisme est tenu, sous peine d'erreur, de définir chaque fois le contenu social de la notion et le sens de son évolution. Rappelons que Marx et Engels ont qualifié de bonapartisme non seulement le régime de Napoléon III, mais aussi celui de Bismark. Le 12 avril 1890, Engels écrivait à Sorge : « Tout gouvernement actuel devient, *nolens volens*, bonapartiste ». Ce fut plus ou moins vrai alors pour une longue période de crise agraire et de dépression industrielle. Le nouvel essor du capitalisme à partir de 1895 environ affaiblit les tendances bonapartistes, le déclin du capitalisme après la guerre les renforça vigoureusement.

Dans son HISTOIRE DE LA GRANDE REVOLUTION RUSSE, Tchernov rapporte des déclarations de Lénine et de Trotsky présentant le régime de Kérensky comme un embryon de bonapartisme, et, rejetant cette qualification, il note sur un ton sentencieux : « Le bonapartisme prend son envolée avec les ailes de la gloire ». Cette « envolée » théorique est tout à fait dans le style de Tchernov, mais Marx, Engels, Lénine ont défini le bonapartisme non par des ailes, mais par un rapport spécifique des classes.

Par bonapartisme, nous entendons un régime où la classe économiquement dominante, apte aux méthodes démocratiques de gouvernement, se trouve contrainte, afin de sauvegarder ce qu'elle possède, de tolérer au-dessus d'elle le commandement incontrôlé d'un appareil militaire et policier, d'un « sauveur » couronné. Une semblable situation se crée dans les périodes où les contradictions de classes sont devenues particulièrement aiguës : le bonapartisme a pour but d'en empêcher l'explosion. La société bourgeoise a

traversé plus d'une fois de telles périodes, mais ce ne fut pour ainsi dire que des répétitions. Le déclin actuel du capitalisme a non seulement définitivement sapé la démocratie, mais a aussi révélé toute l'insuffisance du bonapartisme de l'ancien type : il a cédé la place au fascisme. Cependant, comme un pont entre la démocratie et le fascisme (en Russie, en 1917, comme un « pont » entre la démocratie et le bolchevisme) apparaît un « régime personnel », qui s'élève au-dessus de la démocratie, louvoie entre les deux camps et sauvegarde en même temps les intérêts de la classe dominante : il suffit de donner cette définition pour que le terme de *bonapartisme* soit pleinement fondé.

Nous constatons en tout cas que :

1° Aucun de nos critiques ne s'est donné la peine de faire apparaître le caractère spécifique des gouvernements pré-fascistes, Giolitti et Facta en Italie, Bruning, Papen et Schleicher en Allemagne, Dollfus en Autriche, Doumergue et Flandin en France ;

2° Personne n'a proposé jusqu'à maintenant d'autre terme. Quant à nous, nous n'en voyons nullement le besoin : le terme de Marx, d'Engels, de Lénine nous satisfait pleinement.

Pourquoi insistons-nous sur cette question ? Parce qu'elle a une importance colossale, aussi bien théorique que politique. On peut dire que dès le moment où le conflit des classes séparées en deux camps hostiles élève l'axe du pouvoir au-dessus du Parlement, s'ouvre officiellement dans le pays une période pré-révolutionnaire (ou pré-fasciste). Ainsi le bonapartisme caractérise la dernière période au cours de laquelle l'avant-garde prolétarienne peut prendre son élan pour s'élancer à la conquête du pouvoir. Ne comprenant pas la nature du régime bonapartiste, les staliniens sont conduits à donner le diagnostic suivant : « Il n'y a pas de situation révolutionnaire ». Et ils passent à côté d'une situation pré-révolutionnaire.

La chose se complique quand nous employons le terme de bonapartisme pour le régime de Staline, et que nous parlons de « bonapartisme soviétique ». « Non, s'écrient nos critiques, vous avez trop de « bonapartisme », le mot devient extensible de façon inadmissible », etc... Habituellement on fait des objections de ce genre, abstraites, formelles, grammaticales lorsqu'on n'a rien à dire sur le fond.

Sans aucun doute, ni Marx, ni Engels, ni Lénine n'ont employé le terme de bonapartisme pour un

Etat ouvrier ; rien d'étonnant à cela, ils n'en ont pas eu l'occasion (que Lénine n'ait nullement hésité à employer, avec les réserves nécessaires, pour l'Etat ouvrier des termes usités pour le régime bourgeois, c'est ce dont témoigne, par exemple, son expression de « capitalisme d'Etat soviétique ». Mais que faire dans les cas où les bons vieux livres ne donnent pas les indications nécessaires ? Il faut tâcher de s'en tirer avec sa propre tête.

Que signifie le « régime personnel » de Staline et où prend-il son origine ? Il est, en dernière analyse, le produit d'une vive lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie. A l'aide de l'appareil bureaucratique et policier, le pouvoir du « sauveur » du peuple et de l'arbitre de la bureaucratie, en tant que caste dirigeante, s'est élevé au-dessus de la démocratie soviétique, la réduisant à sa propre ombre. La fonction objective du « sauveur » est de sauvegarder les nouvelles formes de propriété, en usurpant la fonction politique de la classe dominante. *Est-ce que cette caractéristique précise du régime stalinien n'est pas, en même temps la définition sociologique scientifique du bonapartisme ?*

La valeur incomparable du terme est de permettre de découvrir d'un coup les rapprochements historiques extrêmement instructif et de définir leurs racines sociales. Il apparaît ceci : l'offensive des forces plébéiennes ou prolétariennes contre la bourgeoisie dirigeante et de même l'offensive des forces bourgeoises et petites-bourgeoises contre le prolétariat dirigeant peuvent aboutir à des régimes politiques tout à fait analogues (symétriques). Tel est le fait incontestable que le terme de bonapartisme permet, on ne peut mieux, de faire apparaître.

Lorsque Engels écrivait que « Tout gouvernement actuel devient, *volens nolens*, bonapartiste », il n'avait en vue, assurément, que la tendance du développement. Dans ce domaine comme ailleurs, la quantité se change en qualité. Toute démocratie bourgeoise porte des traits du bonapartisme. On peut aussi, à juste titre,

découvrir des éléments de bonapartisme dans le régime soviétique avant Staline. Mais l'art de la pensée scientifique est de déterminer le moment précis où la quantité se change en qualité nouvelle. A l'époque de Lénine, le bonapartisme soviétique était une *possibilité* ; à l'époque de Staline, il est devenu une *réalité*.

Le terme de *bonapartisme* déroute une pensée naïve (à la Tchernov), en ce qu'il évoque à la mémoire le modèle historique de Napoléon, de même que le terme de *césarisme* évoque le modèle de Jules César. En fait, ces deux termes sont depuis longtemps détachés des figures historiques qui leur ont donné leur nom. Quand nous parlons de *bonapartisme*, sans autres précisions, nous avons en vue non pas l'analogie historique, mais la définition sociologique. Ainsi, le terme de *chauvinisme* a un caractère aussi général que celui de *nationalisme*, quoique le premier mot vienne du nom bourgeois français Chauvin et le second de *nation*.

Cependant, dans *certain* cas, en parlant de bonapartisme, nous avons en vue un rapprochement historique plus concret. Ainsi, le régime de Staline, qui représente la traduction du bonapartisme dans le langage de l'Etat soviétique, révèle en même temps un certain nombre de traits *supplémentaires* de ressemblance avec le régime du consulat (ou de l'empire, mais sans couronne encore), et ce n'est pas par hasard : ces deux régimes sont venus à la suite de grandes révolutions et en ont été les usurpateurs.

Nous voyons qu'un emploi correct, c'est-à-dire dialectique, du terme de bonapartisme non seulement ne nous conduit pas au schématisme, cet ulcère de la pensée, mais au contraire permet de caractériser les phénomènes qui nous intéressent d'une façon aussi concrète qu'il est nécessaire, le phénomène n'étant pas pris isolément, comme unique, mais en liaison historique avec de nombreux autres phénomènes liés à lui. Que peut-on réclamer de plus d'un terme scientifique ?

Traduit du n° 43 du *Bulletin de l'opposition* (avril 1935), pp. 14-15.

Léon TROTSKY.

AUTOMATION ET RÉVOLUTION

Edité par Informations Ouvrières

Prix : 2 Francs



LA DÉFENSE DES 22 DES A. C. N. DE NANTES

Edité par Informations Ouvrières

Prix : 2 Francs

...à propos du livre de N. Boukharine

L'ECONOMIE POLITIQUE DU RENTIER...

...Les Economistes bourgeois les plus modernes ne raisonnent pas mieux. Pour prouver la pérennité du pouvoir, les malheureux sont obligés de forcer les chiens à passer pour des Lloyd George et des singes pour des Rothschild... Pour montrer qu'« il en a toujours été ainsi et qu'il en sera toujours de même », ils élèvent la poule qui béquète au niveau des impérialistes parce qu'elle « annexe » le grain ! Le chien étatiste, le singe capitaliste et la poule impérialiste caractérisent suffisamment le niveau de la science bourgeoise moderne. (N. Boukharine : *La Théorie du Matérialisme Historique*, Ed. Anthropos, p. 71.)

**

L'édition en langue française de *L'Economie Politique du Rentier* de Nicolas Boukharine (en même temps que les rééditions de *La Théorie du Matérialisme Historique* et de *L'Economie Mondiale et l'Impérialisme*) constitue un événement des plus intéressants. Boukharine fait partie de ces exclus du « marxisme », version revue et corrigée après les procès de Moscou, que les conditions de combat actuelles font ressurgir en dépit du silence de l'appareil idéologique du stalinisme. Il est de plus un des meilleurs économistes du parti bolchévique et il faut souhaiter que sa résurgence, commencée en 1963 par la réédition de *V.A.B.C. du Communisme* (écrit en collaboration avec Préobrajenski), amènera les éditeurs à publier son autre œuvre majeure, *L'accumulation du capital et l'Impérialisme* — Critique de Rosa Luxemburg.

Mais l'intérêt principal de ce livre n'est pas d'ordre documentaire ou historique. Cette critique de l'économie marginaliste est profondément actuelle, en premier lieu parce que ces oripeaux de la pensée bourgeoise représentent la dernière tentative des apologistes du capital d'offrir une explication d'ensemble cohérente. Il constitue sa dernière faillite théorique. Après cela, la pensée bourgeoise abandonnera l'ambition de se fonder en science économique, elle renoncera à la théorie de la valeur, réputée d'intérêt « philosophique », elle ne représentera plus qu'un ensemble de techniques pour prolonger l'existence du système établi. De ce changement fondamental d'orientation, Keynes sera le promoteur et c'est en ce sens que l'on peut dire de l'économie politique bourgeoise actuelle qu'elle est keynésienne.

Par ailleurs, en dehors des néo-marginalistes qui ne représentent plus guère que des survivances fossilisées, de nouveaux défenseurs de cette doctrine se sont présentés. Aujourd'hui, un certain nombre d'économistes staliniens ou apparentés essaient de reprendre, sous une forme adaptée,

le contenu du marginalisme pour l'introduire dans le marxisme. La raison qu'ils en donnent serait que, dans le marginalisme, il y aurait deux éléments, l'un doctrinal, à rejeter, l'autre purement technique, qui serait utilisable, à condition d'être intégré dans ce qu'ils appellent le marxisme. Oskar Lange, professeur d'économie politique, rattaché au stalinisme et devenu un des personnages importants du régime en Pologne, en fut le représentant le plus marquant. En France, en dehors de Denis, qui ne se réclame plus guère du marxisme, Maurice Godelier a repris cette thèse (*« Théorie marginaliste et théorie marxiste de la valeur et des prix. »* La Pensée, n° 120, avril 1965). Il déclare notamment : « Historiquement les deux théories se sont affrontées en se présentant comme deux solutions contradictoires exclusives d'un même problème... », mais, il y a un mais, « notre hypothèse est que ces deux théories ne s'excluent pas entièrement et peuvent ainsi, sur le plan même où elles ne s'excluent pas » (souligné par Godelier lui-même), « se combiner et fournir une extension de la théorie marxiste de la valeur et des prix » (p. 79). Or Léon Walras, l'un des pères du marginalisme, élaborait sa théorie, il ne s'en cachait pas, parce qu'il était choqué de l'antagonisme entre capital et salariat ; il ne pouvait certes pas se douter que des gens se réclamant du marxisme puissent un jour se « combiner » avec lui (1).

Ces raisons rendent nécessaire de reprendre avec soin la critique faite par Boukharine de l'école autrichienne et de ses succédanés. Cet examen devra être poursuivi jusqu'à nos jours dans le cadre de deux autres articles, l'un traitant des théories bourgeoises entre les deux guerres et principalement de Keynes ; l'autre, des principaux courants actuels.

On peut, certes, s'interroger sur l'utilité d'un tel travail. Les deux guerres, les crises, le chômage, la situation actuelle où l'impérialisme ne survit que grâce à l'économie de guerre, à la destruction des forces productives et à l'appui des bureaucraties stalinienne et réformiste, tout cela pourrait paraître assez éloquent pour se dispenser d'examiner, par-dessus le marché, l'apologétique bourgeoise de son système économique. Boukharine a répondu par avance à cette objection.

Constatant que « jusqu'à présent on n'a connu dans le camp marxiste que deux sortes de critiques relatives à l'économie politique bourgeoise et moderne : c'était une critique, soit exclusivement sociologique, soit exclusivement méthodologique » ; cependant « la caractéristique sociologique d'une théorie ne nous dispense nullement du devoir de la combattre sur le terrain de la critique logique proprement dite », de même que « la controverse idéologique exige que la fausseté de la méthode soit démontrée par l'erreur de conclusions partielles du système, en quoi l'on peut recourir, soit aux contradictions internes de tout le système, soit à son imperfection, à son incapacité organique à saisir et à expliquer toute une série de phénomènes qui concerne la discipline en question » (p. 14). Par conséquent, « le marxisme doit fournir une critique détaillée des récentes théories, critique qui est aussi bien d'ordre sociologique que méthodologique, mais qui est aussi une critique de tout le système dans ses moindres ramifications » (p. 14).

(1) Le « calcul à la marge », lui, a si peu été inventé par les marginalistes que Godelier lui-même est obligé de rappeler qu'on le trouve déjà dans Ricardo et que Marx l'utilise (*Capital*, livre III, vol. I, ch. X : « Egalisation du taux de profit par la concurrence. Prix de marché et valeurs de marché. »).

I. - LA MÉTHODE DE BOUKHARINE

Deux traits caractérisent fondamentalement la méthode de Boukharine :

En premier lieu, bien qu'il ait reconnu qu'il ne suffisait pas de caractériser une doctrine au point de vue sociologique, Boukharine n'oublie jamais de rappeler les racines sociales et historiques des théories qu'il combat. A la différence d'un certain nombre de « marxistes » qui étudient confraternellement les théories de leurs confrères bourgeois, Boukharine n'ignore pas que ces théories ne sont pas gratuites, qu'elles ne flottent pas dans le ciel comme des angelots au-dessus d'une crèche, mais qu'elles dépendent de la situation et des besoins de la bourgeoisie dans la lutte des classes.

C'est ainsi qu'il observe fort justement, à propos de l'école classique anglaise : « Malgré son "cosmopolitisme", la théorie classique (et sa doctrine du libre-échange) était fortement "nationale" ; elle était le fruit théorique inéluctable de l'industrie anglaise. L'Angleterre qui, par suite de circonstances de toute sorte, acquit la domination exclusive du marché mondial, ne craignait aucune concurrence et n'avait besoin d'aucune mesure artificielle, c'est-à-dire législative, pour assurer sa victoire sur ses concurrents. Aussi l'industrie anglaise pouvait-elle se dispenser d'invoquer les particularités de la situation anglaise pour justifier les barrières douanières. Les théoriciens de la bourgeoisie anglaise n'avaient donc pas besoin de fixer leur attention sur les particularités spécifiques du capitalisme anglais : tout en exprimant les intérêts du capital anglais, ils parlaient des lois générales du développement économique » (p. 22). Par contre, l'école allemande « fut l'expression idéologique de ce processus de croissance de la bourgeoisie allemande, qui redoutait la concurrence anglaise, recherchait l'appui de l'industrie nationale ; aussi mettait-elle en avant les particularités nationales de l'Alle-

magne et, par suite, généralisant le procédé, celles des autres pays » (p. 23). De même, concernant la grande offensive des théoriciens bourgeois contre le marxisme à partir des années 80, il note : « Si, autrefois, dans les pays arriérés, tels que la Russie, et partiellement l'Italie, même des professeurs d'université ont parfois flirté avec Marx, sans toutefois renoncer à de petites et grandes "rectifications" de leur cru, l'évolution sociale actuelle, l'exacerbation des contradictions de classes, ainsi que la consolidation des idéologies bourgeoises de toutes nuances encouragent tout le monde à reprendre la lutte contre l'idéologie du prolétariat. » (p. 21).

Ces exemples, que l'on pourrait multiplier, nous montrent la qualité primordiale de Boukharine qui sait toujours dévoiler les batailles d'intérêts derrière les batailles d'idées, les rapports sociaux dont l'idéologie est un reflet déformé.

Par contre il est évident, comme l'avaient remarqué Lénine dans son testament (« il n'a jamais appris et je pense qu'il n'a jamais compris complètement la dialectique ») et Trotsky (à diverses reprises, et notamment lorsqu'il parle de la métaphysique boukharienne), que Boukharine a tendance à remplacer la méthode dialectique par la logique formelle, et le matérialisme historique par un évolutionnisme confus.

Néanmoins, cet aspect négatif de la méthode de Boukharine n'est heureusement pas trop grave compte tenu du sujet abordé. La méthode dialectique dépasse le point de vue limité de la logique formelle, elle ne l'annule pas. Ce que Boukharine démontre dans ce livre, c'est le défaut de cohérence interne des théories marginalistes et leur inadéquation à la réalité capitaliste. Aussi peut-on dire que cet ouvrage, s'il n'est pas le plus important, est tout de même le meilleur que Boukharine ait écrit.

II. - LA THÉORIE MARGINALISTE, VALEUR, PRODUCTION, PROFIT

« Depuis son origine jusqu'à nos jours, le problème de la valeur a été considéré comme une des questions fondamentales de l'économie politique. Toutes les autres, comme celle du salaire, du capital, de la rente, de l'accumulation du capital, de la lutte entre grandes et petites entreprises, des crises, etc., se ramènent de façon directe ou indirecte à ce problème fondamental. » (p. 73).

Il n'est pas sans intérêt de suivre l'évolution des théoriciens bourgeois face au problème de la valeur. La valeur travail fut découverte et perfectionnée par les théoriciens bourgeois dans la phase pré-capitaliste et au début du capitalisme ascendant, de Petty à Ricardo. Mais, lorsque la lutte de la classe ouvrière contre la classe bourgeoise devint aiguë, et lorsque Marx réussit, à partir de la valeur travail, à déduire l'origine de la plus-value, déduction que n'avaient pu faire de façon satisfaisante les théoriciens bourgeois, parce que justement ils étaient bourgeois, la pensée économique de la classe dominante dut faire marche arrière, le capitalisme dut renier ses meilleurs théoriciens, l'école classique dut décréter que Petty, Smith et Ricardo s'étaient trompés du tout au tout ; simultanément, Jevons, *Theory and political economy*, Menger, *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre* « découvrirent » la théorie de la valeur utilité. Cette théorie avait la particularité d'avoir été découverte environ un siècle avant eux, en particulier par Condillac. Marx, dans le *Capital*, liv. I., vol. I, Ed. sociales, pp. 162-163, avait réfuté Condillac, au passage, sans s'y attarder, car, à ce moment, la question avait peu d'importance. Il s'était contenté de montrer la confusion faite par Condillac entre valeur d'usage et valeur

d'échange. Mais en 1880, après la Commune de Paris, face à la montée du mouvement ouvrier à l'échelle internationale, la bourgeoisie devait combattre avec acharnement sur tous les plans, y compris le plan idéologique. Elle devait, non seulement réfuter le Capital de Marx, mais aussi tout ce qui, dans ses théories antérieures, avait conduit à la critique marxiste de l'économie.

Cette nécessité paraît expliquer suffisamment l'apparition du marginalisme. Par contre, Boukharine est beaucoup moins convaincant lorsqu'il veut en faire l'économie politique du rentier, c'est-à-dire l'expression théorique de la mentalité du tondeur de coupons : « Par suite du développement des différentes formes du crédit, la plus-value accumulée retombe sur des individus qui n'ont aucun rapport avec la production. Le nombre de ces individus grandit de plus en plus et forme toute une classe sociale, celle des rentiers... Le rentier, le rentier international, trouva en Böhm-Bawerk un guide scientifique et dans sa théorie l'arme scientifique, dirigée non tant contre les formes élémentaires du capitalisme que contre le mouvement ouvrier de plus en plus menaçant. » (pp. 37-40). Cette explication est brillante, elle n'est pas complètement fautive, mais elle se heurte à certains faits, par exemple les théoriciens américains qui reprirent, sous une forme, il est vrai, adaptée, les postulats du marginalisme ; or, le capitalisme américain, à cette époque, n'était pas un capitalisme de rentiers mais de capitaines d'industrie, et Boukharine patage pour rattacher les marginalistes américains à leurs homologues européens.

*

**

La théorie marginaliste fonde la valeur et les prix sur l'estimation du sujet économique. Ce faisant, elle abandonne le terrain de la production (non pas la production en soi, mais une production socialement déterminée, avec des caractéristiques propres et un niveau de productivité également donné) pour le terrain de la consommation, le terrain des faits économiques pour celui de la psychologie individuelle, une psychologie pouvant s'appliquer aussi bien (c'est-à-dire en fait aussi peu) à l'homme préhistorique qu'à celui de notre temps, aux grands bourgeois qu'aux prolétaires. C'est donc l'utilité qui est la base de la valeur, ou plutôt la valeur est une forme supérieure de l'utilité : « Le rapport avec le bonheur humain — dit Böhm-Bawerk — s'exprime sous deux formes essentiellement différentes : on se trouve en présence de la forme inférieure quand un bien a la faculté générale de servir au bien-être humain. Le niveau supérieur, par contre, exige qu'un bien soit non seulement une cause propre à servir, mais en même temps une condition indispensable de prospérité... Il (le langage) appelle le niveau inférieur utilité, et le niveau supérieur valeur. » (p. 80).

Pour éclairer ceci, prenons un exemple, toujours tiré de Böhm-Bawerk. Un verre d'eau est un verre d'eau. Mais il est évident que, pour un homme assis « près d'une source jaillissante de bonne eau potable » ou pour « un autre homme qui voyage dans le désert », un verre d'eau ne signifiera pas du tout la même chose ; c'est dans le second cas seulement que l'eau deviendra « une condition indispensable de la prospérité », c'est-à-dire aura de la valeur. En dernière analyse, la valeur, selon les marginalistes, se trouve liée à la rareté : « Les biens acquièrent de la valeur, lorsque, pour couvrir les besoins qu'ils doivent satisfaire, le stock de biens de cette espèce est si faible qu'il est insuffisant ou du moins si limité que, sans le nombre de biens dont l'évaluation est en cause, ce stock serait insuffisant. » (Böhm-Bawerk, cité par Boukharine, p. 81.)

La valeur étant ainsi assise, les marginalistes vont en donner le moyen de la mesurer : « La grandeur de la valeur d'un bien est déterminée par la grandeur de son utilité marginale », c'est-à-dire « l'intensité du dernier besoin satisfait ». A partir de là, Walras et Menger ont construit un modèle mathématique que l'on peut résumer de la façon suivante :

Supposons un individu sur le point de mourir de faim et rencontrant un marchand de tartes à la crème ; il sera prêt à payer n'importe quel prix pour la première tarte qui l'empêchera de mourir d'inanition. Il sera même disposé à payer un prix élevé pour les trois ou quatre tartes suivantes, car la première était loin d'avoir calmé sa fringale. Mais, au fur et à mesure, son envie de tartes diminue ; son goût pour la crème ira même jusqu'à se changer en répulsion, et, à moins que notre ex-affamé, grand amateur de films 1920, ait envie de déclencher une bataille, le marchand risque fort de garder sur les bras le reste de sa marchandise. Ceci est une évaluation directe à laquelle on n'a pas toujours besoin de recourir, comme le montre cet autre exemple qui est, lui, tiré de Böhm-Bawerk : « Mais si nous sommes capables de juger que nous aimons tout autant une pomme que huit prunes et tout autant une poire que six prunes, alors nous sommes aussi capables, par le détour d'une conclusion tirée de ces deux premiers jugements, d'en former un troisième, à savoir que nous préférons exactement d'un tiers une pomme à une poire. » (« Gründzüge... », p. 50, cité par Boukharine p. 93.)

Cette brillante démonstration, à laquelle il ne manque pas grand-chose pour ressembler à une chanson de Sacha Distel, n'est pas un exemple fortuit. Pour faire « sa révolution copernicienne » en matière de valeur, pour trouver un nouveau fondement de la valeur, il a fallu faire à l'économie politique autant de contorsions que Marx en fait faire à la table au début du *Capital* (*Capital*, livre I, vol. I, Ed. sociales, p. 84). La valeur ne dépend plus des conditions de la production, mais de l'appréciation subjective du consommateur (les conséquences ultimes en seront tirées par

Stanley Jevons lorsqu'il conclura que « le conflit que l'on suppose entre le travail et le capital est imaginaire. Le conflit réel est entre les producteurs et les consommateurs »). Evidemment, pour soutenir une telle théorie, il faut abandonner le monde réel de la production pour rentrer dans les robinsonnades dont Boukharine a fait un catalogue excellent : « Ici le point de départ de l'analyse n'est pas tel membre particulier d'une société donnée, dans ses rapports sociaux avec ses semblables, mais "l'atome" isolé, le robinson économique. » C'est dans cet esprit que Böhm-Bawerk choisit ses exemples pour exposer ses vues. « Un homme se trouve près d'une source d'où jaillit en abondance une excellente eau potable », voilà comment débute l'analyse de la théorie de la valeur de Böhm-Bawerk. Puis il fait défilé : un voyageur dans le désert, un agriculteur isolé du monde entier, un colon dans sa cabane isolée au milieu de la forêt vierge, etc. On trouve chez Menger des exemples du même genre : les habitants d'une forêt vierge, les habitants d'une oasis, un individu atteint de myopie sur une île déserte (!!!), un agriculteur travaillant isolément, etc. (p. 49).

Une telle conception des rapports économiques se situe en dehors de l'espace et du temps. Cela se conçoit, car ces points de départ ne correspondent en rien à des réalités historiques, mais prétendent fonder *logiquement* tel ou tel phénomène. C'est la même méthode que celle de Proudhon dénoncée par Marx dans *Misère de la philosophie* (Ed. sociales, p. 46) : « On le voit, la « méthode historique et descriptive » de M. Proudhon est bonne à tout, elle répond à tout, elle explique tout. S'agit-il surtout d'expliquer historiquement la « génération d'une idée économique », il suppose un homme qui propose à d'autres hommes, ses collaborateurs dans des fonctions diverses, d'accomplir cet acte de génération, et tout est dit. » Envisager la consommation comme un point de départ indépendant de la production conduisait nécessairement à cette erreur. Marx l'a montré dès *Travail salarié et capital*, la production historiquement déterminée d'après le niveau des forces productives ne se contente pas de produire des objets, mais elle produit également les besoins des membres de cette société. Mais les marginalistes étaient obligés d'adopter un point de vue intemporel à partir du moment où ils se refusaient à connaître les lois de l'évolution du système capitaliste. C'est ce que montre la conception marginaliste du capital et de la production. « La production qui prend de sages détours n'est autre chose que ce que l'économie politique appelle la production *capitaliste*, tout comme la production qui va le poing nu, tout droit au but, représente la production sans capital. *Cependant le capital n'est autre chose que l'ensemble des produits intermédiaires qui se forment aux différentes étapes du long détour.* » (Böhm-Bawerk, cité par Boukharine, p. 138.) Ici, le but est clair, il s'agit de démontrer que l'homme des cavernes qui se sert d'un bâton ou d'un couteau en silex est déjà un capitaliste, que le capital est éternel ; pour ce faire, les marginalistes confondent capital et moyens de production. Mais Marx avait bien pris soin de distinguer les deux. C'est seulement dans des circonstances historiquement déterminées que les moyens de production deviennent capital. Pour qu'il y ait capital et capitaliste, il ne suffit pas qu'il y ait des moyens de production. Il faut toute une série de conditions : que la productivité du travail ait atteint un certain niveau, que les moyens de production soient séparés de la classe des producteurs, que la production soit une production marchande, c'est-à-dire orientée vers l'échange, que la production agricole s'effectue à un niveau de productivité tel qu'une partie de la paysannerie soit « libérée ». Marx ne s'est pas contenté d'énumérer ces conditions. La huitième et dernière section du premier livre du *Capital* étudie les conditions historiques de l'accumulation primitive. Aussi ce n'est pas étonnant si les économistes bourgeois, après Marx, se sont acharnés sur cette partie du *Capital* presque autant que sur la théorie de la valeur (notamment Schumpeter, dans *Business Cycles*, I, p. 22, cité par E. Mandel, *Traité d'économie marxiste*, tome I, p. 120).

Mais si les marginalistes se refusent à situer leur théorie dans le temps, celle-ci le fait malgré eux. Analysant l'échange sans lequel il ne peut y avoir de valeur, ils en font un acte

subsidaire. Alors que, dans la production capitaliste, toutes les marchandises cessent d'être valeurs d'usage pour celui qui les a produites afin de se rendre sur le marché et devenir par ce fait des valeurs d'échange, ils envisagent l'échange comme un *échange d'excédents* : néanmoins nécessaire car chaque producteur ne produit « que les articles qui dépassent de beaucoup ses besoins personnels ». Cette conception de la production est historiquement située. A notre époque, elle ne concerne plus qu'un petit nombre d'exploitations rurales arriérées. Voici comment Lassalle la ridiculise : « M. Borsig, dit-il, produit d'abord des machines pour ses *besoins familiaux*. *Les machines excédentaires*, il les vend.

Les directeurs des revues de mode de deuil prennent la précaution de travailler d'abord pour les cas de deuil dans leur propre famille. Ces deuils n'étant pas assez fréquents, les tissus de deuil restants, ils les échangent. » (Cité par Boukharine, p. 86.)

Venons-en maintenant à la théorie du profit. Nous avons vu plus haut que le capital constituait un détour de production. « Les détours capitalistes sont avantageux, mais ils exigent beaucoup de temps, ils fournissent des biens de consommation plus nombreux ou de meilleure qualité, mais

ils les fournissent avec retard. » (p. 145). Les ouvriers ne sauraient attendre. Heureusement pour eux, les capitalistes sont là. Ils vont donc leur « *avancer* » les biens d'usage dont les travailleurs ont besoin. « Le travail acheté *actuellement*... se paiera donc une somme de florins moins grande que celle que percevra l'entrepreneur lui-même lors de la vente du produit, c'est-à-dire au terme du processus de production. Voilà la seule et unique cause pour laquelle l'achat des moyens de production, notamment du *travail*, est "bon marché" et que les socialistes considèrent avec raison comme la source du profit capitaliste, mais à tort comme le fruit d'une exploitation des ouvriers par le possédant. » (Böhm-Bawerk, cité par Boukharine, p. 147.) Le fondement de cette démonstration repose sur l'affirmation que les biens actuels ont une valeur supérieure aux biens futurs, en vertu du fondement marginaliste de la valeur : si je suis sur le point de mourir de faim, je ne peux m'abstenir de consommer et attendre demain pour acheter les merveilleuses petites tartes. Les capitalistes, eux, peuvent attendre, les ouvriers ne le peuvent pas, de là leur dépendance. En fin de compte, nous retrouvons une fois de plus, sous une forme nouvelle, la vieille théorie de l'abstinence. Le profit des capitalistes vient de ce qu'ils s'abstiennent de consommer immédiatement.

CONCLUSION

Après ce bref survol des points fondamentaux de la théorie marginaliste (1) (il est nécessaire de se reporter attentivement à l'ouvrage de Boukharine pour y voir l'exposition et la réfutation des marginalistes), il s'agit maintenant de tirer le bilan. L'économie politique bourgeoise classique eut le mérite d'étudier les rapports réels de production ; si elle n'alla pas jusqu'au bout, ce ne fut pas à cause des déficiences intellectuelles de ses représentants, mais parce que ceux-ci étaient limités par leur point de vue de classe. Seul Marx, parce qu'il se plaçait du point de vue de la seule classe progressive, le prolétariat, put pousser jusqu'à leurs conséquences les acquisitions faites de William Petty à Ricardo.

A partir de ce moment, l'économie politique bourgeoise n'avait plus de raison d'être. Fondé sur la nécessité de réfuter le marxisme, le marginalisme dut prendre le contrepied de la méthode du *Capital*, mais, ce faisant, il tourna du même coup le dos à la réalité. Aussi cet ensemble de théories fut d'une remarquable stérilité. Le « mérite » de Keynes fut de comprendre qu'il était nécessaire à la société bourgeoise de jeter par-dessus bord tout ce fatras pseudo-théorique. Mais comme il n'y avait rien à mettre à la place, il jeta aussi par-dessus bord toute la théorie, faisant de

« après moi le déluge » et « pourvu que ça dure » les deux axiomes de base de la « science économique » bourgeoise de l'époque de sa putréfaction. Nous étudierons cette nième « révolution copernicienne » dans l'article suivant. Sans les affirmations des sycophantes de la bourgeoisie, d'après lesquelles Böhm-Bawerk aurait définitivement réfuté Marx (Raymon Barre dixit, au début du tome 2 de son économie politique), et surtout sans la tentative des valets de plume des bureaucraties des pays de l'Est pour acoquiner marxisme et marginalisme, il eût été inutile de se pencher sur cet étalage morne et plat de fadaïses indéfendables. Maintenant, grâce à cet ouvrage de Boukharine, la question est réglée et définitivement.

ARTHUR BLISS.

(1) Nous avons laissé de côté, dans ce premier article, la théorie marginaliste du salaire. Elle aura une grande importance dans l'entre-deux guerres. Elle sera donc étudiée (en même temps que sa réfutation par J. M. Keynes) dans le second article.

Le numéro spécial de LA VÉRITÉ :

**ACTUALITÉ ET ENSEIGNEMENTS
DE LA RÉVOLUTION
DES CONSEILS OUVRIERS**

Prix : 2 Francs

SERGE SIMON

LA GRÈVE GÉNÉRALE BELGE
(20 DÉCEMBRE 1960 - 20 JANVIER 1961)
Édité par les Correspondances Socialistes

Prix : 1,75 F

NOTES DE LECTURE

LENINE ET ROSA LUXEMBOURG

LA RÉVOLUTION RUSSE ET LA RÉVOLUTION ALLEMANDE

Les échecs successifs de la Révolution allemande de 1919 à 1923 ont été un facteur décisif dans la dégénérescence de l'État soviétique dont les bolchéviks, et Lénine le premier, ne concevaient pas qu'ils puissent jouer de rôle plus important que de faciliter la tâche aux révolutionnaires allemands.

Aussi est-il pour les révolutionnaires d'aujourd'hui, qui ne considèrent pas Octobre 1917 en Russie comme un événement du passé, mais comme le commencement, plein d'enseignements actuels, de l'ère de la révolution prolétarienne, du plus haut intérêt d'étudier de près les conditions dans lesquelles les militants révolutionnaires allemands préparaient le renversement de leur bourgeoisie, en quoi ces conditions étaient infiniment plus difficiles que celles auxquelles étaient confrontés les bolchéviks en Russie : présence d'une bourgeoisie beaucoup plus solide économiquement et politiquement et, surtout, disposant dans le mouvement ouvrier d'une agence extrêmement puissante et dont le rôle traître ne fut vraiment démasqué aux yeux des révolutionnaires — pas à ceux des masses ouvrières — que le 4 août 1914, la social-démocratie allemande, ses syndicats, sa presse, ses coopératives, son énorme appareil, etc.

Les révolutionnaires doivent se pencher aujourd'hui sur les discussions entre Lénine et Rosa Luxemburg à propos du rôle de la direction consciente, du parti révolutionnaire et de l'action spontanée des masses, pour voir en quoi, même compte tenu de conditions en un sens infiniment plus difficiles, les révolutionnaires allemands ont commis, dans la préparation de la révolution, et dans les cours de la révolution, des erreurs qui ont été fatales au prolétariat allemand et, par suite, aussi au premier État ouvrier, l'URSS.

Il n'est sans doute pas de meilleure introduction à l'heure actuelle, à l'étude de ces questions, à la lecture des textes de Lénine sur la question et de ceux de Rosa Luxemburg — qui commencent à être accessibles en français (1) — que le livre de Paul Frölich sur « Rosa Luxemburg, sa vie et son œuvre », traduit et publié chez Maspéro à l'automne 1965. Depuis lors, il est paru en Grande-Bretagne un autre livre, beaucoup plus volumineux et documenté, sur Rosa Luxemburg, mais son auteur, J.P. Nettl est un érudit bourgeois assez étranger aux problèmes de la lutte de classes et par suite aussi assez inapte à comprendre le sens de l'activité politique, pratique et théorique de Rosa Luxemburg.

Signalons en passant la réédition toute récente en Allemagne de l'ouest du livre de Paul Frölich, paru pour la première fois en allemand à Paris en 1939, puis en anglais par les soins de V. Gollancz en 1940, puis enfin en Allemagne en 1949. On ne peut laisser passer cette réédition sans dénoncer, comme l'ont fait les trotskystes allemands dans leur organe « Internationale Arbeiterkorrespondenz », n° d'octobre-novembre 1967, la censure que la veuve de P. Frölich, devenue social-démocrate de droite, après avoir été avec Rosa Luxemburg et avec Paul Frölich une des fondatrices du P.C. allemand, a exercé sur le texte, faisant en particulier disparaître tout le passage suivant, privé de toute « actualité » :

« Dans cette période de prospérité des syndicats allemands (fin XIX^e, début XX^e siècle), toutes sortes d'idées inconciliables avec les tâches que Rosa Luxemburg assignait aux syndicats se développent. Selon les espoirs des théoriciens du syndicalisme et des réformistes, les syndicats devaient peu à peu conquérir le pouvoir dans l'entreprise ; ils devaient prendre en main la gestion de l'entreprise, d'abord en commun avec le patron, puis à sa place, et préparer ainsi sans révolution le terrain du socialisme. Après la première guerre mondiale, lorsque la puissance des syndicats allemands eut encore grandi,

ces idées prirent la forme des communautés de travail entre patronat et syndicat et de l'effort pour instaurer une soi-disant démocratie économique dans l'entreprise.

Pour Rosa Luxemburg, la direction de l'entreprise était, en régime capitaliste, un domaine fermé aux ouvriers. Là où les syndicats cherchaient avec succès à agir sur le processus technique, ils ne le pouvaient qu'en s'opposant au progrès technique, en agissant donc dans un sens corporatiste et réactionnaire. Mais s'ils se risquaient à régler les prix avec les patrons, cela revenait à constituer un cartel entre patrons et ouvriers contre les consommateurs. Dans les deux cas, des catégories isolées de travailleurs pouvaient en tirer un avantage passager, mais au détriment de l'intérêt de la classe et de sa combattivité. La lutte pour le pouvoir dans l'entreprise ne peut intervenir que pendant la lutte ouverte pour le pouvoir politique, dont elle n'est elle-même qu'un élément ».

Si la suppression de ce passage est la censure la plus criante exercée sur le livre de Paul Frölich qui, pour avoir rallié le parti social-démocrate à son retour en Allemagne en 1950, n'en était pas moins honnête envers son passé, d'autres petites corrections contribuent aussi à infléchir la pensée de Rosa Luxemburg dans un sens dit socialiste « humanitaire » et à diminuer le rôle dirigeant dans l'action théorique et pratique joué par les bolchéviks pendant et à l'issue de la première guerre mondiale, rôle reconnu tant par Rosa Luxemburg que par Paul Frölich.

Toutefois, malgré son honnêteté et son point de vue de classe, Paul Frölich a commis des erreurs de fait et d'appréciation sur les conditions dans lesquelles s'est construit le parti communiste allemand. Ce qui, comme le souligne C. Slaughter dans son article sur le livre de Nettl (Fourth International, November 1966, pp. 192-193) n'est pas sans lien avec l'attitude adoptée par P. Frölich, passé à l'opposition de droite brandlérienne, puis au parti centriste SAP, vis-à-vis de la construction de la IV^e Internationale par Trotsky, avec qui Frölich eut des discussions. Dès juillet 1916, critiquant la fameuse brochure Junius, pseudonyme sous lequel Rosa Luxemburg s'attaquait à la fin de 1915 à la politique d'Union sacrée et de trahison de la social-démocratie allemande, Lénine soulignait les insuffisances de la position des révolutionnaires allemands :

« La brochure « fait la liaison entre le social-chauvinisme et l'opportunisme (alors que « L'Internationale » contenait déjà une critique du « Centre »). Pas question, tant dans la brochure elle-même que dans les thèses annexées, ni de l'opportunisme, ni du kautskysme ! C'est théoriquement incorrect... c'est faux dans la pratique politique, car on ne peut ni comprendre, ni surmonter la « crise de la social-démocratie » sans avoir éclairé la signification et le rôle des deux tendances : la tendance ouvertement opportuniste (Legien, David, etc.) et la tendance opportuniste larvée (Kautsky et Co). »

« ...Le plus grand défaut de l'ensemble du marxisme révolutionnaire en Allemagne, c'est l'absence d'une organisation illégale solidement constituée qui poursuive systématiquement sa ligne et éduque les masses dans l'esprit des tâches nouvelles : une telle organisation devrait avoir une position claire tant vis-à-vis de l'opportunisme que du kautskysme. »

« ...Junius dit avec raison qu'on ne peut pas « faire » une révolution. La révolution était à l'ordre du jour en 1914-1916, cachée dans le sein de la guerre, découlant de la guerre. C'est ce qu'il aurait fallu « proclamer » au nom de la classe révolutionnaire, il aurait fallu exposer avec conséquence et sans peur le programme de cette révolution, le socialisme qu'à l'époque de la guerre il est impossible d'atteindre sans guerre

civile contre la bourgeoisie archi-réactionnaire, criminelle et qui condamne le peuple à des souffrances indicibles. On aurait dû réfléchir aux actions systématiques, conséquentes, réalisables absolument, quel que soit le rythme de développement de la crise révolutionnaire et qui vont dans le sens du mûrissement de la révolution. Ces actions ont été indiquées dans la résolution de notre parti : 1^o) vote contre les crédits ; 2^o) faire éclater l'« Union sacrée » ; 3^o) créer une organisation illégale ; 4^o) fraternisation des soldats ; 5^o) soutenir toutes les actions révolutionnaires de masses. »

Les thèses annexées à la brochure Junius affirmaient bien que « la tâche principale du socialisme aujourd'hui est de rassembler le prolétariat de tous les pays en une puissance révolutionnaire vivante » et que « l'action parlementaire, l'action syndicale comme toute l'activité du mouvement ouvrier doit être subordonnée à la nécessité d'opposer le plus radicalement dans chaque pays le prolétariat à la bourgeoisie nationale... », mais elles n'en tiraient pas la conclusion pratique que Lénine faisait proclamer publiquement par les bolchéviks dès 1914 :

« ...La transformation de la guerre impérialiste actuelle en guerre civile est le seul mot d'ordre prolétarien correct. » (Le Social-démocrate, 14 novembre 1914).

Et dans « La faillite de la II^e Internationale », en mai-juin 1915, Lénine écrivait :

« On ne peut savoir si un puissant mouvement révolutionnaire se développera au lendemain de cette guerre, pendant celle-ci, etc., mais en tout cas seul le travail accompli dans ce sens mérite le nom de travail socialiste. Le mot d'ordre qui généralise et oriente ce travail, qui aide à unir et à souder ceux qui veulent concourir à la lutte révolutionnaire du prolétariat contre son gouvernement et sa bourgeoisie, c'est le mot d'ordre de guerre civile. »

Lénine ne se contente pas de dénoncer les faiblesses des révolutionnaires allemands, il en analyse les raisons, dans le même texte cité plus haut :

« Premièrement, Junius ne s'est pas complètement libéré du milieu social-démocrate allemand, même de gauche, qui redoute une scission et a peur d'aller jusqu'au bout des mots d'ordre révolutionnaires... »

Deuxièmement, Junius voulait manifestement mettre sur pied quelque chose comme la théorie menchévique de triste mémoire, dite « théorie des stades » ; il voulait réaliser le programme révolutionnaire en commençant par le bout « le plus pratique », « le plus populaire », le plus acceptable pour la petite-bourgeoisie...

Dans la brochure Junius, on sent l'isolé qui n'est pas entouré de camarades au sein d'une organisation illégale habituée à penser jusqu'au bout les mots d'ordre révolutionnaires et à éduquer systématiquement les masses dans l'esprit de ces mots d'ordre. Mais ce manque... n'est pas un manque personnel de Junius, c'est le résultat de la faiblesse de toute la gauche allemande, enserrée de toutes parts dans les filets méprisables de l'hypocrisie kautskyste, du pédantisme, de la « bievveillance » envers les opportunistes. Les partisans ont réussi, malgré leur isolement à publier des tracts illégaux et entreprendre la lutte contre le kautskysme. Ils sauront avancer plus loin sur la voie juste. »

Il est sûr que, dans son livre, Paul Frölich n'analyse pas assez ces faiblesses des révolutionnaires allemands, qui étaient aussi celles de Rosa Luxemburg. Cela l'amène à présenter d'une manière assez incomplète les conditions dans lesquelles, alors que la révolution allemande avait déjà commencé depuis près de deux mois, le parti qui aurait dû y jouer le rôle dirigeant comme le parti bolchévique en Russie, le Parti communiste allemand, fut enfin constitué. La chose a été signalée par J. Bois dans un article sur Rosa Luxemburg et Lénine (paru dans Partisans en novembre 1965, avant que cette revue prenne des positions ouvertement anti-trotskystes) :

« Décrivant les circonstances qui donnèrent naissance au P.C.A. par la fusion de la Ligue Spartakus et du groupe des radicaux de Brême... il (P.F.) ne mentionne pas les pourparlers simultanés avec le groupe des Délégués révolutionnaires de Berlin et leur échec. Les Délégués révolutionnaires... étaient liés politiquement à Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht ; leur

communauté de conception politique était beaucoup plus étroite que celle qui pouvait exister entre Rosa Luxemburg et les éléments « utopistes » auxquels elle liait l'appartenance à la Ligue Spartakus. Une des raisons principales qui retint les Délégués révolutionnaires de rompre en même temps que la Ligue Spartakus avec le parti centriste des Sociaux-démocrates Indépendants et d'adhérer au nouveau Parti communiste fut la décision prise par le Congrès de fondation, contre la volonté de Rosa Luxemburg, de boycotter les élections à l'Assemblée Constituante. Autant la position de principe, contre la démocratie parlementaire, pour la démocratie des conseils... était claire, autant il était insensé de vouloir ignorer l'immaturité des masses... Il fallait d'abord gagner la majorité dans les conseils et jusque-là accepter le mot d'ordre de convocation d'une Constituante, comme les Bolchéviks l'avaient fait en Russie entre février et octobre (et même après octobre-NDLR). Que la direction de Spartakus n'ait pu faire comprendre cela au congrès montre toute la distance qui séparait le parti en train de se créer du parti de Lénine. »

N'ayant pas compris l'importance décisive du parti révolutionnaire dans le succès de la lutte révolutionnaire, P. Frölich en arrive à se poser le problème de l'échec de la révolution allemande par rapport à la victoire de la révolution russe en termes d'individualités. Il note le désarroi de Rosa Luxemburg pendant ces journées de janvier 1919 à Berlin où la contre-révolution remporta sa première grande victoire sur le prolétariat allemand et procéda au massacre de militants ouvriers, dont Rosa Luxemburg elle-même et Karl Liebknecht :

« Elle ne parvenait plus à une unité de conception politique sans contradiction intérieure. Et cette question torturante se pose : Etaient-ce les forces physiques qui ne suffisaient plus à la tâche ? Ou bien manquait-il à cette grande dirigeante qui avait une telle supériorité, une si inébranlable fermeté intérieure, comme théoricienne, comme stratège de la lutte de classes, cette dernière qualité qui fait le chef d'armée parfait, celui qui sait, au moment critique, décider en réaliste et appliquer ses décisions sans se soucier de tous les facteurs d'état d'âme — cette perfection du chef révolutionnaire qui était devenue chair et vie en Lénine ? La question ne put être tranchée... »

Nous dirons plutôt que la question est mal posée. Lénine est inséparable du parti bolchévique, instrument qu'il a grandement contribué à forger, mais sans lequel il n'était rien. Rosa Luxemburg n'est pas plus inséparable du parti communiste allemand qu'elle n'a pas réussi, qui n'a pas réussi à se construire à temps pour mener le prolétariat à la victoire en Allemagne et qui, lorsqu'il fut enfin établi sur des bases solides et de masses, subit très vite les effets de la stalinisation au sein de la III^e Internationale.

De toutes façons, il serait faux d'attribuer le retard dans la construction du parti révolutionnaire en Allemagne aux théories soi-disant « spontanées » de Rosa Luxemburg. Certes, comme le dit Trotsky dans son bref article sur « Rosa Luxemburg et la Quatrième Internationale », « en se tournant quelquefois contre le travail de Lénine dans le domaine de la construction d'un appareil révolutionnaire, elle révélait — dans tous les cas d'une manière embryonnaire — des traits réactionnaires... Mais pratiquement, elle savait elle-même cette théorie à chacun de ses pas ». Et « s'il est vrai que Rosa Luxemburg a passionnément opposé la spontanéité des actions de masses à la politique conservatrice de la direction social-démocrate... cette opposition était d'un bout à l'autre révolutionnaire et progressive. Rosa Luxemburg a compris et commencé à combattre beaucoup plus tôt que Lénine le caractère de frein de l'appareil ossifié du parti et des syndicats... Sous ces rapports historiques généraux, Rosa a eu raison, car la révolution de 1918 était précisément « spontanée », c'est-à-dire qu'elle fut accomplie par les masses malgré les prévisions et dispositions des sommets du parti. Mais, d'autre part, toute l'histoire ultérieure de l'Allemagne a amplement prouvé qu'avec la seule spontanéité on est loin de pouvoir s'en sortir. »

Et Trotsky, concluant à la nécessité de construire une nouvelle direction révolutionnaire internationale pour sortir l'humanité de sa crise, termine en affirmant :

« Les confusionnistes de la spontanéité du plus récent modèle ont aussi peu le droit d'en appeler à Rosa que les bureaucrates misérables du Komintern à Lénine. Si on laisse de côté ce qui est accessoire et dépassé par l'évolution, nous avons pleinement le droit de mettre notre travail pour la IV^e Inter-

nationale sous le signe des « Trois L. », c'est-à-dire non seulement sous celui de Lénine, mais encore sous celui de Luxemburg et de Liebknecht. »

Robert HOBZ.

UN STALINIEN DEVANT LA RÉVOLUTION

J. DUCLOS : OCTOBRE 1917 VU DE FRANCE

Jacques Duclos, dirigeant du PC, fidèle à lui-même, vient de publier aux éditions sociales un livre « historique et théorique » sur la révolution d'Octobre. Fidèle à lui-même, Duclos, guépécuteur sans talent, participe à la falsification, au mensonge, que l'appareil international du Kremlin développe pour justifier sa politique, en ce cinquantième anniversaire de la révolution russe. Ce livre avec celui de Cogniot constitue l'apport de la bureaucratie du PCF dans ce concert international, dont le but est de démontrer qu'il ne saurait y avoir de meilleurs bolchéviks que les dirigeants internationaux de la bureaucratie stalinienne, que leur politique exprime aujourd'hui les mêmes intérêts que défendait en 1917 le parti de Lénine. Pour ce faire, Duclos, est contraint de faire « quelques aménagements » non seulement dans l'histoire du PCUS, mais encore dans celle du mouvement ouvrier français, puisque le titre nous apprend qu'il s'agit « d'Octobre 17 vu de France. »

Il faudrait, pour réfuter point par point « l'historien » J. Duclos, consacrer un livre entier de « rectifications » à celui qui vient de paraître...

Il faudrait, pour comparer les véritables leçons de la révolution russe aux conclusions de Duclos, faire un numéro spécial de la « Vérité » consacré à cet effet. Contentons-nous d'aller à l'essentiel.

Le livre débute par une rétrospective des positions des organisations et des militants en 1917, par rapport au problème de la guerre, et plus particulièrement à celui de l'« union sacrée » qui vit les chefs sociaux-démocrates défendre leur propre bourgeoisie dans le conflit mondial, contre leur propre classe ouvrière, et surtout contre les intérêts du prolétariat international. Une question d'histoire importante se trouve alors posée : Duclos « omet » d'y répondre : Où est Marcel Cachin, quelle est alors sa position ?

Rideau. Le grand communiste que deviendra Cachin vers les pages 150 n'est pas encore né. Cette « passerelle pourrie nécessaire pour atteindre les masses françaises », comme disait Lénine, n'est pas, à en croire Duclos, alors en activité. Pourtant Cachin se trouvait en 1916 en Italie pour presser son « camarade Mussolini » de tout faire pour que l'Italie entre en guerre contre l'Allemagne. C'est là une notion de l'internationalisme prolétarien sur laquelle Duclos reviendra. Après avoir évoqué la guerre meurtrière, le vénérable membre du B.P. du PCF en arrive enfin, sans avoir fait une seule allusion à 1905, à parler de 1917 et de Lénine. Après avoir cité in-extenso les thèses d'avril de Lénine, Duclos écrit immédiatement ce commentaire :

« De ces thèses se dégageait la perspective d'une possibilité de transformation sociale par la voie pacifique. Il s'agissait de la transformation de la révolution bourgeoise en révolution socialiste et selon Lénine, un tel passage du pouvoir au prolétariat n'exigeait nullement l'insurrection contre le gouvernement provisoire. »

Il ajoute 10 lignes plus loin :

« Dans ces conditions, le pouvoir pouvait être transmis des mains du gouvernement provisoire aux Soviets, par la voie pacifique. Voilà qui témoigne des origines anciennes de la thèse sur la possibilité du passage au socialisme par la voie pacifique et si cette possibilité ne put se transformer en réalité en 1917, il peut en être autrement à l'heure actuelle en raison des victoires remportées, depuis, par le socialisme à l'échelle du monde. » (page 65)

Trahissant l'esprit, le texte même des thèses d'avril qu'il a auparavant citées, Duclos, avant d'attribuer sous peu cette théorie à Marx ou à Engels, fait de Lénine le premier théoricien des voies pacifiques vers le socialisme alors que ce dernier écrivait dans les thèses d'avril, premier texte politique armant le parti bolchévique pour l'insurrection :

« Il importe de leur démontrer (aux masses) qu'il est impossible de terminer la guerre par une paix vraiment démocratique et non imposée par la violence, sans RENSERVISER LE CAPITAL. » (Premier point des thèses d'avril).

Tout le livre de Duclos vise à justifier la politique de capitulation prônée par la bureaucratie à l'échelle internationale.

Mais il est aujourd'hui, malgré toutes les falsifications possibles, difficile pour les staliniens de se frotter à l'histoire de la révolution russe ; pour éviter l'épreuve de la vérité historique, Duclos a trouvé un moyen simple et pratique. Citer pendant près de 200 pages la presse bourgeoise et réactionnaire dans ces réactions face à la révolution, et, chaque fois qu'il faut identifier le parti bolchévique dans l'action, vient Lénine. Il est partout, c'est l'homme miracle ; dans les congrès du parti, dans les faubourgs de Vyborg, à la présidence du soviet de Pétrograde, dans les coulisses du Comité militaire révolutionnaire, bref, Lénine veille au grain partout et toujours, et le tour est joué... mais pas tout à fait. Il y a les menchéviks, qui soutiennent la bourgeoisie débile, les anciens manchéviks comme Trotsky qui, par opportunisme, ont rejoint le parti bolchévique et, bien sûr, les « mauvais bolchéviks », Kamenev et Zinoviev, qui ayant voté contre l'insurrection n'ont eu comme sort final que ce qu'ils méritent ; certes, Duclos n'écrit jamais la conclusion de ces falsifications, mais tout y est sous-jacent au texte.

Staline n'est plus, comme dans les précédentes histoires de la révolution russe, le « chef d'orchestre », mais, pouvant toujours servir, il est là, fidèle au poste. Où exactement ? Nul ne le sait. Dirigeant du C.M.R. non, personne à en croire Duclos, ne dirige cet organisme dont le rôle ne manque pourtant pas d'importance dans la prise du pouvoir. Page 89 on peut lire :

« Le 12 octobre, le Comité exécutif du Soviet de Pétrograd créa un Comité militaire révolutionnaire... »

Duclos n'évoquera plus jamais ce « CMR » paravent, qui finalement, s'il faut en croire l'auteur, n'était qu'une ruse permettant à Lénine de diriger les opérations militaires à Smolny. Trotsky, lui, est parfois cité. Toujours à des moments précis. Ainsi à Brest-Litovsk, il se démasque enfin : « Contrevenant à la directive de Lénine, Trotsky refusa de signer immédiatement la paix aux conditions proposées par l'Allemagne ». (page 123)

Un peu plus loin, « le meilleur bolchévik » (d'après Lénine) va devenir l'ennemi des paysans, l'adversaire de l'industrialisation, l'ennemi du socialisme.

Nous voilà en 1967. Pour « éviter » les III premiers congrès de l'Internationale communistes, la guerre civile, l'armée rouge et son chef Trotsky, pour éviter de retracer les discussions bouillonnantes du parti bolchévique, revenant à la France, Duclos évoque son « adhésion au communisme à l'appel du grand Lénine », opère un bref survol de la révolution allemande, et ce, jusqu'à la page 322.

Là, rapidement il évoque la lutte de Staline encore léniniste contre Trotsky avide de pouvoir. Evidemment, il s'appuie

sur Lénine qui pourtant, n'en déplaît au faussaire Duclos, avait passé un accord avec Trotsky pour combattre le trop entreprenant secrétaire général :

« Ce congrès (le XII^e) repoussa les propositions de Trotsky qui, sous prétexte de développement de l'industrie, auraient abouti à la rupture de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie... Lénine malade et hors d'état de participer à la direction effective du Parti, Trotsky engagea la lutte contre le Comité central du parti qui dut faire face à cette attaque. » (pp 325-326).

Enfin vient la conclusion. Sous le titre : « Que serait devenue l'Union soviétique ? », Duclos interroge et répond à sa façon : « Que serait devenue l'Union soviétique si un homme comme Trotsky, en qui alternaient des positions extrémistes ouvrant la voie à l'aventure, et des positions opportunistes pouvant aboutir aux pires capitulations, avait fait triompher son point de vue ? »

Evidemment on ne peut refaire l'Histoire en partant de suppositions mais on peut penser qu'avec une direction inspirée par Trotsky, l'URSS aurait connu des moments bien difficiles.

Dans la lutte contre Trotsky et pour la PURETE de la politique léniniste, Staline joua incontestablement un rôle positif. C'est d'ailleurs cela qui lui acquit l'autorité dont par la suite il fit un mauvais usage en privant l'Union soviétique et son Parti communiste de militants qui firent cruellement défaut dans divers secteurs de l'activité de l'Etat et du Parti. » (p. 338).

Mais qui est responsable ?

« Le système socialiste est tellement fort que même si des provocateurs à la Béria, dont les objectifs étaient sans aucun doute des plus ténébreux, ont pu jouer un rôle dans la mise en œuvre d'une politique répressive injustifiée, le système lui-même n'a jamais pu être mis en cause. » (page 339)

Ainsi, heureusement pour la grande révolution d'Octobre, il s'est trouvé un véritable bolchévick du nom de Staline pour écraser toutes oppositions, fusiller la presque totalité du CC de Lénine, dissoudre l'IC, écraser toute tentative de révolution à l'échelle mondiale, gangrener le mouvement ouvrier et dénaturer totalement le marxisme, sinon où allait-on ?

A la révolution ! Et cela effraie si fort Duclos qu'il lui faut,

cinquante ans après, justifier son existence, et trouver en Béria le responsable des inévitables « bavures » inhérentes à tous processus historique !

Il est inutile de continuer les citations ; jusqu'à la fin de ce livre, Duclos falsifie, tronque, ment, bref fait son métier. Ce livre tout entier, écrit contre une véritable compréhension des leçons de la révolution d'Octobre, contre une véritable politique révolutionnaire, est l'expression la plus claire du programme de collaboration de classes prônée aujourd'hui par la bureaucratie du Kremlin. Il s'agit d'une campagne d'envergure tendant à démontrer que « les conditions ayant changé », le passage pacifique par les voies parlementaires au socialisme est possible, nécessaire.

Dans sa conclusion, Duclos attaque les dirigeants chinois qui préparent la prochaine guerre mondiale, et ce faisant, en même temps qu'il traite « des nécessaires réformes économiques dans les pays socialistes », il montre quel marchandage misérable, la bureaucratie est prête à passer avec l'impérialisme, pourvu que l'ordre social établi se maintienne, que la bureaucratie ne soit pas mise en cause par la révolution mondiale. Ce faisant, dans la contradiction même de sa nature, Duclos montre cinquante ans après, quels dangers les bureaucrates font courir aux conquêtes du prolétariat international que sont les conquêtes d'Octobre.

Combattre les falsifications historiques des stalinien, n'est pas affaire d'historien ou d'érudits ; combattre pour la défense des conquêtes de l'Octobre rouge, n'est pas affaire de déclarations ; le marxisme s'exprime dans un cadre organisationnel : le parti.

La construction d'une telle direction des luttes à l'échelle internationale, la IV^e Internationale est plus que jamais une nécessité.

Le trotskysme, la peur et les écrits de Duclos l'attestent, n'est pas « dépassé » ; la solution à la crise de l'humanité, la IV^e Internationale pour se forger, se construire implique le combat impitoyable, sur tous les terrains politiques contre le stalinisme, fossyeur de la révolution. Ce combat n'est pas « dépassé ». Il est au cœur même de la commémoration du cinquantième anniversaire par les trotskystes de la révolution de 1917.

Charles FOUCARD.

LE SPARTAKISME

(Les dernières années de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht (1914-1919) — L'Arche

Il y a quelques années, les militants désireux de connaître et de comprendre la Révolution allemande de 1918-1919 ne disposaient que du petit ouvrage préparé par D. et A. Prudhommeaux dans la collection « Spartakus », *La Commune de Berlin*, et de quelques chapitres dans *l'Histoire de l'Armée allemande*, du fasciste Benoist-Méchin. Aujourd'hui, ils disposeront au moins du Badia, *Le Spartakisme*, qui vient de paraître aux éditions de l'Arche.

Gilbert Badia a fait d'énormes progrès dans la voie de l'honnêteté du travail historique exigée d'un militant qui se consacre à l'histoire du mouvement ouvrier. Il y a quelques années — notamment dans son *Histoire de l'Allemagne contemporaine* — il se permettait encore des suppressions ou des falsifications conformes aux exigences du moment des dirigeants stalinien allemands : ainsi supprimait-il sans vergogne de l'histoire des débuts du P.C. allemand des personnages aussi importants que le bolchévick Radek, envoyé de Moscou dans cette Allemagne qu'il connaissait bien, ou encore Paul Levi, successeur de Rosa Luxemburg à la tête

du parti : c'est que l'un était un des condamnés des Procès de Moscou et l'autre un exclu, ultérieurement passé à la social-démocratie. Aujourd'hui, quoique encore timidement, les historiens d'Allemagne de l'Est ont renoncé à censurer les morts, et Gilbert Badia s'est engagé dans la même voie avec même un peu plus de hardiesse puisqu'il n'hésite pas à publier de larges extraits des « souvenirs de novembre » de Radek parus en Union soviétique en 1926, mais accessibles depuis peu de temps seulement à la suite de leur traduction et de leur publication en Allemagne fédérale. Il n'hésite même pas à citer Trotsky à cinq reprises, et à souligner, sur la base des documents découverts, le rôle joué, par exemple, dans la constitution du mouvement d'opposition révolutionnaire par la célèbre brochure *L'Internationale et la Guerre*. Réjouissons-nous, sans arrière-pensée, de cette heureuse transformation, une des manifestations contemporaines de la crise de la bureaucratie !

L'ouvrage repose sur une documentation étendue et en grande partie inédite, au moins en France. Certains textes, dont l'existence avait été signalée par les cher-

cheurs est-allemands ont été dépouillés, traduits et largement cités. Badia a méthodiquement exploité les sources de documents publiés depuis quelques années à partir des recherches d'archives et, dans l'ensemble, suit d'assez près les travaux des historiens est-allemands Bartel et Wohlgemuth dont il n'hésite pas, pourtant, à s'écarter sur certains points qui ne sont pas seulement de détail.

Le livre comprend quatre parties : « L'Extrême-gauche se regroupe et tente de s'organiser » — « Premières actions de Spartacus » — « Les Spartakistes dans la révolution » — « Essai d'analyse » — que suivent, en annexe les plus intéressants des documents cités. Disons tout de suite qu'il souffre d'une grande faiblesse : la social-démocratie y apparaît sous son visage chauvin de la guerre et brutalement contre-révolutionnaire de l'après-guerre, sans que soient donnés au lecteur les éléments de compréhension de son attitude et de son rôle, en un mot sans analyse de la social-démocratie allemande d'avant 1914. Ce n'est en effet pas seulement dans la question de la guerre — la plus éclatante — que la social-démocratie officielle manifeste avec éclat sa trahison, mais sur l'ensemble de la lutte de classes : l'abcès crève en 1914, mais le mal, inaperçu de la quasi-totalité des militants de l'époque, avait rongé le parti depuis des années. Il est, certes, nécessaire de souligner, ainsi que le fait Badia, les réticences de Liebknecht et Rosa Luxemburg à rompre avec le parti social démocrate, leurs hésitations après 1914, et surtout leur impréparation à cette tâche historique avant 1914. Mais il faudrait, pour l'expliquer, recourir à l'analyse de la social-démocratie d'avant-guerre, de la place, dans la pensée des militants, du mythe de l'unité à tout prix, si efficacement utilisé contre les révolutionnaires qualifiés de « diviseurs » par les révisionnistes et les agents de la bourgeoisie dans le mouvement. Il faudrait aussi, sans aucun doute, analyser en marxiste la dégénérescence de la social-démocratie, à l'origine parti révolutionnaire et modèle pour tous les révolutionnaires, russes compris, finalement agence de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier allemand : la naissance et le développement d'un appareil fortement hiérarchisé de permanents incontrôlés, le poids acquis par une bureaucratie syndicale attachée à la défense des seuls privilèges de l'aristocratie ouvrière sont ici des éléments inséparables de l'évolution dite « idéologique », la recherche du succès à tout prix dans les compétitions électorales, l'abandon dans la pratique de l'orientation de lutte de classes au profit de l'idéologie démocratique, l'adaptation en un mot à la petite-bourgeoisie qui a fait des dirigeants social-démocrates allemands les agents directs de la grande bourgeoisie. C'est sans doute beaucoup demander à un militant du P.C.F. que de lui réclamer une analyse qui le conduirait à de saisissantes comparaisons avec la nature, le rôle et la politique du Parti communiste français d'aujourd'hui. La question se pose pourtant à chaque instant au lecteur attentif qui restera sur sa faim : Badia a évité de poser les problèmes qui ont des résonances contemporaines...

Les documents parlent souvent d'eux-mêmes. Ainsi certaines lettres de ministres et secrétaires d'Etat en rapports avec les dirigeants du Parti et des syndicats qu'ils traitent en auxiliaires, ouvertement. Ainsi également les lettres de Kautsky à Victor Adler où s'épale cyniquement la malfaisance du centrisme qui n'entreprend d'esquisser — en paroles seulement — une orientation plus gauche que pour empêcher la constitution d'une véritable gauche révolutionnaire. Peu de commentaires sont nécessaires : les appareils (social-démocratie et syndicats) en flanc-garde de la bourgeoisie, les « centristes » — opposants du bout des lèvres, partisans convaincus du « redressement » — en flanc-gardes des appareils. Rien n'est plus poignant que le bref résumé qu'il fait de l'action des jeunes marins révolutionnaires dans la flotte en 1917, se tournant vers les députés de

« l'opposition », phraseurs, pacifistes et démocrates, mais qu'ils prennent pour des révolutionnaires authentiques et même pour des dirigeants révolutionnaires, ce qui leur vaudra l'échec et le peloton d'exécution.

On peut regretter aussi que l'analyse n'ait pas été faite de la pensée politique de Rosa Luxemburg, la tête politique du groupe. Badia n'ignore pas que, dans l'histoire du stalinisme, Rosa Luxemburg a été, de longues années durant, un auteur maudit, et le « luxembourgeois » une déviation malsaine à la limite du trotskysme. Il risque bien, ça et là, quelques critiques, contre ses conceptions, « mécanistes », dit-il, contre une confiance exagérée dans les masses et les « vertus quasi-mythiques » de la révolution en général. Mais, dans l'ensemble, il joue les conciliateurs, montre le cheminement de la pensée des spartakistes vers les points de vue bolcheviques à travers l'expérience de la guerre et se tire de la difficulté — les contradictions réelles — par des pirouettes sur les « vertus » des spartakistes, leur « abnégation », leur « pureté morale »... De ce point de vue, il reste très au-dessous du bourgeois anglais Nettl, auteur d'une énorme biographie de Rosa Luxemburg dont la lecture l'eût peut-être aidé à poser des questions politiques, sinon à y répondre. Car la pensée politique de Rosa, et finalement celle du groupe Spartacus dans son ensemble, ne peuvent être abstraitement séparées du contexte de leur élaboration : celle d'un appareil d'origine ouvrière tout-puissant, brisant, émiettant, dévoyant les réactions instinctives des masses que les révolutionnaires aspiraient à « libérer » — sans se rendre parfaitement compte à quel point l'organisation révolutionnaire était plus nécessaire encore à opposer à l'organisation contre-révolutionnaire. De ce point de vue, Badia, bénisseur, a tort quand il refuse de « pré-

LES EDITIONS DE MINUIT

viennent de publier un ouvrage capital pour tout militant :

Un recueil des écrits, discours, correspondance de Léon TROTSKY (dont de nombreux inédits) consacrés au

“LE MOUVEMENT COMMUNISTE EN FRANCE” (1919-1939)

Textes choisis et présentés par Pierre BROUÉ

Cet ouvrage comprend notamment les documents à destination de la section française de l'Internationale Communiste, rédigés par L. Trotsky au nom de la direction de l'I.C. ; la correspondance et les articles consacrés à la constitution de l'opposition de gauche en France ; des articles et des documents sur la période 1934-1936 ; des documents et des lettres rédigés à la veille de la guerre.

Un volume relié de 632 pages - Prix : 57 Francs

tendre que le Spartakisme et ses vicissitudes permettent d'expliquer toute l'histoire allemande des années suivantes», ce qui est en définitive une façon d'expliquer que l'organisation des révolutionnaires n'est pas tout à fait nécessaire à la résolution de la crise de l'humanité. En fait, c'est l'histoire du monde, à travers celle de la dégénérescence de la Révolution russe isolée par l'échec de la Révolution allemande, qui est expliquée par cette terrible défaite de l'avant-garde du plus grand pays industriel du continent européen. Mais Badia pouvait-il pressentir ou laisser pressentir que le stalinisme — dont il fut un chanfre émérite — était le fruit des défaites prolétariennes avant d'en être la source ?

Ajoutons que, dans le domaine de l'établissement des

faits, Badia a fait du bon travail : il décrit très correctement la poussée à gauche des masses ouvrières allemandes au lendemain de la Révolution, à travers les appareils traditionnels qui sont les premiers à en bénéficier. C'est à juste titre qu'il voit dans les journées de janvier 1919, le résultat d'une provocation délibérée à un combat prématuré et souligne l'incapacité et la division du jeune Parti communiste dans cette circonstance dramatique.

Au total, un livre qu'il faut lire en ouvrant en même temps les yeux tout autour de soi pour comprendre ce que l'auteur n'explique pas et ne peut sans doute pas expliquer.

Pierre BRABANT.

LENINE :

QUE FAIRE ? (1)

« Que faire ? » est l'un des ouvrages de Lénine le plus impudemment falsifié par les stalinistes. Ils présentent la maladie infantile du communisme : le gauchisme, comme dirigé contre le troskysme (alors inexistant) et comme une justification de leur politique de collaboration de classe. De même ils vident « Que faire ? » de tout contenu politique et l'érigent, en dehors du temps et de l'espace, comme un modèle intemporel de l'organisation centralisée du parti : de « Que faire ? » ils déduisent le centralisme policier qui correspond au contenu contre-révolutionnaire du stalinisme, et donc, est parfaitement étranger à l'œuvre de Lénine...

Lénine a pourtant toujours souligné le caractère relatif de « Que faire ? ». Dès 1903 au II^e congrès du POSDR il déclarait : « Nous savons tous que les « économistes » ont tordu le bâton dans un sens. Pour redresser le bâton il fallait le tordre dans le sens inverse et c'est ce que j'ai fait. » En 1907, dans la préface à « Douze années » il déclarait bien plus nettement encore : « L'erreur capitale de ceux qui polémiquent aujourd'hui avec « Que faire ? » consiste à isoler complètement cette œuvre de la situation historique déterminée où elle est née, de la période fort lointaine du développement de notre parti au cours de laquelle elle a été rédigée (...) « Que faire ? » est un résumé de la tactique de l'Iskra et de sa politique d'organisation pendant les années 1901 et 1902. Exactement un « résumé », rien de plus, rien de moins. » On ne saurait être plus clair.

L'intérêt de l'édition que Le Seuil nous donne de « Que faire ? » est qu'elle nous donne les moyens de bien comprendre

et donc de bien utiliser dans notre activité de militants l'œuvre de Lénine.

Le texte publié est le dernier texte revu par Lénine, débarrassé de détails purement historiques.

Le texte est précédé du passage intégral de la préface à « Douze années » consacrée à « Que faire ? ».

Il est précédé aussi d'une introduction qui éclaire les circonstances historiques dans lesquelles « Que faire ? » fut publié et la querelle que l'ouvrage déclencha.

Il est suivi d'un « dossier » « Que faire ? », constitué des textes les plus importants que suscita la polémique autour de l'ouvrage.

Il est utile d'avoir enfin une édition convenable de « Que faire ? ». Même si dans la Préface à « Douze années » Lénine écrit (exprimant ainsi cette idée pour la troisième fois...) : « Le sens de ces mots est clair : « Que faire ? » est une œuvre polémique destinée à corriger les erreurs de « l'économiste » et il est incorrect d'examiner le contenu de la brochure en l'isolant de cette tâche. » Lénine a, à travers cette tâche circonstancielle, défini une méthode de construction du parti révolutionnaire, dégagé les liens dialectiques qui unissent le parti et les masses, déterminé le rapport entre l'activité du parti et celle des masses avec une netteté et une justesse qui, au-delà des détails circonstanciels, constituent un acquis fondamental du bolchévisme, et une leçon d'une richesse inépuisable pour tout militant révolutionnaire.

Denis LABAT.

(1) Editions du Seuil.

ABONNEMENTS :

1 an (5 numéros)	12 Francs
Sous pli clos	15 Francs
Etranger	14 Francs
Le numéro	3 Francs
Abonnement de soutien	15 et 20 Francs

C.C.P. : Gérard Bloch Paris 606-23